



OGM : le plaidoyer des industriels français pour le droit à la recherche

LA CAMPAGNE de destruction de cultures expérimentales d'organismes génétiquement modifiés (OGM) provoque la colère des industriels. Si les américains Monsanto, DuPont ou Dow, directement visés par les actions de la Confédération paysanne, ont d'autres terrains d'expérimentation, les industriels français, comme Aventis ou Limagrain, supporteront les conséquences d'une éventuelle remise en cause de la recherche en France. La start-up Meristem Therapeutics, basée à Clermont-Ferrand, a été la victime de la destruction de ses essais de maïs transformés pour produire de la lipase, utile dans le traitement de la mucoviscidose. Les sociétés françaises expliquent que ces actions font craindre, à dix ans, l'absence d'acteurs français ou européens dans les biotechnologies végétales.

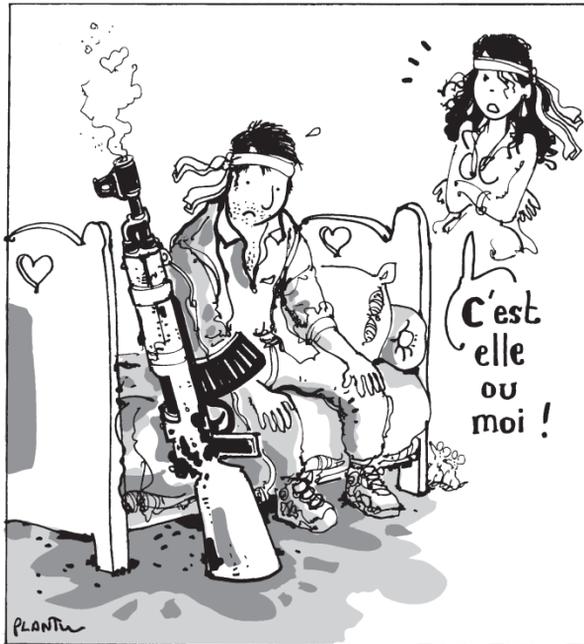
Lire page 12

Ces Corses qui disent non à la violence

● Défendant le processus de Maignon, Lionel Jospin affirme que « cette démarche implique le rejet de la violence » ● « Le Monde » donne la parole aux femmes du « Manifeste pour la vie », qui luttent contre « la loi des armes » ● Défendant le processus, elles appellent l'Etat à mettre fin à l'impunité

LIONEL JOSPIN s'est exprimé, jeudi 23 août, à l'issue du conseil des ministres, sur la question corse, pour la première fois depuis l'assassinat, il y a une semaine, de François Santoni. Affirmant que « la démarche proposée par le gouvernement doit se poursuivre », le premier ministre a ajouté : « Naturellement, cette démarche implique le rejet, la condamnation, le refus de la violence et de la criminalité, et le gouvernement continuera à les combattre. »

Notre enquête en Corse donne la parole aux habitants de l'île qui ont choisi de s'engager contre « la loi des armes ». Ce sont notamment des femmes, souvent venues du mouvement nationaliste, auxquelles on doit déjà, depuis 1995, le lancement d'un « Manifeste pour la vie » qui a marqué l'émergence d'une société civile dans l'île. Cofondatrice de ce Manifeste, Victoire Canale se dit « féministe, nationaliste corse et socialiste », mais critique la culture de la violence et de la force, issue d'une clandestinité « par nature antidémocratique »,

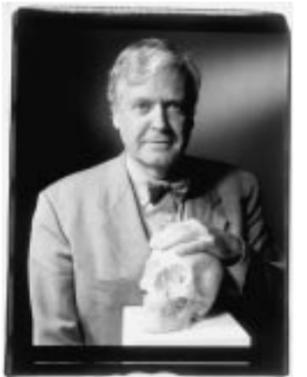


qui a marqué le « fratriarc » d'un mouvement nationaliste à la direction essentiellement masculine. « Pour parler des droits du peuple corse, il faut commencer par ne pas parler à sa place », dit-elle. Soutenant le processus de Maignon, elle ajoute : « Que l'Etat commence par faire son travail ! L'impunité nourrit la violence. »

Lionel Jospin a évoqué la Corse avec Jacques Chirac, jeudi, avant le conseil des ministres, mais rien n'a filtré sur le contenu de leur dialogue. Toutefois, plusieurs proches du président de la République ont réitéré leurs vives critiques de la politique du gouvernement. Président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré a réclamé de nouvelles élections territoriales. Le ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, a rejeté toute idée de dissolution, défendant la « légitimité » de l'Assemblée de Corse.

Lire page 5

www.lemonde.fr/corse



C. COURRÈGES/BAUDOIN LEBON, PARIS

PHOTOGRAPHIE L'absolu collectionneur

Portrait d'un amateur acharné, l'Allemand Manfred Heiting, cinquante-huit ans, détenteur de quelque cinq mille œuvres photographiques, de Kertész à Man Ray, de Moholy-Nagy à Mapplethorpe. Commencée à New York il y a trente ans, longtemps avant la flambée des cotes, cette collection exemplaire, en cours de classement dans des ouvrages hors commerce, montre que son auteur attache autant d'importance à la qualité des tirages qu'à la composition des images.

p. 19

Des prostituées venues de l'Est

DES CENTAINES de jeunes femmes originaires des pays de l'Est sont contraintes de se prostituer, prisonnières de réseaux organisés. Elles ont souvent quitté leur pays sur la foi de promesses d'emplois. A Nice, où elles occupent 80 % du « marché », le parquet a ouvert plusieurs informations judiciaires. Malgré les témoignages accablants, la police niçoise doute de l'existence de réseaux organisés et soutient qu'il s'agit d'une prostitution volontaire. Juge d'instruction au tribunal de Nice, Philippe Dorcet, évaluant à 24 millions de francs le produit mensuel de cette activité sur la ville, estime au contraire qu'« il est impossible que cet argent soit collecté sans lien avec le crime organisé ».

Lire page 6

En Belgique, le football pourrait être sacrifié sur l'autel de l'euro

BRUXELLES

de notre bureau européen

Voilà une décision qui ne devrait pas contribuer à la popularité de l'euro en Belgique : le ministre de l'intérieur demande qu'il n'y ait pas de grandes manifestations sportives entre la mi-novembre, date du démarrage de l'approvisionnement des banques en billets, et la fin février 2002, qui sonnera le glas du franc belge. Il vient d'envoyer aux « bourgmestres » (maires) une circulaire confidentielle dans laquelle il leur demande d'« éviter, autant que possible, que les capacités policières soient engagées dans des missions se rapportant à d'autres événements » que l'introduction de l'euro. Autrement dit, explique clairement le chef de cabinet du ministre dans le quotidien flamand *De Morgen* du 17 août, qui a révélé l'affaire, les maires sont invités « à reporter tous les matchs de football à risques ».

Le Royaume risque en effet de manquer de policiers, les forces de l'ordre devant, en plus de leurs missions traditionnelles, escorter les convoyeurs de fonds et surveiller les manifestations européennes prévues pendant que la

Belgique assume la présidence de l'Union. Le président de la Ligue professionnelle de football, Jean-Marie Philips, ne décolère pas. A peine venait-il de confectionner le calendrier des matchs de division 1 pour la saison 2001-2002, après consultation du ministre de l'intérieur, qu'il était prié de revoir sa copie.

« La seule interdiction que nous avions était d'organiser un match à risques pendant le sommet de Laeken », affirme-t-il, bien que, reconnaît-il, il ne l'ait pas respectée : un match entre deux clubs anversois, dont les rencontres suscitent toujours des incidents, a ainsi été programmé le 16 décembre. Il sera avancé au 11 novembre. « Mais quel casse-tête pour refaire le reste du planning ! », s'emporte le président : « Il faut faire jouer 17 matchs à 18 clubs, en alternance à domicile, puis à l'extérieur, sur une période de huit mois ! » Surtout, le calendrier a déjà été envoyé aux sponsors, aux chaînes de télévision ainsi qu'aux grandes entreprises. Ces dernières ont lancé des invitations à des VIP, loué des loges et engagé des services de restauration. Autant dire

que des recettes colossales sont brutalement remises en cause.

A leur retour de vacances, les bourgmestres apprendront qu'ils doivent prendre des décisions impopulaires aux yeux des amateurs de football. Jacques Simonet, maire d'Anderlecht, s'indigne ainsi à l'idée d'annuler la rencontre Anderlecht-Bruges, prévue le 22 septembre, en même temps que se tiendront à Liège un Ecofin où il sera question de la taxe Tobin ainsi qu'un contre-sommet organisé par Attac. Il explique qu'il peut « sécuriser l'intérieur du stade avec 150 policiers communaux », mais qu'il a besoin « de 500 policiers fédéraux munis de lances à eau pour escorter les supporters des deux clubs rivaux jusqu'à leurs autobus ».

M. Simonet, qui appartient pourtant à la même famille politique (libérale) que le ministre de l'intérieur, Antoine Duquesne, proteste contre le caractère tardif de sa décision : « Cela fait des années qu'on sait qu'on va passer à l'euro, et il s'en aperçoit seulement le 1^{er} août ! »

Rafaële Rivais



CLOPES/ISIPA

SCIENCES Le singe si près de l'homme

Hasard ou fatalité, la sortie de la nouvelle version hollywoodienne du roman de Pierre Boulle *La Planète des singes* se produit au moment où des chercheurs américains ont transplanté avec succès des cellules du cerveau d'un fœtus humain dans le cerveau d'un fœtus de singe. Cette expérience apporte une preuve supplémentaire de l'étonnante proximité des deux espèces.

p. 16

Népal : le roi et les « maos »



LE ROI GYANENDRA

LA RÉBELLION armée maïste népalaise a acquis une telle popularité en palliant l'incurie de l'Etat qu'elle a contraint le gouvernement à envisager de négocier avec elle. Le massacre qui a décimé, en juin, la famille royale a déstabilisé la monarchie himalayenne.

Lire page 2

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 250 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 Dh ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3,30 FL ; Portugal, 200 Esc ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.



CHATEAU DE VERSAILLES SAISON 2001 LES NOUVEAUX PLAISIRS LA COMÉDIE-FRANÇAISE LA MÈRE CONFIDENTE DE MARIVAUX À L'OPÉRA ROYAL du 13 au 27 SEPTEMBRE

POINT DE VUE

Pourquoi nous sommes en Macédoine

par Javier Solana

P OURQUOI l'Union européenne a-t-elle consacré autant de temps et de ressources aux récents efforts visant à ramener la paix et la stabilité dans les Balkans ? En partie, bien sûr, parce que l'Union a un intérêt direct à prévenir un conflit à ses portes, avec toutes les conséquences qu'il comporterait en termes de souffrances humaines et de dégâts économiques. Mais aussi parce que, en tant qu'organisation fondée sur des principes de paix et de réconciliation, l'Union a le devoir d'aider les autres à accéder aux bénéfices que l'Europe occidentale a retirés de cinquante ans de paix.

Ramener la paix dans les Balkans n'a pas été facile - et il est trop tôt pour dire que nous avons réussi à le faire en Macédoine. Depuis le début de la désintégration de la Yougoslavie, il y a dix ans, la communauté internationale a appris, parfois dans la douleur, à travailler ensemble. La paix dans les Balkans dépend

toujours fortement de la poursuite d'un soutien extérieur à la région. Cela signifie à la fois des ressources militaires (les pays européens fournissent la grande majorité des troupes de maintien de la paix dans la région, environ 38 000 hommes sur 50 000) et de l'aide économique - collectivement, l'Union européenne et ses Etats membres ont investi plus de 18 milliards d'euros en assistance dans les Balkans au cours de la décennie écoulée.

Ces derniers mois, nous avons dû faire face à un nouveau défi immédiat : faciliter la paix et la réconciliation dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine.

Lire la suite page 11

Javier Solana est le haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité commune.

www.lemonde.fr/macedoine



IGOR MOUJIN/WOSTOK PRESS

REPORTAGE Du Baïkal à Vladivostok

6. Rodéo à Vladivostok

Ce fut l'avant-garde armée des soviets en Orient. Aujourd'hui, Vladivostok, libérée de l'emprise du parti, explose, saisie par une frénésie d'échanges avec le Japon et la Chine. Commerce, pêche, tourisme, casinos, l'atmosphère évoque la conquête de l'Ouest, cynisme et corruption en prime.

International.....	2	Entreprises.....	12
France.....	5	Tableau de bord.....	13
Société.....	6	Aujourd'hui.....	16
Régions.....	8	Météorologie-Jeux.....	18
Carnet.....	9	Culture.....	19
Abonnements.....	9	Guide culturel.....	20
Horizons.....	10	Radio-Télévision.....	21

ASIE Créé en 1996, le mouvement maoïste administre aujourd'hui directement dix des soixante-quinze districts du Népal. La guérilla s'est imposée auprès des villageois en les

protégeant des exactions policières, en palliant l'absence de l'État ou en menaçant ses adversaires de représailles. ● **SON SUCCÈS** ne se limite plus aux régions de l'Ouest, qui souffrent d'une extrême pauvreté, mais a gagné la majeure partie du pays. ● **UN CESSÉ-LE-FEU** est respecté depuis un mois, ouvrant la perspective de négociations entre les rebelles

et le gouvernement du roi Gyanendra, affaibli par le massacre d'une grande partie de la famille régnante, le 1^{er} juin à Katmandou. ● **DE L'IS-SUE** d'éventuels pourparlers dépend

la reprise ou le déclin d'une activité économique déjà en perte de vitesse et très dépendante d'un secteur touristique fortement touché par le marasme.

Au Népal, les rebelles maoïstes contraignent le gouvernement à négocier

Apparu il y a cinq ans, le mouvement armé jouit d'une popularité proportionnelle aux échecs de l'État. La quasi-totalité du pays est affectée par l'activité des guérilleros. Ceux-ci veulent instaurer une république en lieu et place d'une monarchie déstabilisée par le récent massacre au sein de la famille royale

ANEKOT
de notre envoyée spéciale
Au fur et à mesure de la montée, d'abord en pente douce, puis plus abrupte, le chemin se rétrécit et les

REPORTAGE

« Ils sont honnêtes comme Bouddha et ils combattent l'exploitation »

mais font place à des forêts de pins ou de sals aux troncs très droits. Pour trouver les maoïstes népalais, pas besoin aujourd'hui de s'éloigner de Katmandou. A moins de deux heures de route de la capitale népalaise, le district de Khabra Palanchok est comme la quasi-totalité des soixante-quinze districts du Népal une « zone affectée par l'activité des maoïstes ». On est pourtant loin ici de cet ouest népalais, à la pauvreté absolue, dans lequel s'est manifestée pour la première fois, le 13 février 1996, la guérilla maoïste. Depuis, le mouvement a fait du chemin. Il est devenu une force avec laquelle n'importe quel gouvernement doit compter et les maoïstes administrent directement dix districts du pays, dans lesquels fonctionnent « les gouvernements du peuple ».

Sur le chemin d'Anekot, les villageois confirment que la police ne se manifeste plus guère dans les villages reculés, où les maoïstes circulent librement. « Ils viennent sans armes et en civil voir si nous avons des problèmes, si leurs sympathisants sont ennuyés ou harcelés par les autorités », affirme Zhalak Prasad Lamichani, membre de l'association des paysans, très proche des maoïstes. « Beaucoup de gens les soutiennent car ils leur rendent justice et leur assurent la sécurité », dit encore ce petit fermier qui ne

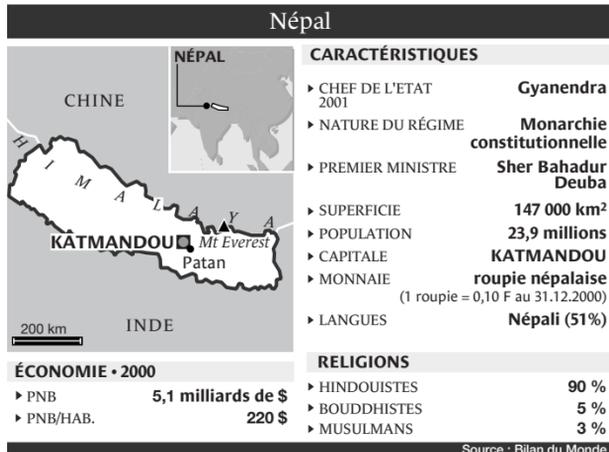
cache pas qu'il « aime les maoïstes, parce qu'ils sont honnêtes comme Gautama Bouddha et qu'ils combattent l'exploitation de la société ».

Dans un Népal où près de 80 % des 23 millions d'habitants sont illettrés, où près de 100 000 jeunes des campagnes échouent chaque année à leurs examens de fin d'études et ne trouvent ni emploi, ni formation technique, où de très nombreux villages ne sont encore accessibles qu'après plusieurs jours de marche et n'ont ni école, ni électricité, ni facilité médicale, où les féodaux gardent encore la tête haute, la tâche des maoïstes n'est pas vraiment difficile.

Si la plupart de leurs dirigeants, à l'image de leur chef, Pushpa Kamal Dahal, « Prachanda » de son nom de guerre, sont des brahmanes lettrés, la troupe est largement issue des basses castes ou des tribus, qui constituent 35 % de la population népalaise. Agée de dix-sept ans, Champa revient de l'école gouvernementale (deux heures de marche aller-retour) avec trois de ses amies. Elle résume le succès des maoïstes : ils combattent pour obliger les exploités à verser des salaires décents, pour empêcher la pratique courante de taux usuriers, pour punir l'immoralité, c'est-à-dire les viols, pour protéger les pauvres.

INTERDICTION DE BOIRE

« Dans notre village de Kotyang, il y avait un exploiteur qui ne versait jamais les salaires, traînait les pauvres en justice, suscitait des querelles », dit Champa. « Les maoïstes l'ont averti à plusieurs reprises de changer d'attitude. Il n'a pas écouté, ils l'ont tué et maintenant tout est bien dans le village. » Autre interdit des maoïstes qui fait l'affaire des villageoises, à défaut des hommes d'affaires qui ont investi plus de 50 millions de dollars (55 mil-



lions d'euros) dans cette industrie : l'interdiction de boire et de jouer pour de l'argent. « Les hommes ne perdent plus leur argent et leur temps », se réjouit Sanikanchi, soixante ans.

Dans le village de Narmada, les slogans sont peints en noir ou bleu sur les murs : « Longue vie au mouvement maoïste ; nous punirons les informateurs de la police ; mort à Gyanendra », le nouveau roi. Bhavani Sapkota, vingt-six ans, élève seule ses deux fils de onze et six ans. Clandestin depuis trois ans, son mari est un cadre militaire maoïste. Harcelée et menacée régulièrement par la police, Bhavani ne regrette rien. « Quand il est parti, les gens du village m'ont boycottée, ils surveillaient mes allées et venues et je ne voyais plus personne. Mais petit à petit, ils ont compris qu'ils étaient les maoïstes et ils savent maintenant qu'ils luttent pour le bien de la société et du pays », dit-elle. Si ce n'était pour ses deux fils, Bhavani, qui garde de son passage au poste de police de violentes douleurs crâniennes, aurait rejoint

les maoïstes qui comptent un tiers de femmes parmi leurs cadres – un chiffre remarquable, compte tenu des traditions sociales.

ÉQUIPEMENTS RÉCUPÉRÉS

Les guérilleros maoïstes sont environ sept mille. Armés pour une large part grâce aux équipements récupérés sur la police – plus de quatre cents postes ont été attaqués ces six dernières années –, ils disposent aussi d'armes rudimentaires achetées dans les fabriques clandestines des États frontaliers indiens du Bihar et d'Uttar-Pradesh, ainsi que d'explosifs fabriqués localement. Si au début du mouvement, ils ont été aidés par des naxalites (maoïstes) de l'Inde, ils profitent aujourd'hui de l'expérience d'anciens gurkhas, les soldats d'élite des armées britannique, indienne et népalaise.

Fils d'un policier, Govindra, trente ans, père de trois fillettes, a intégré l'aile militaire du mouvement après trois ans de probation. « Pendant la période d'essai, j'ai posé des affiches, distribué des tracts, et puis ils m'ont

demandé des choses plus difficiles, démonter et remonter des explosifs, les déposer dans des endroits sensibles, comme un poste de police », raconte-t-il. Aujourd'hui, Govindra est à la fois commandant adjoint de son escadron (12 combattants dont 4 femmes) et de la force spéciale (STF, 4 escadrons, soit 48 guérilleros).

A l'échelon supérieur, une compagnie compte 15 STF, soit 720 personnes. « Une ou plusieurs compagnies sont déployées par région (3 ou 4 districts) », explique Govindra en notant que le pays a été divisé en

excès ont contribué à grossir les rangs de la guérilla, et par la peur de représailles en cas d'opposition. Car les maoïstes ne plaisaient pas avec ceux qui résistent à leurs exigences. Plus de 1 500 écoles privées ont été fermées en trois mois par crainte des maoïstes qui exigent qu'elles réduisent de 50 % leurs frais de scolarité. Volontaire ou pas, chacun doit contribuer à la caisse des maoïstes qui rackettent commerçants ou hommes d'affaires jusqu'en plein Katmandou.

« Leur succès est proportionnel à

D'anciens communistes liés au PC... américain

Passés dans la clandestinité en 1995, les dirigeants maoïstes sont tous issus des scissions multiples du Parti communiste népalais (CPN). Leur chef, Prachanda, quarante-sept ans, diplômé en agronomie de l'université de Chitwan, son district d'origine, et leur idéologue, Baburam Bhattarai, quarante-huit ans, diplômé en architecture de l'université Jaharawal-Nehru de New Delhi, se sont unis en 1990 pour participer aux premières élections du retour à la démocratie. Leur parti avait alors obtenu 9 sièges. Une tentative du gouvernement de diviser leur formation, en 1993, les a convaincus de la vanité du jeu démocratique. Début 1996, ils remettaient un manifeste en quarante points que le gouvernement devait accepter dans les trois semaines. Avant même l'expiration du délai, les premières bombes explosaient : la guérilla maoïste était née. Les maoïstes népalais, très liés au Parti communiste américain, admirent le Sentier lumineux péruvien. Ils prônent une république communiste dans laquelle le peuple népalais aurait tous les droits.

trois régions : est, centre et ouest. A côté des combattants qui se déplacent en fonction des besoins et portent treillis de combat, les milices du peuple sont composées de jeunes villageois qui restent chez eux et surveillent l'application des lois et des interdits du parti. Certains seulement sont armés.

Même s'il est difficile de mesurer, le soutien populaire aux maoïstes s'explique à la fois par l'absence d'alternative dans certaines régions abandonnées par le gouvernement, par le besoin d'être protégé d'une police dont les

l'échec de l'État et du gouvernement », affirme Raj Lok Baral, professeur de sciences politiques à l'université de Katmandou. « La démocratie sans progrès social radical ne peut pas réussir ». Onze ans après l'établissement d'un régime démocratique, la désillusion des Népalais est totale. Le mieux-être attendu de la fin de la monarchie absolue n'est pas venu. Tout cela a fait le lit d'un mouvement perçu comme le nouvel espoir des déshérités.

Françoise Chipaux

Derrière d'éventuels pourparlers entre les autorités et les insurgés : la question de la monarchie

KATMANDOU

de notre envoyée spéciale

Accueilli avec soulagement par une population qui a soif de paix, le cessez-le-feu entre le gouvernement et les maoïstes tient depuis près d'un mois. Mais aucune date n'a encore été avancée pour l'ouverture éventuelle de négociations de paix qui s'annoncent difficiles. A l'origine de l'appel à l'arrêt des hostilités, immédiatement accepté par la guérilla maoïste, le nouveau premier ministre, Sher Bahadur Deuba, membre du parti du Congrès comme son prédécesseur G. P. Koirala, dispose de plusieurs atouts : son attitude constante en faveur du dialogue avec les maoïstes ; sa connaissance du mouvement et de certains de ses dirigeants, acquise du temps où il présidait le comité mis en place, après les élections de mai 1999, pour suggérer des solutions au problème ; sa popularité présente.

« Les deux parties sont sérieuses et font de leur mieux pour instaurer des mesures de confiance à travers une politique mutuelle d'apaisement », affirme Kapil Shrestha, président de la Commission nationale des droits de l'homme. Le gouvernement a déjà relâché une quarantaine de maoïstes, et la guérilla a

libéré une quarantaine de policiers sur les cent trente-cinq qu'elle détient. Des organisations sœurs des maoïstes ont récemment tenu des réunions au cœur de Katmandou sans être pour le moins importunées.

M. Deuba et le chef des maoïstes, Prachanda, ont tenu des propos

La guérilla impose sa loi et son ordre

De février 1996, premier acte de la guérilla maoïste, au 17 juillet 2001, les affrontements entre police et rebelles ont fait 1 667 morts, selon l'Insec (un organisme népalais des droits de l'homme). Depuis deux ans toutefois, la courbe s'est inversée en faveur des maoïstes : en 1999, 328 personnes ont été tuées par la police et 141 par les maoïstes ; en 2000, c'est, dans le même ordre, 179 et 219 ; en 2001, 63 et 199.

Démoralisée et saisie par la peur, la police préfère aujourd'hui laisser faire les guérilleros, sans intervenir, quand elle n'y est pas obligée. Ceux-ci ont les coudees franches et même la société civile semble avoir démissionné devant eux. Un seul exemple : à la suite d'un ordre de la guérilla, l'hymne national népalais, qui glorifie le roi, alors que les maoïstes veulent l'instauration d'une république, n'est plus chanté dans les écoles.

Le tourisme et l'alcool, premiers enjeux économiques

KATMANDOU

de notre envoyée spéciale

A la « une » de l'actualité pour de multiples raisons – le massacre de la famille royale le 1^{er} juin, les activités de la guérilla maoïste, les changements de gouvernement –, le Népal commence à inquiéter. Dans les rues de Katmandou, commerçants et hôteliers font grise mine. Signe des temps, la compagnie Indian Airlines ne dessert plus Katmandou que quatre fois par semaine et le nombre de touristes indiens (un tiers de tous les visiteurs du Népal) est en baisse très nette. En 2000, seulement 95 879 touristes d'Inde ont transité par l'aéroport de Katmandou contre 140 630 en 1999. La tendance à la baisse se maintient cette année et, en juin, les hôtels affichaient un taux de remplissage de 10 %. « Si l'industrie touristique est durablement atteinte, l'économie va souffrir », affirme un banquier en soulignant que l'industrie touristique représente 3,5 % du produit intérieur brut (PIB) et 15 % des échanges extérieurs. Le tourisme est en outre un grand pourvoyeur d'emplois.

La nomination, en juillet, d'un nouveau premier ministre, Sher Bahadur Deuba, qui bénéficie au moins pour l'instant d'un préjugé favorable, tant son prédécesseur, G.P. Koirala, était discrédité, a été bien accueillie par les milieux d'affaires, qui espèrent avant tout la stabilité. Les grèves à répétition organisées par l'opposition pour réclamer le départ de M. Koirala ont coûté cher au Népal : selon la Banque mondiale, chaque journée de grève correspond à une perte de 9 millions de dollars.

EXPORTATIONS EN BAISSÉ

Comme toute la région, le Népal a aussi été affecté par le ralentissement de l'économie mondiale et, en particulier, d'une économie indienne qui traverse une mauvaise passe. Ses exportations – tapis et prêt-à-porter – dont plus de 43 % sont destinés à l'Inde, sont en baisse. La croissance pour l'année fiscale qui vient de s'achever pourrait atteindre 5,3 % selon le Fonds monétaire international (FMI), mais elle ne permettra pas de sortir le Népal de sa pauvreté.

L'éventuelle ouverture de négociations avec les maoïstes est aussi importante sur le plan économique. Le bannissement de l'alcool, qu'ils veulent imposer sur le plan national, risque de coûter cher : l'État pourrait perdre 10 milliards de roupies (140 millions de dollars) de revenus annuels. De plus, environ 500 000 personnes dépendent de près ou de loin de l'industrie de l'alcool, sans compter les effets de cette mesure sur le tourisme. Dans les régions qu'ils contrôlent, les maoïstes entendent de surcroît avoir leur mot à dire sur les projets de développement, ce qui menace de faire fuir certains donateurs. Enfin, les dépenses de sécurité pèsent sur le budget.

L'issue des pourparlers, la stabilité du gouvernement et une éventuelle reprise en Inde conditionnent ainsi un développement économique indispensable à la crédibilité du gouvernement et à la prolongation d'une aide extérieure sans laquelle le Népal ne peut pas vivre.

F. C.

tre vient de rappeler que le multipartisme et l'existence de la monarchie constitutionnelle ne sont pas négociables – reste à définir.

TRANSFORMATION EN « GANGS »

« Le gouvernement doit accepter le fait qu'il dialogue avec une force extra-constitutionnelle », note Padma Ratna Tuladhar, un militant des droits de l'homme, qui a parfois servi d'intermédiaire entre le gouvernement et les maoïstes. Selon lui, les maoïstes pourraient provisoirement céder sur le maintien de la monarchie dans la mesure où un référendum sur le sujet serait prévu par la nouvelle Constitution, qu'ils appellent de leurs vœux. « Les dirigeants maoïstes sont confiants dans leur pouvoir de convaincre le peuple que la monarchie est une survivance féodale et qu'il devrait choisir un régime dans lequel un de leurs proches pourrait être président », dit M. Tuladhar.

Le débat sur la monarchie est ravivé depuis le massacre, par le prince héritier d'alors, de la grande majorité de la famille royale le 1^{er} juin. « Depuis cet épisode, la monarchie est en difficulté et plusieurs partis politiques demandent qu'elle soit réduite à un rôle uniquement protocolaire », affirme Lok Raj Baral, professeur de sciences politiques à l'université Tribhuvan. « Le peuple népalais ne regrettera pas que le roi perde ses pouvoirs », estime Kapil Shrestha.

Le succès ou l'échec du dialogue, s'il s'ouvre enfin, dépendra grandement de la volonté d'aboutir des chefs maoïstes, Prachanda et Baburam Bhattarai. « Depuis le début, toutes les initiatives de dialogue sont venues du gouvernement, les maoïstes n'ont fait qu'y répondre », souligne M. Tuladhar. Plusieurs raisons expliquent l'acceptation rapide des chefs maoïstes du dialogue.

Premièrement, la demande populaire pour une trêve est d'autant plus forte que la crainte d'une guerre civi-

TRÉSOR DE GUERRE

« Prachanda doit négocier avant que les autres cadres ne se révoltent », affirme un journaliste qui suit la lutte. Selon des informations non confirmées, le trésor de guerre des maoïstes s'élèverait à quelque 5 milliards de roupies (73 millions d'euros environ), une somme qui, dans un pays où le revenu annuel par tête est de 240 dollars (265 euros), peut attirer des convoitises. Certains prêtent toutefois aux maoïstes la volonté d'accumuler le maximum d'argent en prévision de consultations électorales auxquelles ils pourraient participer.

Pour l'instant, le Népal, fortement secoué par le massacre de la famille royale, déstabilisé par les crises politiques à répétition, retient son souffle, tout en sachant que si la trêve en vigueur devait échouer, la situation ne pourrait que rapidement empirer.

Fr. C.

L'armée israélienne a fait une incursion en territoire autonome palestinien à Hébron

Au Conseil de sécurité, la demande d'envoi d'observateurs des Nations unies est en mauvaise posture

Le Conseil de sécurité des Nations unies terminait, vendredi 24 août, ses délibérations à huis clos sur le conflit israélo-palestinien. La Grande-

Bretagne et la Norvège ont proposé une déclaration non contraignante du président du Conseil visant à contourner le veto américain à la deman-

de palestinienne d'envoi d'observateurs de l'ONU dans les Territoires. Les Palestiniens rejettent cette formule.

L'ARMÉE ISRAËLIENNE s'est livrée, dans la nuit du jeudi 23 au vendredi 24 août, à sa plus importante incursion à Hébron (sud de la Cisjordanie), en territoire autonome palestinien, depuis 1997. Une quinzaine de chars et de véhicules blindés ont pénétré, vers 22 h 30, dans le quartier autonome palestinien d'Abou Snehineh à la suite d'échanges de tirs qui avaient blessé six Palestiniens et deux Israéliens. L'armée a indiqué avoir détruit deux bâtiments d'Abou Snehineh d'où étaient partis les tirs. « L'opération s'est déroulée d'un bout à l'autre sous un feu nourri » des Palestiniens, a indiqué un porte-parole militaire. L'armée israélienne a annoncé vers 1 h 30 s'être retirée. Douze Palestiniens ont été blessés. Aux termes d'un accord conclu en 1997 avec l'Autorité

palestinienne, Israël a évacué 80 % de Hébron, mais contrôle toujours une enclave autour du caveau des Patriarches – lieu saint à la fois pour l'islam et le judaïsme –, où vivent 400 colons juifs retranchés au milieu de 120 000 Palestiniens.

Plus tôt jeudi, une incursion israélienne avait eu lieu dans la bande de Gaza. Trois chars israéliens ont pénétré sur environ 1 kilomètre dans le camp de Deir al-Balah, secteur sous contrôle total palestinien. Six policiers palestiniens et deux civils ont été blessés. Selon l'armée israélienne, cette attaque était une riposte à un tir de mortier palestinien qui avait touché une maison de la colonie de Kfar Darom.

A Naplouse, jeudi également, l'armée israélienne a tiré des missiles antichars contre la voiture d'un colonel palestinien, Jihad al-Massi-

mi, qu'elle accuse d'être « responsable d'une longue série d'attentats » anti-israéliens. L'officier, dirigeant local du Fatah, et membre d'un service de sécurité officiel, a été légèrement blessé. Un dirigeant du Fatah a dénoncé une nouvelle tentative d'« assassinat ciblé ».

YASSER ARAFAT EN CHINE

A Khan Younés (sud de la bande de Gaza), un Palestinien de onze ans, Mohammad Jaber Zouroub, a été tué d'une balle par des militaires israéliens ayant ouvert le feu sur des jeunes qui leur lançaient des pierres. Les tirs ont blessé dix autres enfants, dont deux grièvement. Les morts de jeudi portent à 736 le nombre de personnes tuées depuis le début de l'Intifada le 28 septembre, dont 568 Palestiniens et 146 Israéliens. A Gaza, plu-

sieurs milliers de personnes ont participé aux funérailles de Bilal al-Ghoul, dix-huit ans, militant du Hamas et membre d'un service de sécurité relevant de l'Autorité palestinienne, tué mercredi par l'armée israélienne qui tentait d'abattre son père, Adnane, artificier du Hamas.

Dans la soirée, le ministre des affaires étrangères israélien, Shimon Pérès, a estimé qu'il lui faudrait sans doute plus d'une rencontre avec Yasser Arafat pour parvenir à un accord de cessez-le-feu. Pour sa part, le président palestinien s'est rendu, jeudi, à Pékin pour convaincre la Chine, alliée traditionnelle des Palestiniens, de jouer un plus grand rôle dans le règlement de la crise au Proche-Orient. – (AFP.)

► www.lemonde.fr/israel-palestiniens

Les talibans maintiennent en prison huit Occidentaux et leurs assistants afghans

Ils sont accusés de prosélytisme chrétien

ISLAMABAD

de notre envoyée spéciale

Le secret le plus complet entoure toujours l'enquête ouverte par les talibans, au pouvoir à Kaboul, contre les 24 membres – 8 étrangers et 16 Afghans – de l'organisation humanitaire allemande Shelter Now International (SNI), arrêtés les 3 et 5 août pour prosélytisme chrétien. Après avoir passé une semaine dans la capitale afghane, les représentants des Etats-Unis, d'Allemagne et d'Australie, venus pour tenter de rendre visite à leurs ressortissants emprisonnés – 2 Américaines, 2 Australiens et 4 Allemands – sont repartis bredouilles.

Le ministre de la culture et de l'information, Qadratullah Jamal, a réaffirmé à l'agence américaine Associated Press, jeudi 23 août à Kaboul, que personne ne serait autorisé à voir les détenus avant la fin de l'enquête. Le ministre des affaires étrangères, Wakil Ahmad Mutawakil, a pour sa part laissé entendre que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pourrait être autorisé à leur rendre visite, mais, jeudi soir, le CICR n'avait toujours pas reçu d'autorisation officielle.

ENQUÊTE ÉLARGIE

En attendant, l'enquête semble devoir se prolonger, d'autant plus que les talibans affirment avoir inclus d'autres organisations internationales dans le champ de leurs investigations. « L'enquête cherche à déterminer l'ampleur et les ramifications de l'accusation et, aussi, si des pays ou des organisations sont derrière », affirme une source talibane. « C'est seulement en fonction des futures découvertes des autorités que l'on connaîtra la suite », ajoute-t-elle. D'après un récent décret, les étrangers accusés de s'être livrés à un prosélytisme ou d'avoir converti un musulman sont punis de 3 à 10 jours de prison et expulsés dans les 48 heures. Pour le même « crime », les Afghans sont punis de la peine de mort. Cité à plusieurs reprises par les autorités talibanes, dans

le cadre de cette affaire, le Programme alimentaire mondial (PAM) a réagi mercredi en leur demandant de « s'abstenir de faire de nouvelles allégations sans fondement contre le PAM et son équipe en Afghanistan ». Et de souligner : « L'organisation non gouvernementale (ONG) que les talibans accusent de prosélytisme n'est qu'une des 150 ONG qui aident le PAM à distribuer l'aide alimentaire à 3 millions d'Afghans. » Employant sur place 37 expatriés et près de 500 Afghans, le PAM distribue chaque mois plus de 24 000 tonnes d'aide et constitue la plus grosse agence de l'ONU en Afghanistan.

Pour l'heure, les gouvernements concernés par l'affaire semblent vouloir limiter leur action au plan humanitaire. Les trois diplomates qui avaient dû quitter Kaboul à l'expiration de leur visa vont chaque jour à l'ambassade afghane à Islamabad pour tenter d'obtenir des nouvelles de leurs ressortissants et une autorisation de retourner en Afghanistan. Les Etats-Unis comme l'Allemagne et l'Australie ne reconnaissent pas le régime des talibans. Des parents des deux jeunes Américaines emprisonnées, Dana Curry et Heather Mercer, sont arrivés à Islamabad et ont déposé des demandes de visa.

Ce père et cette mère ont en outre écrit au chef suprême des talibans, Mollah Mohammad Omar, pour solliciter sa compassion et la libération de leurs enfants. Sans faire de référence à l'accusation de prosélytisme, les parents auraient demandé pardon, affirmant notamment aux diplomates afghans de l'ambassade d'Islamabad : « Nous nous excusons si nos enfants ont fait quelque chose de mal. » Refusant de parler aux journalistes pour ne pas compliquer la situation, les deux parents ont remis des lettres pour leurs filles qui, selon Souheil Shaheen, premier secrétaire de l'ambassade, ont été transmises à Kaboul.

Françoise Chipaux

► www.lemonde.fr/afghanistan

Cinéma, chanson : l'Intifada inspire et radicalise l'art populaire égyptien

LE CAIRE

de notre correspondant

Depuis le début de l'Intifada, le régime égyptien alterne coups de colère et tentatives de médiation entre les Palestiniens et Israël, mises en garde et offensives de charme à l'égard des Etats-Unis. Il hésite entre le réalisme politique (traité de paix avec Israël et aide économique et militaire annuelle de 2 milliards de dollars de Washington obligent) et l'embaras croissant face à la pression grandissante d'une opinion publique qui se radicalise.

La fièvre anti-israélienne, doublée d'une réaction quasi allergique aux Etats-Unis, monte en effet dans les esprits. A défaut de sondages, un thermomètre ne trompe pas : les arts populaires que sont le cinéma et la chanson. Il suffit d'observer la sortie d'une séance du film *Ashâb walla bizness* (Amis ou business). Produit par les frères Adl, le film tourne autour de l'Intifada, un sujet qui, en d'autres temps, aurait eu toutes les chances de faire un flop.

Hormis quelques films d'espionnage de série B, où les « méchants » étaient naturellement israéliens, et des œuvres de commande pour célébrer « la victoire d'octobre » (la guerre israélo-arabe de 1973), le conflit arabo-israélien n'avait jamais vraiment inspiré le cinéma égyptien. Mais, aujourd'hui, le patriotisme est une

garantie de réussite au box-office, tant et si bien que les producteurs d'*Ashâb walla bizness* ont décidé de faire don à l'Intifada des recettes d'une journée par semaine. Le film, tourné dans des camps palestiniens au Liban sud, conte l'histoire d'un présentateur d'une chaîne de télévision arabe privée parachuté en pleine Intifada. Très vite, celui qui était la star d'un jeu intitulé « Dollars, dollars » découvre sa futilité face « au massacre de ses frères et sœurs ». Il se lie d'amitié avec un Palestinien qui commettra un attentat-suicide pulvérisant des militaires israéliens à un barrage. Pour les besoins de cette scène, les producteurs n'ont pas lésiné sur les effets spéciaux et les moyens financiers.

CORDE SENSIBLE

Ce premier film réalisé par Ali Idris n'est pas unique. *Ga'ana al bayan al tali* (Nous avons reçu le communiqué suivant) met en scène la nouvelle star de la comédie égyptienne, Mohammad Heneidi, dans le rôle d'un reporter couvrant l'Intifada et subissant la violence israélienne. Le succès de ces films laisse les experts perplexes. Ils l'étaient déjà au début de l'année quand la chanson *Ana bakrah Israël* (J'exècre Israël) avait fait un tabac. « Opportunisme éphémère », avaient diagnostiqué des musicologues. Comment, en effet, imaginer qu'un repasseur

pratiquement analphabète puisse trouver les mots justes, quand les chansonniers et paroliers avaient échoué, malgré d'énormes moyens et le soutien de la radio-télévision étatique, à faire un tube chantant l'Intifada ? C'est pourtant ce que Chaaban Abdel-Rahim a réussi à créer.

Grâce à des paroles toutes simples en égyptien parlé, « Chaabolla », comme l'appellent ses fans, a touché la corde sensible de l'homme de la rue. Sa cassette a envahi les quartiers résidentiels, et les politologues, sociologues et autres spécialistes se penchent sur ce « phénomène ». « Je ne suis rien de tout ça », assure l'intéressé. *Je n'ai fait que réagir à ce que j'ai vu à la télévision quand Mohammad al-Dirah* [le jeune Palestinien de douze ans criblé de balles entre les bras de son père, en octobre 2000] a été tué ! »

Chaaban est même devenu un héros populaire, malgré les protestations de l'ambassade d'Israël contre « ce vulgaire chanteur de troisième catégorie ». En querelle avec McDonald's et une association juive américaine qui l'accuse d'être un « sponsor de la haine », il vient de connaître un nouveau succès avec son « tube » de l'été, *Amrica ya Amrica* (Amérique, ô Amérique), où, indirectement, il rend Washington responsable de tous les maux de la Terre.

Alexandre Buccianti

En Afrique du Sud, on coupe les arbres « étrangers » pour approvisionner les villes en eau

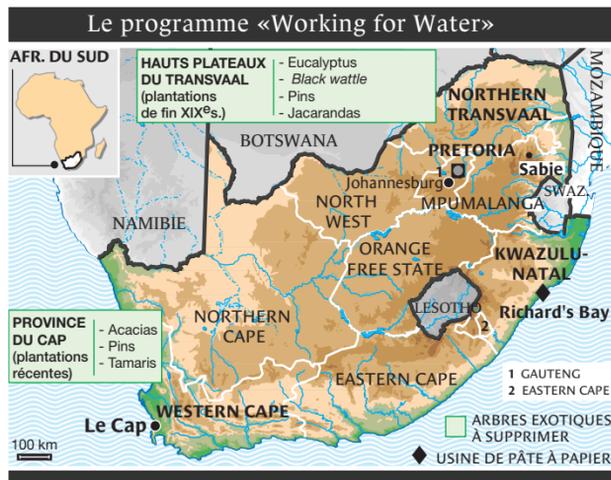
JOHANNESBURG

de notre envoyé spécial

Emmitouflés dans leur combinaison de travail avec casque, gants et même parfois bottes, les « éradicateurs » peinent dans l'épais taillis de *black wattle*, un arbre australien qui tient du mimosa. Ils coupent toutes les jeunes pousses à la serpe et, lorsque l'arbre est déjà fort, ils entaillent son écorce en cercle au ras du sol afin de le priver de sève. Pour s'assurer que les arbres ne repousseront pas, les entailles sont aussitôt badigeonnées de *mamba*, un puissant herbicide systémique qui va tuer la souche jusqu'au bout des racines. Toutes les espèces d'arbres exotiques sont ainsi méthodiquement éliminées, qu'il s'agisse de pins, d'acacias, d'eucalyptus, de saules, de tamaris ou de peupliers. Pas un arbre « étranger » (*alien*) ne doit subsister dans les zones traitées. Ainsi en ont décidé les autorités sud-africaines depuis que le ministre des eaux et forêts, Kader Asmal, a lancé le programme « Working for Water » (WfW, Travailler pour l'eau) en 1995.

Ce programme repose sur un constat simple : les arbres, pour se développer, consomment beaucoup d'eau. De 70 litres par jour pour un acacia adulte jusqu'à 200 litres pour un peuplier en pleine végétation. Or les acacias et les peupliers, plantes exotiques en Afrique du Sud, consomment beaucoup plus d'eau que les arbres indigènes, mieux adaptés à la sécheresse. Conclusion : si l'on veut augmenter les ressources en eau dans un pays aride, il faut éradiquer les plantes étrangères qui « usurpent » le précieux liquide sans profit pour personne.

« Les ingénieurs nous pressaient de faire un nouveau barrage pour approvisionner Le Cap en eau, explique Kader Asmal, aujourd'hui ministre de l'éducation. Avec mon conseiller scientifique, Guy Preston, nous avons fait le pari d'une autre politique, à la



fois plus économe des deniers de l'Etat et plus profitable socialement : nous allions embaucher des gens pour éradiquer les arbres gaspilleurs d'eau. »

Un pari téméraire, qui reposait davantage sur une conviction politique que sur des études de terrain. C'est pourquoi le programme a d'abord rencontré la méfiance des propriétaires terriens, qui voyaient déjà les brigades WfW venir couper les arbres exotiques sur leurs terres. Les jardins sud-africains, comme partout dans le monde, sont peuplés d'arbres étrangers. Allait-on faire table rase de la végétation d'agrément sous prétexte qu'elle « vole » l'eau du peuple ?

APARTHEID à REBOURS

Des campagnes de presse ont aussitôt été déclenchées pour dénoncer cette politique d'apartheid à rebours. Scandale : on allait couper les jacarandas qui ornent depuis toujours les avenues de Pretoria sous prétexte qu'ils sont originaires d'Amérique du Sud ! Inapte : on allait raser les rares forêts du pays plantées dans les provinces de l'Est

pour produire du papier ! Bien sûr, il s'agissait d'intoxication, rendue crédible par un défaut d'explication et quelques maladroites. Kader Asmal et ses « éradicateurs » n'avaient nullement l'intention de passer en force dans les propriétés privées. Quant aux jacarandas de Pretoria et d'ailleurs, ils ne seront pas coupés, mais seulement peu à peu remplacés par des espèces indigènes tout aussi décoratives.

Pour mettre les choses au point,

Des forêts artificielles plantées pour le papier

L'importation d'arbres en Afrique du Sud a commencé lorsque les colons européens ont découvert l'or, le diamant et le charbon, à la fin du XIX^e siècle. Il fallait des poteaux pour étayer les galeries de mine et des traverses de chemin de fer pour transporter le minerai. C'est ainsi que les hauts plateaux du Transvaal, à l'origine dépourvus d'arbres, ont accueilli des eucalyptus et des acacias d'Australie, des pins des Caraïbes ou de Californie et, plus tard, lorsque des villes ont été bâties, des jacarandas d'Amérique du Sud. L'Afrique du Sud ne compte que 2 % de sa surface en forêts naturelles, sous forme de maigres maquis, de « forêts galeries » dans les fonds de vallées et de petits massifs. L'essentiel des surfaces forestières est constitué de plantations de pins et d'eucalyptus (1,3 million d'hectares) destinés à la fabrication de pâte à papier. Une industrie récente, qui a explosé en 1984 avec la construction à Richard's Bay d'une usine qui produit 500 000 tonnes de pâte par an, dont la moitié est exportée.

le ministère des eaux et forêts a établi une liste des espèces exotiques classées en trois catégories. La première, groupant les espèces invasives nuisibles (*invaders*) comme le *black wattle*, sera seule éliminée systématiquement – avec toutefois des dérogations locales. La deuxième, groupant les essences exotiques non envahissantes, comme le saule, le peuplier, le jacaranda ou le tamaris, fera l'objet d'un suivi par zone, notamment le long des cours d'eau. Enfin, les plantations commerciales de pins et d'eucalyptus seront épargnées, pourvu que leurs propriétaires délimitent bien leurs parcelles et ne laissent pas divaguer d'éventuels rejets.

« Nous sommes d'accord pour ne plus planter d'arbres le long des cours d'eau, explique Shaun McCartney, responsable de l'environnement du groupe papetier Mondi, installé à Sabie, dans la province de Mpumalanga (ex-Transvaal). Pour nos forêts, cela correspond à l'abandon de 8 % des surfaces. Comme nous sacrifions du bois pour de l'eau, nous demandons des compensations. » La règle, aujourd'hui, c'est que l'on ne plante plus d'arbres dans les régions où il tombe moins de 700 mm de pluie par an. Dans des provinces comme le Kwazulu-Natal, où les précipitations sont abondantes (jus-

qu'à 3 000 mm), on ne plante plus le long des cours d'eau ni dans les fonds de vallées humides.

Le programme « Working for Water », aujourd'hui, va bien au-delà de l'éradication des plantes envahissantes. Doté au départ d'un budget de 25 millions de rands (le rand vaut près de 1 franc), il emploie aujourd'hui 22 000 personnes avec un budget de 320 millions de rands. Le gouvernement sud-africain ne contribue que pour 10 % de cette somme, le reste étant apporté par des partenariats avec les entreprises forestières, la Finlande, les Pays-Bas et des associations d'entraide.

SERVICES SOCIAUX INDIUITS

« Ici, dans le Mpumalanga, j'emploie 2 300 personnes pour un budget de 42 millions de rands, explique Tony Poulter, le directeur du projet WfW. Comme nous employons une majorité de femmes, nous créons des crèches et assurons toutes sortes de services sociaux induits. » De fait, le WfW emploie aussi des handicapés pour valoriser le produit des coupes. Certains le débitent en bois de chauffage, d'autres fabriquent du charbon de bois ou des meubles. Des ateliers ont été montés pour la fabrication de jouets et la sculpture sur bois. On a même formé des équipes de bûcherons sur falaise qui travaillent encordés au-dessus du vide. « On prouve que les Noirs peuvent faire d'aussi bons alpinistes que les Blancs ! », se réjouit Tony Poulter.

Bien sûr, cette politique ne peut produire l'eau qui ne tombe pas du ciel. C'est pourquoi le gouvernement construit encore des barrages, mais cette fois pour l'adduction d'eau dans les communautés villageoises, ce qui est nouveau. Dans la province du Nord, la plus densément peuplée d'Afrique du Sud, le barrage d'Injaka est en cours d'achèvement. Il approvisionnera en eau potable jusqu'à 200 kilomètres à la ronde des gens qui jusqu'à mainte-

nant se contentent de puiser à la rivière – presque à sec en été – ou de forages qui leur coûtent cher en gazole. « Avant, les barrages étaient construits pour les villes et l'irrigation des terres appartenant aux Blancs. Maintenant, on n'en fait plus que pour les communautés villageoises », constate Tony Poulter. Le programme « Working for Water », malgré ses limites, a surtout l'avantage de créer un mouvement consensuel dans un pays toujours déchiré par ses conflits ethniques. Mobiliser les énergies contre des arbres peut rassembler tout le monde, surtout si la mobilisation crée des emplois et permet de recueillir un peu plus d'eau dans les barrages.

Roger Cans

MÉDAILLE D'OR 2000
CONCOURS NF AMEUBLEMENT
DETAILANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

RECOMMANDÉ PAR PARIS PAS CHEN

MATELAS • SOMMIERS
Vente par téléphone possible
fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...
Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clic-Clac...
CUIRS - TISSUS - ALICANTARA
Steiner - Caelon - Diva - Burnas - Duvivier etc...
5500 m2 d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO
• 239 à 247, rue de Belleville
Paris 19^{ème} - M° Télégraphe
• 50, avenue d'Italie
Paris 13^{ème} - M° Place d'Italie
01.42.08.71.00 - 7j/7

En Argentine, un élève sur deux est privé d'école ou d'université

Les enseignants sont en grève pour exiger le versement de leurs salaires

Près de cinquante mille personnes – enseignants, travailleurs de la santé et artistes – ont manifesté, jeudi 23 août, à La Plata, capitale de

la province de Buenos Aires, où le gouverneur, le péroniste Carlos Ruckauf, a déclaré « illégale » la grève des enseignants. Ceux-ci protestent

depuis plusieurs semaines contre les réductions de leurs salaires et exigent le paiement de ces derniers. (Lire aussi notre éditorial page 11.)

BUENOS AIRES

de notre correspondant

A la suite de grèves dans l'enseignement, près d'un élève sur deux ne va pas à l'école ou à l'université depuis trois semaines en Argentine. Le monde éducatif, qui est particulièrement touché par la récession de ces trois dernières années et les récentes coupes budgétaires, est aussi l'un des plus combattifs. Enseignants, étudiants et recteurs des trente-sept universités publiques protestent contre les sévères réductions de leurs salaires et les retards dans le paiement de ces derniers.

En l'absence de chiffres officiels, le quotidien *La Nación* (conservateur) estime que plus de cinq millions d'écoliers et d'étudiants n'ont pas de cours réguliers dans l'ensemble du pays et notamment dans la

province de Buenos Aires, qui rassemble le tiers de la population et où 2,5 millions d'élèves sur 3,5 millions d'inscrits n'ont pas eu classe ces dernières semaines.

Quelque 50 000 personnes – enseignants, travailleurs de la santé et artistes – ont manifesté, jeudi 23 août, dans les rues de La Plata, la capitale de la province de Buenos Aires, où le gouverneur Carlos Ruckauf (péroniste) a déclaré la grève « illégale ».

« DÉNUTRITION » DES ENFANTS

La veille, des milliers de manifestants s'étaient réunis sur la place de Mai, à Buenos Aires, face au palais du gouvernement, à l'issue d'une grève nationale de vingt-quatre heures convoquée par différents syndicats rassemblant quelque 600 000 enseignants. Cette quatrième grève nationale depuis le début de l'année a été particulièrement suivie dans la province de Buenos Aires, qui regroupe 40 % des élèves du pays, et dans celles de Jujuy, Salta, Misiones, San Juan et Catamarca. Marta Maffei, dirigeante de la Confédération nationale des travailleurs de l'éducation (Ctera), a exigé que le gouvernement paie les salaires « en temps voulu et en pesos ».

Beaucoup de maîtres n'ont pas touché leurs salaires depuis juin ni la moitié de leur treizième mois, qui aurait dû être versé en juillet. Dans la province de Buenos Aires, ils protestent contre le paiement d'une partie de leurs appointements en *patacones*, des bons monétaires mis en circulation le 21 août, qui ne sont pas garantis par l'Etat fédéral et ne sont pas acceptés dans tous les commerces (*Le Monde* du 23 août).

Loin de se réjouir du nouveau prêt de 8 milliards de dollars (8,9 milliards d'euros) accordé à l'Argentine, le 21 août, par le Fonds monétaire international (FMI), M^{me} Maffei estime que « cela va approfondir l'endettement du pays » et entraîner « encore plus de misère et de chômage ». « La priorité du gouvernement n'est pas de payer les salaires des enseignants

mais de payer la dette extérieure », affirme la dirigeante syndicale, qui a appelé à une grève illimitée.

Une grande effervescence règne dans les différentes universités et collèges de Buenos Aires, où, le 21 août, professeurs et étudiants ont organisé des centaines de classes publiques pour discuter de la crise, coupant plusieurs rues de la capitale. « Je comprends que mes profs ne veulent plus travailler sans être payés. Mais ce qui m'inquiète, c'est ce que je vais faire plus tard quand je vois le chômage en Argentine et tous les jeunes qui ne pensent qu'à quitter le pays pour tenter leur chance aux Etats-Unis ou en Europe », explique Federico (seize ans), élève du Collège national de Buenos Aires.

« C'est un coup fatal à l'éducation publique », renchérit Susana, direc-

trice d'école dans la province de Buenos Aires. « Les parents qui en ont encore les moyens retirent leurs enfants pour les mettre dans des écoles privées. » « Nous ne voulons pas de ce modèle de pays que nous impose le FMI où seuls les riches ont accès à l'éducation et à la santé. »

Pour Olga, maîtresse à La Matanza, le district le plus peuplé et le plus pauvre de la province de Buenos Aires, « ce qui est nouveau en Argentine qui, par le passé, ignorait l'analphabétisme et la dénutrition, c'est le problème de la faim. Les enfants

Faire baisser « le coût de la politique »

Vingt-quatre heures après l'annonce de l'octroi à l'Argentine d'un prêt de 8 milliards de dollars (8,9 milliards d'euros) par le Fonds monétaire international, le président, Fernando de la Rúa, a annoncé, mercredi 22 août à Buenos Aires, la tenue d'un référendum dans lequel les Argentins devront se prononcer sur une nouvelle réforme visant à réduire les dépenses de l'Etat. La consultation aura lieu après les législatives du 14 octobre, a-t-il précisé, en indiquant que son but est « de faire baisser le coût de la politique ». « C'est l'heure de la réaction argentine ou de la capitulation », a souligné d'un ton dramatique M. de la Rúa. Dans la foulée de la loi du « déficit zéro », adoptée en juillet par le Parlement et qui engage l'Etat à ne dépenser que ce qu'il perçoit, M. de la Rúa a mentionné une lutte plus efficace contre l'évasion fiscale et une restructuration plus égalitaire des systèmes de retraites, ainsi qu'une unification des plans sociaux pour combattre la pauvreté qui touche près du tiers de la population. – (Corresp.)

Salta (nord-ouest). Une réalité qui explique que les femmes soient nombreuses parmi les piqueteros.

« Quand on est mère, on a rien à perdre, sauf nos enfants », souligne Alicia. « Cela s'est déjà produit en Argentine, pendant la dictature, avec les mères de la place de Mai, qui ont eu le courage de défier les militaires et de réclamer leurs enfants disparus », dit-elle, ajoutant : « Comme nous aujourd'hui, on les traitait de folles. »

Christine Legrand

Le coup de pouce de Washington

Alors que le président américain, George Bush, avait fait part pendant sa campagne électorale de son intention de rompre avec la politique de son prédécesseur de soutenir des pays en cessation de paiements chronique, c'est l'administration américaine qui a finalement donné le coup de pouce décisif dans l'attribution, mardi, de la nouvelle ligne de crédits à l'Argentine, ce qui a été vu comme une évolution notable de l'attitude de Washington. Jeudi, M. Bush a appelé en personne le président argentin pour lui exprimer « le soutien des Etats-Unis à l'accord passé entre l'Argentine et le FMI ». Mais il a aussi souligné, selon son porte-parole, « l'importance pour l'Argentine de mettre en œuvre la loi sur le déficit budgétaire zéro ».

La nouvelle aide de 8 milliards de dollars (8,9 milliards d'euros) est venue s'ajouter aux 14 milliards prévus dans le crédit standby accordé à Buenos Aires en décembre 2000 dans le cadre d'un prêt de 39,7 milliards de dollars.

Des responsables pressent M. Bush de moderniser l'arsenal nucléaire américain

LE VIEILLISSEMENT de l'arsenal nucléaire américain, les risques qu'il ne soit plus aussi fiable que par le passé et la dispersion, voire le non-remplacement, des équipes chargées de concevoir de telles armes en laboratoire incitent des responsables, aux Etats-Unis, à pousser George W. Bush et son administration à suivre une double option : tenir bon sur le projet de bouclier antimissile et renouer, au besoin, avec les essais souterrains en vue de mettre au point certains types d'armes nucléaires.

Dans un dossier publié par l'hebdomadaire spécialisé *Aviation Week and Space Technology*, qui fait autorité, plusieurs des responsables, tant au Pentagone que dans la National Nuclear Security Administration (NNSA), se demandent si, faute d'avoir pris les décisions qui s'imposaient, selon eux, du temps de Bill Clinton à la Maison Blanche, les Etats-Unis ne sont pas proches de subir les effets d'un désarmement nucléaire unilatéral.

Si l'on en croit des responsables du laboratoire de Los Alamos, dont la tâche est d'étudier les compo-

sants de plutonium et les détonateurs qui entrent dans la fabrication des armes, l'âge moyen de l'arsenal nucléaire américain est de treize ans. Ces armes donnent actuellement « des signes de détérioration de plus en plus évidents », et personnel n'est en mesure de prédire comment elles vieilliront en toute sécurité, « sans qu'on ait à procéder à des tests souterrains » pour évaluer la sûreté des mécanismes censés contrôler leur fonctionnement. Le maintien d'un tel arsenal – soit plusieurs milliers de têtes – a longtemps été justifié par la nécessité, pour Washington, de disposer d'un stock suffisant d'armes pour garantir la capacité de détruire un agresseur (*Mutual Assured Destruction*) durant la guerre froide Est-Ouest. La lente mais irrémédiable détérioration de cet arsenal devient, dans ces conditions, « une véritable déficience ».

« FUIE DES CERVEAUX »

A long terme, l'édification d'un bouclier antimissile, considèrent des responsables du Pentagone cités par *Aviation Week and Space Technology*, contribue au rétablissement de la crédibilité de la dissuasion en venant compenser le fait que la protection du territoire américain ne peut pas seulement reposer sur un armement nucléaire qui a de telles faiblesses.

Le directeur de la NNSA, John Gordon, un ancien général de l'armée de l'air américaine qui a aussi servi à la Central Intelligence Agency (CIA) et au laboratoire de Sandia chargé de concevoir des armes neutroniques, va plus loin encore. Il a récemment demandé à ses collaborateurs, selon la revue, si le centre d'essais du Nevada était prêt à reprendre des essais nucléaires souterrains et dans quelle mesure le laboratoire de Los Alamos est susceptible de se substituer à celui de Rocky Flats, dans le Colorado, pour

produire en série le cœur de plutonium des armements nucléaires dès lors que cette activité a cessé en 1989 à Rocky Flats.

A l'origine de cette interrogation, le souhait émis par le Pentagone et par le département américain de l'énergie (responsable de la mise au point des armes) de disposer d'un nouveau modèle de tête nucléaire, qui serait plus légère que les précédentes, plus robuste et qui aurait des effets, sur le terrain, davantage ciblés. Les prochains missiles seraient dotés d'une seule tête de ce type, et les Etats-Unis n'auraient pas besoin d'en détenir un stock aussi important qu'aujourd'hui. Malgré, à l'époque, les efforts de M. Clinton, le Congrès américain n'a pas ratifié le traité CTBT (Comprehensive Test Ban Treaty), qui interdit les essais nucléaires.

M. Gordon admet cependant que ce projet se heurte – entre autres obstacles – à une difficulté qui devient préoccupante outre-Atlantique et qui, dans les vingt années à venir, sera insurmontable : la « fuite des cerveaux », selon un responsable de Los Alamos, dans les laboratoires nucléaires. « Nous avons deux problèmes, explique-t-il, celui de réussir à attirer les meilleurs et celui de savoir les garder. » Les personnels sont âgés, les infrastructures anciennes, et, selon *Aviation Week and Space Technology*, on note « un mauvais moral » et des « frustrations » dans les équipes, au point qu'il faut obtenir de ceux qui partent après quarante ans de service qu'ils continuent de travailler à temps partiel.

Jacques Isnard

Vladimir Poutine, un président russe en vacances sous le signe de la religion

CE SONT des vacances courtes, mais placées sous le signe de la spiritualité que Vladimir Poutine s'est accordées du 16 au 23 août en Carélie et à Novgorod (nord-ouest du pays), s'adonnant par trois fois en huit jours à la visite de monastères, prenant part aux offices et insistant notamment sur « le rôle particulier de la Russie, gardienne de la chrétienté ». C'est précisément cette vocation qui fait de la « Sainte Russie » un « Etat accompli », a rappelé Vladimir Poutine, peu avant de regagner Moscou, jeudi 23 août.

La foi du nouveau maître du Kremlin n'est un secret pour personne. D'ailleurs, on ne compte plus aujourd'hui, dans l'espace post-soviétique et sur les cendres encore fumantes du matérialisme dialectique, le nombre d'anciens fonctionnaires des « organes » ou du parti qui confient avoir toujours cru en Dieu. Vladimir Poutine n'échappe pas à la règle. Malgré seize années passées dans les services secrets soviétiques, il affirme avoir toujours été un fervent adepte de la foi orthodoxe.

Dans un livre d'entretiens paru peu après son élection en mars 2000, l'ancien lieutenant-colonel du KGB avait révélé que sa mère – tout com-

me celle de son prédécesseur, Boris Eltsine – l'avait fait baptiser à sa naissance, « en cachette » de son père. « En 1993, j'ai visité Israël. Maman m'a alors donné ma croix de baptême pour la faire bénir au Saint-Sépulcre. Je l'ai fait, j'ai mis cette croix autour de mon cou et, depuis, je ne l'ai plus enlevée », narre-t-il dans l'ouvrage.

« RICHELIEU » ET JULES CÉSAR

« Vladimir Poutine est le premier président orthodoxe » en Russie, avait affirmé le Père Tikhon, du monastère Sretenski, peu après l'investiture présidentielle. Ce certificat d'authenticité n'émane pas de n'importe qui : le Père Tikhon – Gueorgui Alexandrovitch Chevkhounov dans le civil – est, depuis des années, le « confesseur » de Vladimir Poutine. Son monastère étant situé à 500 mètres du siège du KGB, à la Lioubianka, au centre de Moscou, le Père Tikhon a plus d'une fois confessé les généraux du KGB, dont Nikolai Leonov, qui fut, dans les années 1970, le supérieur hiérarchique de l'actuel président.

Conscient du fait que les conseillers occultes de ceux qui gouvernent n'ont pas laissé que de

Chine : 50 000 personnes contaminées par un trafic de sang dans le Henan

PÉKIN. Le nombre de villageois contaminés par le virus du sida dans la province du Henan (Chine du centre) où a sévi le commerce débridé de sang jusqu'à récemment pourrait être de 30 000 à 50 000, a révélé, jeudi 23 août, le vice-ministre de la santé, Yin Dakui. Cette estimation est très supérieure aux évaluations fournies la veille par des médecins chinois (*Le Monde* du 24 août). Le vice-ministre a même admis que « certains experts » rehaussaient l'évaluation à « 100 000 ». La Chine fait face à « une très sérieuse épidémie » de sida, a déclaré publiquement M. Yin, ce qui constitue le premier acte de reconnaissance politique officielle de la gravité du fléau.

Le nombre de cas d'infection par le virus identifiés était de 26 058 en juin, un chiffre qui conduit les observateurs à estimer, par extrapolation, qu'au moins 600 000 personnes sont contaminées à l'échelle nationale. – (Corresp.)

Rencontre entre les présidents russe et macédonien à Kiev

KIEV. Les présidents russe, Vladimir Poutine, et macédonien, Boris Trajkovski, se sont entretenus de la crise dans les Balkans, jeudi 23 août, à Kiev, alors que le dirigeant du Kremlin venait d'exprimer de « gros doutes » sur l'efficacité de l'opération de l'OTAN « Moisson essentielle », lancée, mercredi, pour désarmer les rebelles albanais de Macédoine. De son côté, M. Trajkovski a appelé Moscou à renforcer son rôle dans les Balkans. Les deux hommes se sont revus, vendredi, toujours en marge des cérémonies du dixième anniversaire de l'indépendance de l'Ukraine.

Le président macédonien a, en outre, remercié l'Ukraine pour sa « coopération et son aide » dans le conflit. Kiev fournit des armes à la Macédoine depuis le début de la crise. – (AFP.)

Les avocats de Milosevic plaident l'illégalité du TPI aux Pays-Bas

LA HAYE. Les avocats de Slobodan Milosevic ont plaidé, jeudi 23 août, devant un tribunal néerlandais l'illégalité du Tribunal pénal international (TPI) pour l'ex-Yougoslavie et la souveraineté de l'Etat néerlandais sur son territoire pour dénoncer la détention de l'ex-président yougoslave.

Selon M^{re} Nico Steijnen, avocat de Slobodan Milosevic, la création du TPI par le Conseil de sécurité des Nations unies et non par un traité est illégale et viole la souveraineté des Etats de l'ex-Yougoslavie qui seraient seuls en droit de juger leurs anciens chefs d'Etat. Il accuse également les Pays-Bas de violer la loi néerlandaise qui les oblige à libérer les personnes dont l'arrestation n'est pas conforme aux règles en vigueur dans le pays où elles ont été arrêtées. Le juge se prononcera le 31 août, au lendemain de la deuxième comparution de Slobodan Milosevic devant le TPI. – (AFP.)

DÉPÊCHES

■ **BRÉSIL** : Brasilia a annoncé, jeudi 23 août, la fabrication locale du Nelfinavir début 2002 à Rio de Janeiro par les laboratoires de la Fondation Oswaldo Cruz (Fiocruz), dans le but de fournir des soins gratuits à des dizaines de milliers de malades du sida. Le ministre brésilien de la santé, José Serra, a décidé de ne plus respecter le brevet de Roche après des mois de discussions infructueuses avec le laboratoire suisse. En 1997, le Brésil a lancé sa propre production de médicaments génériques antisida diminuant de 80 % le prix de certains traitements, et de 50 % les décès liés à cette maladie. – (AFP.)

■ **FIDJI** : le procès pour haute trahison du chef du putsch manqué de mai 2000 aux îles Fidji, George Speight, et de ses complices a été ajourné, vendredi 24 août, pour des raisons de procédures au mois de février 2002. George Speight et deux autres accusés sont candidats aux élections législatives qui s'ouvrent samedi en vue de restaurer la démocratie. – (AFP.)

■ **ZAMBIE** : le président zambien, Frederick Chiluba, a renoncé à se présenter à la prochaine élection présidentielle prévue à la fin de l'année. Le candidat du parti au pouvoir, le Mouvement pour la démocratie multipartite (MMD), sera Levy Mwanawasa, ancien vice-président de Frederick Chiluba et avocat de renom respecté dans le monde politique, a-t-on appris, jeudi 23 août, de source officielle. – (AFP.)

■ **ANGOLA** : le président Eduardo dos Santos, cinquante-huit ans, a annoncé, jeudi 23 août, qu'il ne serait pas candidat à la prochaine élection présidentielle, en 2002 ou en 2003. De son côté, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), le mouvement rebelle de Jonas Savimbi, a préconisé la création d'un gouvernement de transition « représentatif et élargi » et d'un « conseil suprême de la paix » formés par les dirigeants des deux parties en conflit. – (AFP, AP.)

■ **OUGANDA** : le docteur Besigye, ancien proche du président Yoweri Museveni, devenu son principal opposant, a disparu depuis samedi 18 août. Si la police ougandaise le considère comme porté disparu, son épouse s'est dite convaincue qu'il a été arrêté par les services de renseignement, et l'un de ses proches affirme qu'il a fui à l'étranger pour éviter d'être arrêté. – (AP.)

■ **ESPAGNE** : vingt-cinq kilos d'explosif ont été saisis, jeudi 23 août, dans un garage de la localité de Zaldivia dans le cadre d'une opération anti-ETA menée par la police régionale basque. Cette saisie fait suite au démantèlement, mercredi, d'un commando opérationnel de l'organisation séparatiste basque ETA. – (AFP.)

L'ENCAISSEUR DU FRAC®



REND VISITE À VOS DÉBITEURS

39, Rue La Fayette - 75009 PARIS
Tel 0153209353 - Fax 0153209350
www.lencaisseurdufrac.com

bons souvenirs en Russie, le Père Tikhon se défend d'avoir la moindre influence sur l'actuel chef de l'Etat. « Pourquoi faire de moi un Richelieu ? », protesta-t-il un jour en affirmant que Vladimir Poutine ne dépendait « de personne ».

Le Père Tikhon, représentant d'un courant intégriste de l'Eglise orthodoxe, n'en est pas moins connu pour ses vues rétrogrades sur la démocratie, les liens entre l'Etat et l'Eglise et son opposition viscérale à l'immatriculation des citoyens russes mise en place par l'administration fiscale, notamment quand y figure le numéro 666, manifestation incontestable de « la Bête »... Il est également membre du collège rédactionnel du journal *Rousski Dom*, qui a publié, en mai, l'analyse d'un collectif de penseurs mettant en avant la similitude physique de Vladimir Poutine avec... Jules César. Tous deux ont la même forme de mâchoire, la même implantation de cheveux et la même forme de crâne, expliquent les auteurs, qui y voient une nouvelle confirmation du mythe de « Moscou, troisième Rome ».

Marie Jégo

VIOLENCE La société civile corse, par la voix, notamment, des militantes du Manifeste pour la vie, dénonce de plus en plus fermement la dérive du climat de violence dans

l'île. ● L'ASSASSINAT de François Santoni et le double meurtre de Moriani ne doivent pas être utilisés pour « se décharger de ses responsabilités », dénonce Noëlle Vincensini, présidente

d'Ava Basta, collectif de lutte contre le racisme. ● VICTOIRE CANALE, figure emblématique de l'opposition à la violence en Corse, évoque le phénomène de la clandestinité, « par

nature antidémocratique ». ● LIONEL JOSPIN, qui s'exprimait pour la première fois depuis les derniers événements, a affirmé que « la démarche proposée par le gouvernement doit

se poursuivre ». ● LES ÉLUS de l'île, à dix jours de la session de rentrée de l'Assemblée de Corse, se prononcent également pour la poursuite du processus de Matignon.

La société civile corse réclame la poursuite du processus de Matignon

Les femmes du Manifeste pour la vie condamnent le recours à la loi des armes. Elles demandent la fin de l'impunité pour les auteurs d'assassinats. Lionel Jospin a, pour sa part, réaffirmé sa volonté de continuer sa démarche « fondée sur le dialogue, la transparence, l'appel à l'esprit de responsabilité »

AJACCIO (Corse-du-sud)
de notre envoyée spéciale
Noëlle Vincensini ne décolère pas. La récente vague d'assassinats ne relève pas de la « vendetta politi-

REPORTAGE

« Pour parler des droits du peuple corse, il faut commencer par ne pas parler à sa place »

que », contrairement à ce que « la presse nationale » se complairait à dire. « Ce discours arrange tous les anti-Corses et tous les anti-Matignon ! », fulmine – « à titre personnel » –, la présidente du collectif de lutte contre le racisme Ava Basta. L'assassinat de François Santoni et le double meurtre de Moriani-Plage ne doivent pas être utilisés ni en Corse ni sur le continent pour « se décharger de ses responsabilités », en exploitant « les dérives de quelques individus », ajoute la bouillonnante sexagénaire. A ses yeux, la mort de l'ancien dirigeant



du FLNC aura « fait deux victimes : sa famille et les militants de la Cuncolta ». Car voilà, ajoute-t-elle, qu'« au moment même où les natio-

nalistes commencent à faire de la politique, on voudrait leur replonger la tête dans le marigot des conflits douteux ! » Ce point de vue, très sub-

jectif, est loin d'être unanimement partagé en Corse. Mais il reflète assez, par son exaspération, le sentiment de nombre d'insulaires. « Quand on se fait justice soi-même, c'est qu'on ne croit pas à la justice des hommes. Et c'est un signe de faillite. Pour la société corse, comme pour l'Etat français. C'est pour cela que, quand j'ai lu le texte du Manifeste pour la vie, je l'ai immédiatement signé », raconte Marie-Dominique Predali. Professeur de corse, favorable à l'apprentissage obligatoire de la langue corse dans les écoles de l'île, cette quadragénaire a fait une partie de ses études à l'université de Corte, ouverte au tout début des années 1980. « Nous sommes la génération plâtre », sourit-elle. Car des « plâtres », elle en a essuyés !

Militante nationaliste, elle a, comme beaucoup d'autres, fini par déchanter devant l'escalade de la violence armée. Si elle « reste fidèle au principe de l'autodétermination », elle condamne fermement ce que le Manifeste appelle « la loi des armes ». Ce qui, souligne-t-elle, « n'est pas contradictoire, bien au

contraire ! » Comme le dit son amie Victoire Canale (lire ci-dessous), « pour parler des droits du peuple corse, il faut commencer par ne pas parler à sa place ». Et surtout pas à coups de fusil. Une idée simple, en apparence. Mais que seul (e) s, quelques militant (e) s de la société civile semblent prêt (e) s à voir appliquée. A la fin des années 1980, quand deux trafiquants de drogue présumés avaient été tués et que ce double crime avait été « officieusement revendiqué » par le FLNC, l'association Ava Basta avait été seule à dénoncer ces « exécutions », rappelle M^{me} Vincensini. Les partis, eux, n'avaient pas jugé bon de le faire.

LES MEURTRES NON ÉLUCIDÉS

Plus récent qu'Ava Basta, créée il y a seize ans, le Manifeste pour la vie dénonce la violence armée et réclame, en particulier, l'arrêt de l'impunité. « S'il est un mouvement qui a marqué l'émergence d'une société civile en Corse, c'est bien celui du Manifeste pour la vie, publié par la presse régionale le 21 janvier 1995 », estime l'universitaire Jean-Marie Arrighi, dans *Le Mémorial des Corses*. « Moi-même, j'avais milité pour l'amnistie, en 1981, remarque Marie-Dominique Predali. Mais c'était une époque différente, où l'on pouvait vraiment parler de prisonniers politiques qui n'avaient pas de sang sur les mains. » Pas question, en revanche, d'effacer tous ces « meurtres non élucidés » des dernières années. « Ce n'est pas supportable, tranche M^{me} Predali. Comment imaginer que les familles puissent faire leur deuil de cette façon ? »

Michèle Lafay ne l'a pas pu. Son époux, vétérinaire, a été tué d'une balle dans la nuque, le 17 juin 1987, en sortant des locaux de FR3-Corse, à Ajaccio. Jean-Paul Lafay avait été « le premier à dénoncer le racket et la dérive mafieuse du FLNC », assure sa veuve, présidente de l'Association solidaire d'aide aux victimes du terrorisme. Le SRP d'Ajaccio, puis la brigade antiterroriste se mettent sur l'affaire. « On sait que la balle provenait d'un revolver, mais on ignore le calibre. Les enquêtes de proximité ont été faites avec retard. Quant aux témoins, il n'y en a pas. Comme d'habitude ! » soupire M^{me} Lafay. Depuis quatorze ans, l'enquête suit

son cours. Se définissant comme « femme de droite », mais « proche, sur la question corse, des communistes et de Jean-Pierre Chevènement », elle se montre plutôt hostile aux accords de Matignon.

Au sein d'Ava Basta, comme parmi les militantes du Manifeste, les avis sont partagés. Mais, à l'idée que ces accords puissent être remis

Basques, Bretons,

Occitans... réunis à Corte

L'université d'été de la Fédération régions-peuples solidaires s'est réunie à Corte cette semaine. Des représentants d'organisations corses, basques, bretonnes, occitanes, savoyardes, alsaciennes et catalanes ont étudié la place de la région corse dans la construction européenne. Nelly Maes, vice-présidente du groupe Verts et régionaliste au Parlement européen, n'élude pas la difficulté : « Cette université rassemble des mouvements non violents ayant la volonté de constituer une Europe différente de celle des Etats. (...) En Corse, (...) l'assassinat de François Santoni a fourni l'occasion à certains de demander l'arrêt du processus [de Matignon]. Ce serait une grave erreur. Il signifierait que l'on recule face à la violence. »

Pour Gustave Alirol, président du Parti occitan et vice-président d'Alliance libre européenne (ALE), « les concessions consenties à la Corse vont créer un précédent. Nous comptons bien nous engouffrer dans la brèche, mais le contexte de la violence dans l'île reste difficile à appréhender. »

en cause, du fait d'une « association criminelle », Victoire Canale voit rouge. « Que le processus capote, parce que le peuple corse n'est pas d'accord et l'exprime démocratiquement, pourquoi pas ? Mais que les choses s'arrêtent à cause de l'assassinat de François Santoni, parce que la police et la justice ne font pas leur travail, ça, non ! »

Catherine Simon

Victoire Canale, ennemie de la violence armée et de la clandestinité

AJACCIO (Corse-du-Sud)
de notre envoyée spéciale

Il y a quelque chose de tenace dans son regard, de tourmenté aussi, qui fait penser à l'olivier. Victoire Canale, 54 ans, n'est pourtant pas

PORTRAIT

Cette militante, passée par la LCR, le MLF et le mouvement des Femmes corses, défend l'idée de l'autodétermination

née sur ce flanc de montagne, au sud d'Ajaccio, dans cette maison où elle passe l'été. Cette Corse du sud, que le hasard a fait naître en Afrique, a grandi à Pointe-Noire, avant de faire ses études de lettres à Aix-en-Provence. De la Corse, où elle vit depuis 1978, elle dit simplement : « *Etre Corse, c'est particulier. On appartient à un peuple, à une terre.* ». Cofondatrice du Manifeste pour la vie, soutenu, à sa création, aussi bien par la socialiste Yvette Roudy que par la gaulliste Roselyne Bachelot, son parcours politique correspond à celui d'une génération : celle des héritiers – ou, plus exactement, des héritières – du printemps

68. La nuance, en Méditerranée, n'est pas sans importance.

« Je suis née à la politique avec les luttes de libération nationale, en premier, celle du Vietnam », raconte-t-elle. Son père, communiste, n'a sans doute pas vu d'un mauvais œil l'entrée de sa fille en militante. La jeune femme s'engage à la Ligue communiste révolutionnaire et dans le Mouvement de libération des femmes (MLF). Le groupe Donne corse (Femmes corses), où Victoire Canale militera, se définit d'ailleurs comme « féministe, nationaliste corse et socialiste ». Mais c'est surtout du MLF, et en particulier de la pensée d'Antoinette Fouque, qu'elle s'inspire : « *L'idée de République des frères m'a éclairée sur le "fratriarc" qui préside au fonctionnement des groupuscules nationalistes et des bandes armées en Corse.* »

Le fait que le mouvement nationaliste, constitué au départ de militants politisés, n'ait « pas formé de relève » ne doit rien au hasard. Car, assure-t-elle, « entre frères, on ne transmet pas, on coopte. Celui qui prend le pouvoir, c'est celui qui s'impose par la force ». Nationaliste, Victoire Canale l'a pourtant été, elle aussi. N'a-t-elle pas dirigé, de 1979 à 1982, la revue *U Ribombu*, connue pour la virulence de ses plaidoiries indépen-

dantistes ? « *J'ai fait l'erreur de soutenir une organisation clandestine, admet-elle. Mais je ne suis pas Gandhi ! Ce n'est pas la "lutte armée" en soi que je désapprouve, c'est la clandestinité, dans la mesure où elle est, par nature, antidémocratique. On peut l'accepter, à la rigueur, en période de dictature ou de guerre, ce qui n'a jamais été le cas en Corse depuis la Libération.* » Victoire Canale n'a pas jeté le bébé avec l'eau du bain. « Je pense qu'il y a un peuple corse et qu'il a des droits. Je suis favorable à l'autodétermination », insiste-t-elle. A l'époque où Jean-Michel Rossi, compagnon de route de François Santoni, écrivait dans *U Ribombu*, les militantes du Manifeste pour la vie furent abreuvées d'injures. On y dénonçait « la venimeuse Victoire Canale ». Attaqué en justice, le journal nationaliste sera finalement condamné.

Professeur de français, cette amoureuse des mots animera, au début des années 1980, la revue *Contrasti*. Elle adore Colette, Racine et Molière autant que les vieux chants du sud de la Corse. Sans oublier la politique : « *Que l'Etat commencent par faire son travail ! L'impunité nourrit la violence. Et la violence armée demeure la principale ennemie du peuple corse.* »

C. S.

La plupart des élus de l'île soutiennent toujours la politique du gouvernement

BASTIA

de notre correspondant

A une dizaine de jours de l'ouverture de la session de rentrée de l'Assemblée de Corse, prévue le 3 septembre, Jean Baggioni, président (RPR) de l'exécutif territorial, a été le premier élu insulaire à réagir publiquement aux commentaires de Lionel Jospin après le conseil des ministres du jeudi 23 août. « *Il faut dissocier les événements dramatiques, tristes, qui interpellent tout le monde, de l'objectif final qui est un objectif de paix et de développement auquel nous soucrivons tous.* »

Le chef de file des communistes, Paul-Antoine Lucciani, premier adjoint au maire d'Ajaccio, préfère à « la métaphore palestinienne du processus de paix des nationalistes corses » la réalité de la « *politique corse du gouvernement* » qu'il soutient, « *tout en étant réservé sur la deuxième phase du projet prévoyant une réforme constitutionnelle à l'échéance de 2004, dont l'alliance libéralo-séparatiste voudrait nous faire croire qu'elle est autre chose qu'une simple hypothèse de travail.* ». Toussaint Lucciani, responsable du courant « *corse* » au sein de l'Assemblée de Corse, considère que « *les nationalistes soutiennent le processus, car c'est la seule façon pour eux de se défaire de la pression interne de la violence.* »

Le meilleur avocat des « opposants idéologiques », Nicolas Alfonsi, premier vice-président (PRG) du conseil général de Corse-

du-Sud, estime, lui, que « *l'assassinat de François Santoni, comme tout nouveau désordre en Corse, favorise, paradoxalement, la famille nationaliste.* ». « *C'est moins, en effet, la communauté corse, attachée à 90 % à la République, qui souhaite la sécession, que la communauté nationale qui accepte, le cœur léger, une séparation éventuelle compte tenu de la dégradation de notre image, explique M. Alfonsi. En ce sens, les derniers événements continuent à creuser un fossé supplémentaire et l'opinion corse devient l'otage médiatique et l'enjeu de problèmes nationaux qui la dépassent.* »

« PAS D'ALTERNATIVE »

De leur côté, les nationalistes évitent prudemment les journalistes et disent attendre, le 3 septembre, le discours de rentrée de José Rossi, président (DL) de l'Assemblée de Corse. Tout juste acceptent-ils de confirmer, à l'instar de Jean-Guy Talamoni, dans son entretien au journal suisse *Le Temps*, que le « *processus de paix de Matignon, soutenu par 44 des 51 élus de l'Assemblée de Corse, n'a pas d'alternative.* ». Enfin, en réponse aux commentaires de la classe politique nationale, M. Talamoni rejoint paradoxalement Nicolas Alfonsi, en estimant que « *les Corses ne doivent pas être les otages des enjeux électoraux français, notamment pour l'élection présidentielle.* »

Michel Codaccioni

Jean-Louis Debré (RPR) demande de nouvelles élections territoriales

INÉVITABLEMENT, la Corse s'est invitée au premier jour de la rentrée politique. De retour à l'hôtel Matignon, après la réunion du conseil des ministres, Lionel Jospin a affirmé, jeudi 23 août, la nécessité de « *poursuivre* » la démarche engagée par le gouvernement sur la question corse. C'était la première fois que le premier ministre s'exprimait sur le sujet depuis l'assassinat, vendredi 17 août, de l'ancien dirigeant nationaliste corse, François Santoni.

Bien qu'il n'ait pas été question de la Corse lors de la réunion de rentrée du conseil des ministres, M. Jospin a ainsi répondu à tous ceux qui, à gauche comme à droite, s'interrogeaient, ces derniers jours, sur la pertinence du processus de Matignon. Il n'a pas attendu, pour cela, l'intervention qu'il a prévu de faire sur TF1, mardi 28 août. Par ailleurs, les services du premier ministre ont tenu à faire savoir que celui-ci s'était entretenu de la Corse avec le président de la République, lors du traditionnel tête-à-tête qui précède, chaque semaine, la réunion du conseil des ministres. Rien n'a filtré sur le contenu de ce dialogue. Mais au-delà du message lui-même, sans nouveauté, il fallait indiquer que la Corse restait bien l'une des préoccupations majeures du chef du gouvernement.

M. Jospin a sans aucun doute apprécié, en effet, que, le même jour, le porte-parole de Corsica Nazione à l'Assemblée de Corse, Jean-Guy Talamoni, sorte lui-même de son silence, en affirmant

dans un quotidien suisse, *Le Temps*, que « *le processus institutionnel ne doit pas être interrompu* » (*Le Monde* du 24 août). Car, à l'inverse, une partie de la droite, notamment au RPR, est à nouveau déterminée à en découdre sur la question corse.

Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, est sorti de la réserve qu'il s'impose sur la Corse depuis son passage au ministère de l'intérieur, en réclamant, jeudi sur France-Inter, l'organisation soit d'un référendum, soit de nouvelles élections territoriales, qui feraient suite à une dissolution de l'actuelle Assemblée de Corse. « *Ce n'est ni au premier ministre, ni aux nationalistes de choisir l'avenir de la Corse, c'est aux citoyens,* », a affirmé M. Debré. « *Pourquoi le gouvernement négocie avec des nationalistes qui ne disent pas ce qu'ils veulent, ou plutôt qui disent que le processus de Matignon n'est pas une fin en soi, mais plutôt une étape, un paravent derrière lequel ils se cachent pour amener la Corse à l'indépendance,* », s'est encore interrogé le député de l'Eure.

LA SOLUTION DE LA DISSOLUTION

Un peu plus tard, Patrick Devedjian, conseiller du RPR, a renchéri en expliquant, dans une déclaration à l'AFP, que le gouvernement avait commis « *deux fautes* » : « *La première consiste à refuser aux Corses le droit d'être consultés et de donner leur avis sur quelque chose qui les concerne directement. Deuxième faute, on ne peut condamner la violence en ayant pour partenaires des gens qui refusent eux-mêmes de la*

condamner, et que, par conséquent, on cautionne. »

Alors que la commission des lois du Sénat s'apprête à examiner le projet de loi relatif à la Corse, déjà adopté en première lecture par l'Assemblée nationale, la majorité du RPR repose la question : « *Le processus de Matignon est-il encore adapté ?* » « *Vingt-sept homicides ou tentatives d'homicides ont été commis en Corse depuis le 1^{er} janvier, soit autant en huit mois que le nombre d'assassinats et de meurtres*

Lionel Jospin : « La démarche doit se poursuivre »

Interrogé par les journalistes à l'issue du conseil des ministres, jeudi 23 août, Lionel Jospin a fait la déclaration suivante :

« *La démarche proposée par le gouvernement doit se poursuivre, parce qu'elle a été approuvée massivement par les élus de la Corse, et approuvée aussi par l'Assemblée nationale. C'est une démarche qui est fondée sur le dialogue, la transparence, l'appel à l'esprit de responsabilité et [sur] des réformes aussi, au sein de la République, pour le développement de l'île. Naturellement, cette démarche implique le rejet, la condamnation, le refus de la violence et de la criminalité, et le gouvernement continuera à les combattre.* » « *C'est un processus auquel chacun doit prendre part dans la responsabilité,* », a conclu le premier ministre.

commis tout au long de l'année 2000 », fait remarquer M. Debré.

L'an dernier, à pareille époque, lors des Universités d'été des jeunes RPR, M. Devedjian et Patrick Ollier, autre conseiller de la direction du mouvement, avaient été les premiers à dénoncer les propositions du gouvernement, avant que Nicolas Sarkozy et, dans une certaine mesure, François Fillon appellent leurs compagnons à faire preuve d'un peu plus de prudence. L'or-

Vendredi 24 août, sur RTL, le ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, a rejeté toute idée de dissolution en assurant que « *la légitimité de l'Assemblée territoriale de Corse n'est pas remise en cause.* ». Ironisant sur les dirigeants de l'opposition qui évoquent une telle perspective, le ministre a ajouté : « *Quand ils n'ont pas de solution, ils proposent la dissolution.* »

Jean-Louis Saux

RÉSEAUX A Nice, des centaines de jeunes femmes originaires des pays de l'Est sont contraintes de se prostituer, prisonnières de réseaux organisés. Elles ont souvent accep-

té de partir sur la foi de promesses attirantes. ● LE PARQUET de Nice a ouvert plusieurs informations judiciaires après que des prostituées victimes de violences eurent

livré des témoignages accablants. ● LES SERVICES de police niçois refusent de reconnaître l'existence des réseaux organisés et soutiennent qu'il s'agit d'une prostitution volontaire.

● PHILIPPE DORCET, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Nice, estime au contraire qu'« il est impensable que cet argent [généré par la prostitution] soit collec-

té sans lien avec le crime organisé ». ● DES ASSOCIATIONS d'aide à la réinsertion réclament une modification du code pénal afin d'intégrer la traite des femmes comme incrimination.

La traite des filles de l'Est alimente la prostitution en France

Attirées par de belles promesses, des centaines de jeunes femmes originaires des pays de l'ancien bloc soviétique sont acheminées vers Paris, Strasbourg et la Côte d'Azur. A Nice, en dépit de témoignages accablants, les autorités policières refusent de reconnaître l'existence de réseaux organisés

NICE (Alpes-Maritimes)
de notre envoyée spéciale

Sur la promenade des Anglais, les activités estivales battent encore leur plein. Plages bondées le jour et restaurants et casinos tournant à plein régime le soir. Mais à quelques mètres, c'est un autre manège qu'offrent les trottoirs de la cité azuréenne. Des dizaines de jeunes femmes – à peine majeures pour la plupart – arpentent la chaussée pour vendre leur corps. Arrivées des pays de l'ancien bloc de l'Est, elles tentent de gagner leur ticket de retour au pays. Acheminées par centaines pour la saison touristique, elles se trouvent prisonnières de proxénètes sans scrupules. Ce phénomène, lié à des réseaux mafieux, déjà fortement présent en Italie, Allemagne ou Belgique, a fait son apparition en France et touche désormais de nombreuses grandes villes.

La nouvelle a même fait la « une » du quotidien local : « La guerre des trottoirs », titrait *Nice-Matin*, lundi 9 juillet. Depuis quelques mois, le parquet de Nice a ouvert plusieurs informations judiciaires après les témoignages apportés par des prostituées victimes de violences. Voilà encore dix ans, les « filles » étaient issues du milieu local : environ 300 péripatéticiennes connues des services de

police exerçaient sur le vieux port. Mais, dès 1996, les premières filles de l'Est sont arrivées, et le phénomène n'a cessé d'augmenter : aujourd'hui, elles représentent 80 % du « marché », selon les estimations policières.

Les premières vagues étaient constituées de mères de famille venant travailler sur la côte pour nourrir leur famille ; depuis trois ans, ce sont plutôt de très jeunes femmes au chômage, majoritairement russes, ukrainiennes, moldaves ou bulgares, issues des quartiers pauvres des villes. Depuis l'effondrement du bloc soviétique, une crise économique sévit dans ces pays. C'est sur ce terreau que les réseaux de prostitution transnationaux ont proliféré. Pour sortir de l'impasse, la seule alternative qui leur est offerte est le voyage vers l'Ouest. Et si possible sur la French Riviera.

« TOUT ACCEPTER »

Les réseaux sévissent essentiellement à Nice. Au début du siècle, l'aristocratie russe s'y est installée et a prospéré. Depuis les années 1990, la nouvelle bourgeoisie moscovite a suivi. Alors les filles affluent. Les procès-verbaux relatant leur histoire sont édifiants. Tatiana raconte ainsi avoir rencon-

tré, dans un port du sud de la Russie, une certaine « Sergueï », directrice d'une société de prostitution. « Il m'avait expliqué que je travaillerais dans une maison de luxe avec des clients riches », explique-t-elle. Un appartement donnant sur la mer, une garde-robe de luxe, 1 000 dollars par jour, etc. Les promesses étaient alléchantes.

Sergueï s'est donc « occupé de tout » : passeport, visa, billet d'avion. Jusqu'au trottoir à arpenter. Avenue de France, quartier de l'Arenas et promenade des Anglais, le territoire est bien délimité. L'atterrissage a été brutal : Tatiana et deux de ses amies ont dû d'abord « travailler » gratuitement trois nuits de suite pour rembourser le voyage, avant de suivre un emploi du temps bien arrêté : des passes de 22 heures à 6 heures du matin, sans pause. « Je devais remettre 1 500 à 2 000 francs par jour à Elena, qui venait chercher l'argent à l'hôtel. Nous ne pouvions garder que 20 % de nos gains », relate la jeune Russe. Un témoignage qui rejoint bon nombre de récits recueillis par le service de prévention et de réadaptation sociale de l'association Accompagnement lieu d'accueil carrefour éducatif et social (ALC).

Deux filières, l'une bulgare, l'autre russe, sévissent à Nice. Ce

sont des petits réseaux, très organisés, avec des ramifications en Italie ou en Allemagne. Les « macs » recrutent les filles dans leur pays en leur fournissant transport et visa. Elles partent avec une vague promesse de place de barmaid ou de strip-teaseuse. Beaucoup savent qu'elles vont se prostituer, mais n'imaginent pas dans quelles conditions : certaines passent par des bordels en Turquie ou en Hongrie avant d'arriver sur le trottoir. D'autres ont été piégées : après avoir emprunté à un usurier, elles sont sommées de rembourser du jour au lendemain. Elles sont obligées de partir combler la dette en « travaillant ».

Sur place, les Bulgares sont accueillies par d'anciennes prostituées qui les encadrent : lieu, tenue vestimentaire, ces « mères maquerelles » les surveillent de très près. En cas de problème avec le client, elles se débrouillent seules. Les filles exploitées par les Russes – Moldaves, Ukrainiennes et Russes – sont souvent sous la coupe d'anciens militaires sans abri qui n'hésitent pas à frapper. Hébergées dans des meublés, « elles se retrouvent souvent avec 200 ou 300 francs pour payer la chambre et se nourrir. Elles n'ont aucune liberté de mouvement et doivent demander l'autorisation de

sortir de l'hôtel pour aller s'acheter leurs petites culottes », assure Leïla Zeïnanova, médiatrice à l'ALC. « Rappports sans capote, sodomie, cadences, elles doivent tout accepter », rapporte Philippe Dorcet, juge d'instruction au tribunal de Nice.

PAS D'ISSUE DE SECOURS

La fuite est pourtant impossible. Les proxénètes connaissent leur famille et ont des moyens de rétorsion. Sans papiers pour beaucoup ou munies de faux passeport, ces jeunes femmes sont d'abord des immigrées clandestines aux yeux de la police. Régulièrement contrôlées, emmenées en centre de rétention, elles sont nombreuses à être reconduites à la frontière. Mais, sur place, le réseau veille, et l'expulsee revient avec un autre visa. Une réalité sordide que les autorités ne veulent pas reconnaître. Niant l'existence de réseaux, les services de police préfèrent croire à une prostitution volontaire. « Rien ne les oblige, estime Georges Rolland, chef du service investigations et recherche de la police. Quand elles arrivent ici, elles peuvent faire demi-tour. La preuve ? Peu de filles nous saisissent pour dénoncer les pressions. » Le policier conteste tout lien avec la criminalité organisée : « Cela relève du on-dit », affirme-t-il.

S. Z.

Philippe Dorcet, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Nice « Il est peut-être plus simple pour certains services de police de continuer à ignorer la dimension du crime organisé »

« Vous avez été auditionné par la mission parlementaire sur l'esclavage moderne. Avez-vous pu mettre en évidence l'existence de réseaux organisés ?

– L'augmentation patente de l'arrivée de jeunes femmes des pays de l'Est est, à l'évidence, le fait de réseaux organisés et diversifiés. Très souvent, ces jeunes filles sont prises en charge par des réseaux locaux : un homme du quartier sert de lien avec des proxénètes plus importants. Dans une grande ville de Bulgarie, c'est par exemple une dizaine d'immeubles d'une ZUP pauvre qui fournissaient un réseau animé par des jeunes du quartier. Quand on se donne les moyens de remonter la filière, on s'aperçoit que ce même réseau est lié à deux autres, l'un parisien, le second azuréen. En Russie, c'est plus organisé : ce sont des sociétés spécialisées dans la prostitution locale qui gèrent les convois vers l'Europe de l'Ouest.

– Pourtant la police nie aujourd'hui l'existence de ces réseaux

et soutient que ces jeunes femmes arrivent de leur plein gré.

– Cela arrange tout le monde de dire que les réseaux n'existent pas, qu'il n'y a pas de proxénète et que les filles sont consentantes. Comme la prostitution est tolérée, on fait comme si ces filles étaient transparentes : on ne voit pas qu'elles se prostituent sous la pression, dans des conditions d'hygiène déplorable, et on fait semblant d'ignorer qu'elles sont en situation irrégulière. Il est peut-être plus simple pour certains services de police de continuer à ignorer la dimension du crime organisé et du blanchiment d'argent. Mais faites un simple calcul : à Nice, sont recensées 300 filles des pays de l'Est, qui gagnent en moyenne 2 500 francs par nuit. Les sommes amassées représentent près de 800 000 francs tous les soirs, soit 24 millions par mois. Il est impensable que cet argent soit collecté sans lien avec le crime organisé.

– Avez-vous pu démontrer ce lien au cours de vos investigations ?

– Oui, dans certains cas. Par exemple, j'ai été saisi, il y a quelques mois, d'un dossier impliquant un réseau de proxénétisme en provenance de Bulgarie. Sachant que les filles devaient donner les quatre cinquièmes de ce qu'elles gagnaient, j'ai demandé immédiatement le relevé de tous les mandats envoyés en Bulgarie depuis les Alpes-Maritimes par l'intermédiaire de La Poste. C'était très instructif. Et il semble que personne n'avait eu l'idée avant. L'enquête est remontée jusqu'aux adresses des destinataires et a permis de trouver des comptes bancaires en devises, et notamment en dollars. Nous sommes ensuite partis là-bas, où, avec l'aide de la justice bulgare, on a démonté le réseau.

» Si le juge fait son travail avec des officiers de police judiciaire motivés, il est possible de donner un coup d'arrêt au système. »

Propos recueillis par
Sylvia Zappi

Vendue au plus offrant, Roxana a vu son rêve brisé au seuil d'une maison close en Bosnie

SARAJEVO

de notre correspondant

Roxana a vingt ans. Dans le village de la région de Timisoara où elle vit, elle s'ennuie, et rêve d'aller à l'univer-

TÉMOIGNAGE

Les marchés aux filles n'ont rien à envier aux marchés aux esclaves d'antan

sité de Bucarest poursuivre ses études de décoration. La famille est pauvre, et Roxana ne trouve aucun emploi lui permettant de financer ses études. Jusqu'à un jour où un homme du village, ami de son père, lui propose de partir en Italie, dans une famille où elle devra garder les enfants. Roxana accepte immédiatement. Si elle travaille de mai à août en Europe de l'Ouest, elle aura suffisamment d'argent pour payer l'inscription à l'université en septembre. Roxana croit que son rêve devient réalité.

En fait d'Italie, des gars de Timisoara les accompagnent, elle et sa

meilleure copine du village, à laquelle un miracle équivalent a été promis, en autobus jusqu'en Serbie. « Nous sommes arrivées dans un hôtel de Belgrade où il y avait une quinzaine de filles de Roumanie et d'Ukraine. J'ai compris de quoi il s'agissait, dit Roxana (nom d'emprunt). Nous étions quatre, ma copine, moi et deux autres filles, à être victimes de fausses promesses. Les autres étaient des volontaires, qui s'étaient déjà prostituées à l'étranger. »

« Deux jours plus tard, un homme est venu de Bosnie pour acheter des filles, poursuit Roxana. Il nous a choisies, ma copine et moi, et nous a promis un job de serveuse dans son bar. Nous sommes parties avec lui, d'abord en voiture, puis en bateau pour traverser de nuit la Drina. » De l'autre côté de cette rivière qui sépare la Serbie de la Bosnie-Herzégovine, Roxana et son amie sont amenées jusqu'à un village de la région de Tuzla. L'épouse du tenancier leur offre un déjeuner, puis elles visitent le bar. A l'étage, il y a des chambres.

« Le soir venu, les clients sont arrivés. Nous devions rester assises à leurs tables et boire des jus de fruits. Puis le

patron a dit : « Monte à l'étage avec celui-là ! » J'ai protesté, rappelé que lui-même avait évoqué un travail de serveuse. Il a ajouté : « J'ai payé 3 000 DM (10 060 francs) pour t'acheter, je dois les récupérer ! » Je suis montée à l'étage, et les clients se sont relayés dans nos chambres jusqu'à 3 heures du matin. » Roxana et son amie « travaillent » chaque nuit. Parfois, des clients s'arrêtent aussi au bar dans la journée. Les deux jeunes Roumaines ne voient aucun moyen de s'enfuir.

CHAMBRES AVEC BARREAUX

« Nous étions prisonnières. Nos chambres avaient des barreaux aux fenêtres, et le patron fermait la porte à clé dès le dernier client parti. Notre seul instant de répit, c'était quand il nous autorisait à marcher 200 mètres pour acheter des cigarettes. C'est d'ailleurs ainsi qu'un jour j'ai couru à la Poste et appelé ma mère. Mais je lui ai caché la vérité. J'ai dit : « Je vais bien, je suis serveuse dans un bar en Bosnie. » Le reste de la journée, nous devions rester au café. » Un soir, Roxana a vu arriver sa chance. « Deux hommes sont venus pour boi-

re un verre. Ils ont dit qu'ils étaient américains et travaillaient pour l'OTAN. L'un m'a demandé : « Vous avez des problèmes ? » J'ai raconté notre histoire. Alors il est allé voir le patron au comptoir et a dit : « Je repars avec ces filles ! Si vous refusez, je vais chercher la police. » Le patron lui a ri au nez : « Pas de problème. Je botte le cul de tous les policiers de la ville. » L'Américain nous a dit : « Ne vous inquiétez pas, on va vous aider à vous enfuir. » Une fois le bar fermé, nous avons préparé nos sacs et sommes sorties par le soupirail des toilettes. Les deux Américains nous attendaient et, le matin, ils nous ont amenées à la station de police. Le patron du bar était là et disait : « Deux Américains ont kidnappé mes filles ! » Les policiers l'ont arrêté, ont pris nos témoignages et les Américains ont disparu. Je ne les ai jamais revus. »

Peu de femmes forcées de se prostituer croisent ainsi la route de bons samaritains. Sur les milliers de jeunes filles qui peuplent les 350 maisons closes de Bosnie-Herzégovine, environ mille seraient trompées par des promesses de travail en Occident puis réduites en esclavage. En

2001, la police a effectué 300 opérations dans des bordels. Les prostituées volontaires, qui ont un permis de travail en tant que « serveuse », sont relâchées. Les autres, une centaine cette année, sont prises en charge par l'ONU. Grâce aux programmes d'assistance de l'agence OIM des Nations unies, 311 femmes sont revenues dans leur pays d'origine depuis août 1999, tandis que 34 autres attendent dans un refuge.

PLAQUE TOURNANTE DU TRAFIC

L'ex-Yougoslavie est devenue, depuis la fin des guerres de Bosnie-Herzégovine et du Kosovo, une plaque tournante du trafic de femmes. Les mafias serbe et albanaise sont les plus influentes. Elles ont remis au goût du jour les marchés aux filles, qui n'ont rien à envier aux marchés aux esclaves d'antan. Les criminels serbes, alliés pour l'occasion aux Bosniaques et aux Croates, opéraient jusqu'à ces dernières semaines dans le nord de la Bosnie, dans la région de Brcko, près d'« Arizona Market », un carrefour commercial sponsorisé par l'armée américaine. « C'était un

Le discours est plus nuancé du côté de la police aux frontières (PAF). « Les filières recrutent les filles sur place, leur fournissent des visas et des faux papiers et organisent le travail. Quand le chef n'est pas content, il envoie ses hommes de main violer les filles. Mais les responsables ne sont jamais au contact », reconnaît Emile Gonzales, chef de la brigade mobile de recherche, pour expliquer le faible nombre d'arrestations. Mais surtout, pour lutter contre ces réseaux, les moyens manquent. La brigade de protection sociale – ex-brigade des mœurs –, qui dispose de six agents et d'une voiture, doit s'occuper en priorité des débits de boisson. « On ne sent pas une mobilisation folle des pouvoirs publics », soufflette-t-on à la PAF. Alors les militants associatifs font comme ils peuvent : sortir les victimes du centre de rétention, gérer les demandes d'asile territorial, trouver une place d'hébergement pour une fille en danger... « Quand elles viennent nous demander de l'aide pour sortir de la prostitution ou parce qu'elles sont menacées, nous sommes très dépourvus, assure Philippe Thelen, animateur de l'ALC. Les femmes le savent, alors elles restent. »

S. Z.

Des associations militent pour une modification de la loi

FAUT-IL modifier la législation pour mieux lutter contre la traite des femmes et la prostitution organisée ? C'est la question sur laquelle travaille la mission d'information parlementaire sur l'esclavage moderne, présidée par Christine Lazerges, députée (PS) de l'Hérault. Les parlementaires veulent « trouver les moyens matériels et juridiques » pour combattre l'esclavage domestique et l'exploitation sexuelle. La mission devrait rendre son rapport en octobre.

Les instances européennes réfléchissent également à un renforcement de la législation : la Commission européenne prépare deux directives cadres et le Conseil de l'Europe doit adopter un rapport en septembre. Il y a en effet urgence. Selon les estimations de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) des Nations unies, il y aurait entre 200 000 à 300 000 femmes victimes dans les pays de l'Union européenne.

DÉVELOPPER L'ASSISTANCE AUX VICTIMES

En France, elles sont estimées à 10 000. « Le phénomène augmente », reconnaît-on à l'Office central pour la répression de la traite des êtres humains. C'est vrai à Paris, où la majorité des 6 000 prostituées recensées viennent des pays de l'Est et d'Afrique de l'Ouest. Les grandes villes comme Strasbourg, Lyon, Lille sont aussi touchées. « Attention, ce n'est pas une invasion. Mais le phénomène se développe sous l'œil complice de tous ceux qui laissent faire et des clients », prévient Michel Tubiana, président de la Ligue des droits de l'homme (LDH), qui se dit « stupéfait des carences des pouvoirs publics ».

A la fin de l'année 2000, les associations d'aide à la réinsertion des prostituées ont constitué une « plate-forme contre la traite des êtres humains » pour dénoncer cette situation. Leur objectif est de parvenir à une modi-

fication du code pénal afin d'intégrer la traite comme nouvelle incrimination. Tout en tolérant la prostitution, la loi française interdit et réprime le proxénétisme. Il s'agit de la compléter en introduisant une définition de la traite. Celle-ci a été précisée lors de la réunion contre le crime transnational tenue par les Nations unies, à Palerme (Italie), à la mi-décembre 2000. Cent quarante pays ont alors adopté un protocole « visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants ». Sont désignés comme « traite », « le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, en recourant à la force, à la menace ou d'autres formes de contraintes ou par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation vulnérable, ou en donnant ou en recevant des paiements ou des avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation ». Le texte précise que le consentement des victimes est « sans incidence » quand un des moyens mentionnés a été utilisé. La France a signé cette convention, sans l'avoir encore ratifiée.

Autre revendication majeure de la « plate-forme », l'obligation d'accueil pour les victimes. S'appuyant sur le rapport du Conseil de l'Europe, les associations demandent l'arrêt des expulsions, la délivrance d'un titre de séjour pour toute personne s'engageant à sortir de la prostitution, l'hébergement dans des structures spécialisées et sécurisées et une formation professionnelle. Parce que, comme l'a rappelé Marco Gramenga, de l'OIM, lors de son audition par la mission parlementaire, « sans assistance aux victimes, il n'y a pas de réelle lutte contre la traite ».

S. Z.

Rémy Ourdan

Mobile introuvable, victime improbable : le meurtre du fils d'un avocat dijonnais demeure une énigme

Le jeune homme a été retrouvé le 16 août dans une mare de sang, tué de 19 coups de couteau

Une semaine après le meurtre, dans la nuit du 15 au 16 août, à Dijon, de Grégory Labbé, un étudiant de bonne famille sans histoires, retrouvé

par sa mère dans une mare de sang au domicile familial, les policiers n'excluent ni la thèse du crime crapuleux ni celle d'une mise en scène par un

proche de la victime. L'enquête repose en grande partie sur les résultats d'analyses ADN effectuées à partir de prélèvements dans la maison.

DIJON

de notre envoyé spécial

Au milieu des immeubles de standing et des demeures cossues, la maison des Labbé ne paie pas de mine. C'est un grand pavillon à la peinture un peu défraîchie, entouré d'un muret et d'une allée de thuyas, à un angle de rues. Une résidence discrète et ordinaire, le long du cours du parc, grande avenue bordée de pelouses et d'arbres, réputée pour être l'un des quartiers chics de Dijon (Côte-d'Or). Au milieu des contre-allées qui mènent au parc de la Colombière, des dames et des vieux messieurs promènent leur chien, des jeunes femmes font leur jogging. Dans la maison, tous les volets sont fermés. Une voiture 4x4 est garée dans l'allée. « Danger. Villa piégée. Responsabilité déguisée », prévient un panneau, accroché sur le mur, à côté du petit escalier qui mène à la porte d'entrée.

C'est dans cette maison que Grégory Labbé, fils de bonne famille sans histoires, a été retrouvé par sa mère, dans une mare de sang, poignardé de 19 coups de couteau, dans la nuit du mercredi 15 au jeudi 16 août. L'enterrement a eu lieu mercredi 22 août, le jour où le jeune homme devait fêter ses vingt-quatre ans. Une semaine après sa mort, le meurtre demeure une énigme policière et la bonne société dijonnaise est sous le choc. Dans une ville assoupie par la torpeur estivale et où les crimes de sang sont rares, le drame a frappé une famille de notables, installée de longue date dans l'ancienne capitale des ducs de Bourgogne. François-Xavier, le père, est avocat d'affaires et professeur de droit. Les deux oncles, Hubert et Bernard, sont huissiers de justice et syndics. Signe de l'assise dont bénéficie la famille à Dijon, le journal local s'est fendu d'un hommage

appuyé. « Nous nous inclinons respectueusement devant la douleur d'une famille particulièrement meurtrie par le drame qui la frappe et lui présente nos condoléances émues », a tenu à faire savoir *Le Bien public* dans ses colonnes.

L'émotion et l'incompréhension sont à la mesure de la personnalité à la fois lisse et attachante de la victime, décrit comme un étudiant brillant et sympathique, à la vie apparemment saine et sans accros. Grégory Labbé, l'aîné des deux fils de François-Xavier, l'avocat, avait obtenu une maîtrise de droit, à Dijon, en 1998. Il avait renoncé à une carrière juridique pour entrer à l'école supérieure de commerce de Nantes, avant d'effectuer un stage de plus d'un an aux Etats-Unis. Sportif, le jeune homme était rentré, depuis une dizaine de jours, d'un trekking au Népal, effectué avec son meilleur ami et écourté pour cause de dysenterie. Il se reposait, seul, dans le pavillon familial, en attendant de rejoindre ses parents, installés à la campagne pour l'été. La veille du meurtre, Grégory avait dîné avec des cousins et des amis avec qui il était allé au cinéma, avant de rentrer à la maison. Il a été vu vivant pour la dernière fois vers minuit et demi. Son cadavre a été découvert vers 8 heures du matin par sa mère, venue lui apporter des courses. L'autopsie a permis de situer l'heure de la mort entre 2 heures et 6 heures du matin, sans plus de précision.

LA MAIN SUR LE TÉLÉPHONE

Le jeune homme a été tué dans des conditions particulièrement atroces, comme l'indiquent les marques de sang relevées dans la maison. Sans doute laissé pour mort après avoir été poignardé dans son ancienne chambre d'en-

fant, à l'étage, Grégory s'est traîné vers l'escalier, qu'il a réussi à descendre. Puis il a rampé jusqu'à la chambre de ses parents où se trouvait le téléphone. Il a été découvert la main posée sur le combiné. Vérification faite par la police, le jeune homme est mort sans avoir pu composer un quelconque numéro.

ABSENCE DE TRACES DE LUTTE

L'arme du crime n'a pas été retrouvée. Il s'agirait d'une lame longue et effilée. Rien ne semble manquer parmi les couteaux de chasse du père et les enquêteurs se sont employés à vérifier qu'aucun d'entre eux n'avait servi à commettre le crime. Une porte vitrée a été brisée, à l'arrière de la maison, à l'aide d'une pierre laissée sur place. Effraction d'un rôdeur devenu meurtrier ou mise en scène d'un familier, les enquêteurs ne privilégient aucune thèse. « Pour l'instant, c'est l'énigme complète. Tout est possible et rien n'est satisfaisant », explique-t-on au parquet. « Il y a des pistes de travail sérieuses mais aucune n'est prioritaire », souligne une source proche de l'enquête.

Les policiers ont aussi découvert la présence d'un polo pris dans la chambre du père et déposé sur le muret du jardin. Le meurtrier a peut-être voulu prendre des vêtements de rechange, si les siens étaient tachés de sang. Quoi qu'il en soit, la maison a été laissée intacte, rien d'autre n'a été dérangé ou volé. La thèse de l'acte crapuleux commis par un rôdeur ou un voleur n'est pas pour autant écartée. Surmonté d'une petite barrière métallique, le muret de la maison est facile à enjamber et l'alarme qui la protège n'était pas activée. Le soir, les contre-allées du cours du parc sont très fréquentées, elles constituent l'un des lieux

de rendez-vous homosexuels de la ville. Par ailleurs, des petits larcins sont régulièrement commis contre les voitures ou les résidences. La maison des Labbé avait déjà été cambriolée à plusieurs reprises.

Au contraire, l'absence de traces de lutte ou de résistance de la part de la victime tend à orienter les soupçons vers un familier. « La famille tient à sa réputation et n'a pas très envie d'entendre que quelqu'un de chez eux a pété un câble. Mais c'est une piste qu'il ne faut pas exclure, estime un enquêteur. Il y a peut-être aussi un barjo dans la nature qui a voulu se faire un bourgeois. » Après avoir entendu les personnes ayant passé la soirée avec la victime et la proche famille, vérifié leur emploi du temps, les enquêteurs ont étendu leurs auditions à un cercle plus élargi. Les policiers du service de recherche et d'investigation du commissariat de Dijon s'emploient à mieux cerner la personnalité et le parcours de Grégory Labbé, afin de trouver une éventuelle face cachée.

Ils disposent, pour cela, d'un mini-ordinateur qui servait apparemment de journal de bord et d'agenda au jeune homme. « Le profil du gentil garçon plein d'avenir ne colle pas avec la façon dont il a été tué. On ne donne pas 19 coups de couteau dans le dos sans raison », affirme-t-on au parquet. Une information judiciaire du chef de meurtre contre X... a été ouverte et confiée au juge d'instruction Alain Maureille. L'enquête repose en grande partie sur les résultats d'analyses ADN effectuées à partir de prélèvements dans la maison. Envoyés au laboratoire de la police scientifique, ces résultats sont attendus dans les prochains jours.

Frédéric Chambon

L'homme suspecté d'avoir tué M^{me} Toscan du Plantier interpellé en Irlande

Il a été arrêté dans le cadre d'une autre affaire

QUATRE ANS ET DEMI après le meurtre, en Irlande, de son épouse Sophie, Daniel Toscan du Plantier semble convaincu que l'enquête va enfin aboutir. Selon le producteur de cinéma, l'interpellation, dans le cadre d'une autre affaire, mercredi 22 août, à l'aéroport de Cork (Irlande), du principal suspect, Eoin Bailey, un journaliste anglais de quarante-quatre ans, pourrait mettre à mal l'alibi de ce dernier.

M. Bailey, qui s'appropriait à s'envoler pour l'Angleterre lorsqu'il a été arrêté puis incarcéré, devait comparaître vendredi devant le tribunal pour « coups et blessures », ainsi que l'a annoncé Europe 1. Cette procédure avait été enclenchée par la compagne d'Eoin Bailey, Jules Thomas, un artiste peintre de cinquante-trois ans, qui aurait été violemment frappée le 18 août par son ami.

« A mes yeux, cette plainte constitue un important rebondissement, car M^{me} Thomas représente, depuis le début de l'affaire, l'unique alibi derrière lequel s'abrite Eoin Bailey », a déclaré vendredi matin au Monde Daniel Toscan du Plantier. Pour le président d'Unifrance, il ne semble guère faire de doute que le journaliste anglais est l'auteur du meurtre de son épouse. « Je suppose que la compagne du journaliste connaît la vérité, qu'elle sait ce qui s'est précisément passé en décembre 1996. Maintenant qu'elle semble brouillée avec son compagnon, j'espère qu'elle va cesser de le couvrir », affirme-t-il.

M. Toscan du Plantier souhaite d'autre part que la plainte déposée par M^{me} Thomas permette à la fille de cette dernière de « dire à son tour tout ce qu'elle sait ». « Les enquêteurs irlandais sont persuadés que sa mère lui a tout raconté, mais

jusqu'à maintenant, ils n'ont pu l'interroger car elle est mineure », ajoute le célèbre producteur.

Le 23 décembre 1996, le corps de Sophie Toscan du Plantier, âgée de trente-huit ans, avait été retrouvé, le crâne fracassé, devant sa résidence secondaire, dans le hameau de Toormore, près de Cork, au sud-ouest du pays. Les soupçons s'étaient rapidement portés sur Eoin Bailey, un journaliste britannique habitant à proximité et arrivé le premier sur les lieux du crime.

« PLUS QU'UN JOKER »

Dans le cadre de l'enquête ouverte par la Garda, la police irlandaise, Eoin Bailey a été arrêté à deux reprises : en février 1997, puis en janvier 1998. Dans les deux cas, il avait été relâché faute de preuves. Sa compagne avait certifié qu'il n'avait pas quitté leur cottage la nuit du drame. « En Irlande, seules des preuves matérielles évidentes permettent d'inculper quelqu'un », constate M. Toscan du Plantier. « L'habeas corpus présente de gros avantages concernant la protection des libertés individuelles, mais profite aussi aux meurtriers », ajoute le producteur.

Personnalité déroutante, Eoin Bailey ne peut plus être interrogé qu'une seule fois par les policiers chargés d'élucider les circonstances de la mort de Sophie Toscan du Plantier. La loi en vigueur en Irlande dispose en effet qu'un suspect ne peut pas être placé en garde à vue plus de trois fois dans une même affaire. « Les policiers n'ont plus qu'un joker », estime Daniel Toscan du Plantier, qui compte sur M^{me} Thomas pour leur permettre de l'utiliser, cette fois avec succès, très prochainement.

Fabrice Lhomme

Bernard Kouchner au chevet des urgences dans deux hôpitaux franciliens

TIENS, voilà le ministre ! Bernard Kouchner a effectué, jeudi 23 août, une visite surprise dans les services d'urgences de deux hôpitaux de la région parisienne : celui de l'hôpital Saint-Antoine, dans le 12^e arrondissement de Paris, et celui du centre hospitalier intercommunal (CHI) André-Grégoire, à Montreuil (Seine-Saint-Denis). L'occasion, pour le ministre délégué à la santé, de rencontrer le personnel des urgences et de poursuivre le débat sur la réforme de ces services, qui sont « dans une situation critique », estime M. Kouchner.

Le ministre est arrivé peu avant 18 heures aux urgences de l'hôpital Saint-Antoine, où l'attendait le docteur Patrick Pelloux, médecin dans le service et président de l'Amuhf, l'Association des médecins urgentistes des hôpitaux de France, mis dans la confidence. A l'intérieur, dans une chaleur accablante, c'est la cohue. Il y a des gens partout, assis, allongés sur des brancards. Le personnel virevolte en s'interpellant : « Tu sais où est Martine ? », « C'est bon pour l'échographie de M. Lambert ? ». Les couloirs sont encombrés de brancards. Des malades y passeront la nuit faute de lit disponible, à Saint-Antoine ou ailleurs. Scène de la vie quotidienne aux urgences.

On se dit bonjour. Bernard Kouchner se renseigne sur les raisons de la présence dans le service de quelques patients. Dans une pièce,

séparés par une demi-cloison, quatre lits sont occupés par des hommes et quatre autres par des femmes. Dans l'un d'eux, une jeune fille de 17 ans est allongée, légèrement prostrée. Elle est là depuis 10 heures et le diagnostic d'appendicite a été posé. « Le problème, explique à part le docteur Pelloux, c'est qu'on n'a toujours pas trouvé où l'opérer, alors que notre hôpital est l'un des temples de la chirurgie digestive. »

LE PROBLÈME DES « LITS D'AVAL »

Le tour du service terminé, Bernard Kouchner effectue une séance de travail de deux heures. Autour de la table, le chef du service des urgences, la surveillante générale, le responsable de la polyclinique de l'hôpital, la directrice de l'hôpital et son adjoint, ainsi que le docteur Philippe Aillères, secrétaire général de l'Amuhf et urgentiste à l'hôpital Léopold-Bellan (Paris). Le débat s'engage sur les structures envisagées en amont des urgences avec les médecins généralistes, afin d'éviter de voir arriver à l'hôpital des personnes pouvant être prises en charge en ville – « une dizaine sur les 130 qui se présentent chaque jour », selon Geneviève Toulouse, la surveillante générale. Les avis sont très partagés. Rapidement, la discussion se focalise sur la question essentielle : l'aval des urgences. L'engorgement vient du manque de places pour les malades devant être hospitalisés, surtout les personnes âgées.

Pour résoudre ce problème, Bernard Kouchner réfléchit à l'éventualité d'imposer aux services de médecine et de chirurgie de maintenir un certain pourcentage (de l'ordre de 5 à 10 %) de lits disponibles pour pouvoir accueillir les urgences, en rognant un peu sur l'actuelle programmée. Il semble en outre disposé à faire de la médecine d'urgence une spécialité à part entière.

Deux pistes qui « feraient beaucoup avancer les choses », estiment les responsables de l'Amuhf. Bernard Kouchner a pu vérifier dans la foulée que ses pistes trouvaient un écho favorable aux urgences du CHI de Montreuil. Si la situation semblait ce soir-là moins chaotique qu'à Saint-Antoine, les urgentistes y rencontrent néanmoins au quotidien le même problème du manque de lits d'aval. Il concerne précisément une patiente ayant probablement un ulcère digestif, qui saigne et doit être opérée. Pendant une heure, le débat est passionné : « Nous n'avons pas assez de lits de médecine », disent les urgentistes. « Augmenter les moyens, cela veut dire demander aux Français plus d'argent pour la santé », répond le ministre.

A 22 heures, Bernard Kouchner repart avec la conviction qu'il faut aller très vite. Car, pour beaucoup, un mouvement social est en train de couvrir et pourrait bien éclater à l'automne.

Paul Benkimoun

Hausse sensible de la délinquance violente en Ile-de-France

AU PREMIER SEMESTRE de cette année, la délinquance violente en région parisienne a augmenté sensiblement par rapport à la même période de 2000, selon les statistiques obtenues auprès des préfetures. Les vols à main armée ont ainsi progressé de 68 % dans les Yvelines, de 16 % en Essonne, de 64,6 % en Seine-Saint-Denis, de 50,31 % dans les Hauts-de-Seine. Sur la même période, ces hausses se vérifient aussi pour les vols avec violence, qui ont augmenté de 41 % à Paris, de 35 % dans les Hauts-de-Seine, de 15 % dans les Yvelines, de 39 % en Seine-Saint-Denis, et de 8 % dans l'Essonne. Le nombre global de crimes et délits n'a toutefois pas plus augmenté en région parisienne que dans le reste du pays, où il a progressé de 9,58 % au cours du premier semestre.

DÉPÊCHES

■ **CONSUMMATION : le secrétaire d'Etat à la consommation, François Patriat, a annoncé, jeudi 23 août, la suspension de mise sur le marché d'embarcations nautiques de marque Surfbike et d'autocueurs de marque Ovni, « en raison de dangers graves pour la sécurité des consommateurs ».** Le surfbike a été retiré du marché après la mort par noyade d'un enfant de douze ans, coincé sous l'engin, à la base nautique de Montreuil-en-Bresse (Ain), le 30 juillet. La société de distribution de l'autocueuseur a rappelé l'ensemble de ses casseroles après avoir constaté une pression trop élevée à l'ouverture de l'appareil.

■ **JUSTICE : les parents d'un nourrisson de deux mois décédé à la suite d'un traumatisme cérébral, mardi 21 août, ont été mis en examen pour « violence ayant entraîné la mort sans intention de la donner sur mineur de 15 ans par ascendant »** et incarcérés à la prison de la Talaudière (Loire). Dans la nuit de dimanche à lundi, la mère de 21 ans et son mari de 30 ans, résidant à Saint-Chamond (Loire), avaient alerté le SAMU afin qu'il prenne en charge leur bébé mal en point. Les médecins, qui ont constaté des signes de maltraitance, notamment des bleus et d'anciennes fractures, ont ensuite alerté la justice.

■ **FAIT DIVERS : l'un des deux hommes ayant organisé par hélicoptère l'évasion manquée de la prison de Fresnes (Val-de-Marne) le 27 mai, et interpellé, mercredi 22 août à une quarantaine de kilomètres de Toulouse (Haute-Garonne), se trouvait toujours en garde à vue, jeudi, dans l'attente d'un transfert vers la région parisienne.** Cyril Khider, âgé de 28 ans, est le frère d'un des candidats à l'évasion, Christophe Khider, braqueur multirécidiviste condamné à trente ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Paris en 1999 pour meurtre et vol à main armée.

■ **ÉDUCATION : la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) et le SNUipp-FSU, syndicat enseignant du primaire, s'inquiètent des conditions de rentrée scolaire à Paris, dans un courrier adressé mercredi 22 août au ministre de l'éducation nationale, Jack Lang.** Ils dénoncent notamment le manque de moyens et des « dysfonctionnements » dans la préparation de la carte scolaire.

■ **LOGEMENT : une quarantaine de militants du DAL (Droit au logement) et des sans logis, dont des enfants, qui avaient installé un campement mercredi 23 août au soir sur le parvis de l'Hôtel-de-ville de Paris, ont quitté les lieux jeudi dans la soirée.** Les manifestants voulaient protester contre l'absence de proposition d'hébergement faite à 70 personnes sans logis depuis deux mois, qui avaient campé place des Vosges (4^e arrondissement).

■ **INCENDIE : un incendie a parcouru une centaine d'hectares, jeudi 23 août, à Ucciani (Corse-du-Sud), près d'Ajaccio, avant d'être maîtrisé par les pompiers.** En Haute-Corse, le feu a ravagé 50 hectares de petit maquis sur le littoral à Aleria et 30 hectares de maquis à Lucciana, près de Bastia. Au total, 17 départs de feu ont été signalés jeudi en Corse.

Jean-Yves Nau

Des biologistes disent avoir localisé les bases génétiques de l'autisme

RÉUNIS au sein d'un « consortium international », un groupe de 82 chercheurs travaillant dans 8 pays (Grande-Bretagne, Danemark, France, Allemagne, Grèce, Italie, Pays-Bas et Etats-Unis) annonce, dans le numéro de septembre de l'*American Journal of Human Genetics*, être parvenu à localiser les bases génétiques de l'autisme. Identifiée pour la première fois il y a un demi-siècle, cette affection se caractérise par un ensemble de symptômes qui interdisent toute relation sociale normale (*Le Monde* daté 20-21 mai). L'enfant autiste apparaît muré dans une absolue solitude, et toute tentative d'échange avec lui est le plus souvent vouée à l'échec. En France, on estime entre 60 000 et 80 000 le nombre des personnes atteintes.

Alors que sa cause exacte demeure inconnue, cette pathologie a été au centre de multiples débats et

controverses opposant, parfois violemment, dans le champ de la psychiatrie, les tenants d'une approche « biologique » aux adeptes d'une école « analytique ». Depuis plus d'une dizaine d'années, le développement des techniques de biologie moléculaire et du séquençage du génome humain a permis de progresser dans l'analyse des possibles bases génétiques de cette affection. Dans ce contexte, les résultats publiés par l'équipe euro-américaine marquent une étape importante dans la recherche des mécanismes physiopathologiques impliqués dans cette affection psychiatrique.

Les auteurs de la publication assurent avoir localisé certaines zones situées sur quatre chromosomes différents qui leur apparaissent directement impliqués dans les anomalies neurologiques de l'autisme. « Ces résultats confirment le rôle des gènes dans l'autisme et constituent une avancée majeure

dans la recherche des gènes spécifiques impliqués dans la maladie », a déclaré Duane Alexander, directeur, aux Etats-Unis, du National Institute of Child Health and Human Development (NICHD).

DEUX ZONES SPÉCIFIQUES

C'est après avoir systématiquement analysé la structure de certaines régions du patrimoine génétique de 150 paires de frères et sœurs souffrant d'autisme que les chercheurs ont pu identifier deux zones spécifiques situées, l'une sur le chromosome numéro 2, l'autre sur le numéro 7. Deux autres régions à risque ont aussi été identifiées – sur les chromosomes 16 et 17 –, sans que leur implication apparaisse aussi marquée. Pour le docteur Marie Bristol-Power (NICHD), l'ampleur de cette étude et l'importance de la corrélation établie laisseraient peu de doute sur l'implication du chromosome

numéro 7 – connu par ailleurs comme porteur d'un gène à l'origine de troubles majeurs du langage – dans le développement de l'autisme.

« Ces résultats originaux permettent désormais d'éliminer a priori les autres régions chromosomiques qui pouvaient jusqu'ici apparaître comme liées à cette maladie », explique le docteur Anne Philippe (hôpital Necker-Enfants malades, Paris). Il faut maintenant augmenter le nombre des malades sur lesquels ces enquêtes sont menées afin d'améliorer la puissance des analyses génétiques et, ainsi, d'identifier les gènes directement en cause. » L'hypothèse la plus souvent avancée est que ces gènes sont ceux qui, s'exprimant au sein du cerveau, participent aux mécanismes de neurotransmission et aux fonctions sensorielles et de communication.

Pourquoi les falaises de la Côte d'Albâtre s'effondrent-elles en plein été ?

D'Octeville-sur-Mer à Onival, des écroulements inhabituels par leur ampleur et pour la saison se sont produits en juillet et en août. L'érosion, inévitable, est aggravée par la pluviométrie exceptionnelle, mais aussi par les aménagements, qui empêchent le cordon naturel de silex de jouer son rôle protecteur

ROUEN

de notre correspondant
« Les communes n'ont pas attendu aujourd'hui pour prendre des arrêtés. » La secrétaire de mairie de la commune d'Etretat connaît son sujet. Voilà trente ans qu'elle travaille dans la célèbre station balnéaire de Seine-Maritime, entre falaises d'ouest et falaises d'est surveillées par l'« aiguille creuse ». Maurice Leblanc avait fait de cet épi de craie, planté à quelques encablures de la rive, un repaire pour son héros, Arsène Lupin. Avec leurs arches qui plongent leurs pieds dans la Manche, elles témoignent d'un phénomène naturel : le recul inéluctable des falaises, attaquées par l'érosion, à la base, sur leur crête et en profondeur. Et le promeneur est averti : Attention danger, chute de pierres ! Risque d'éboulements.

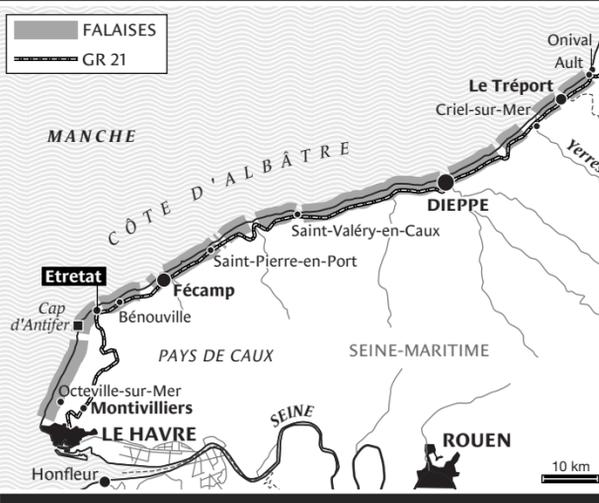
Or, en cet été 2001, alors que ces phénomènes sont généralement constatés au printemps, des écroulements spectaculaires, d'une ampleur inhabituelle, se sont produits. Des pans de quelque 200 à 300 mètres de largeur, sur toute la hauteur de la falaise, qui approche les 80 mètres, se sont effondrés à Saint-Pierre-en-Port, à l'est de Fécamp, le 15 juillet, puis plus à l'ouest, le 24 juillet, à Bénouville, et encore le 4 août à Octeville-sur-Mer, dans la banlieue du Havre.

Ces trois événements n'ont eu aucune conséquence humaine, mais ont tout de même incité les maires à rappeler par panneau les règles de prudence aux baigneurs et aux pêcheurs qui s'installent au pied des murailles de craie. L'avertissement s'adresse aussi aux promeneurs et randonneurs qui empruntent sur la hauteur l'ancien sentier des douaniers, dont l'itinéraire a déjà subi des évolutions au fil des ans.

À Octeville-sur-Mer, le maire, Pierre Leprévost, avait anticipé l'effondrement du 4 août : il avait constaté l'apparition de failles en arrière de la crête de la falaise, et strictement interdit l'accès à un périmètre instable. « Il est vrai que la chute d'un morceau de falaise est un souci permanent », admet-on à la mairie d'Etretat, où l'on se souvient « d'une année, il y a plus de vingt ans, à la Pentecôte, il y avait un monde fou, lorsqu'une pierre est tombée ». « Un bloc tout propre, tout net, précise la secrétaire de mairie, a touché une personne installée sur les galets au pied des falaises. Elle a voulu porter plainte. Nous lui avons opposé la présence des panneaux d'appel à la prudence. Ça s'est vite passé. »

À la préfecture de Seine-Maritime, même tonalité. Aucune consigne de surveillance particulière n'a été diffusée, si ce n'est celle du respect absolu des arrêtés des maires. Malgré tout, lors de l'effondrement de Saint-Pierre-en-Port, survenu un dimanche vers 14 heures, d'importants moyens avaient été mis en œuvre pour s'assurer qu'aucune victime n'avait été ensevelie. Jusqu'à présent, l'appel au

Une fragile muraille de calcaire blanc de 80 mètres de haut



bon sens a suffi. Le lot habituel des services de secours est plutôt nourri des interventions pour dégager des promeneurs imprudents bloqués par la marée montante, et aussi des suicides.

Le phénomène touche les falaises de la côte de la Manche, du pays de Caux dans la Seine-Maritime jusqu'à Ault et Onival, dans la Somme, et en face, en Angleterre, du Kent au Sussex. En France, ce lit-

toral est appelé Côte d'Albâtre pour la couleur de sa craie, striée à l'horizontale de rangées de silex. Ces falaises sont composées de sédiments dont l'eau s'est évacuée il y a vingt-cinq millions d'années. Après la dernière glaciation (- 30 000 ans), la mer est venue façonner une côte apparemment homogène, mais dont le degré de résistance était variable selon la nature des sédiments révélés par l'érosion. Le recul des falaises est donc irrégulier. Une étude, réalisée par Jacques Beauchamp, de l'université de Picardie, avance des valeurs variant entre 25 et 50 centimètres par an. La falaise est attaquée à sa base par la houle, à son sommet par le ruissellement de surface et dans ses entrailles par les infiltrations souterraines. La conjonction de ces trois facteurs est à l'origine des effondrements spectaculaires auxquels on a assisté ces dernières semaines, amplifiés par les fortes précipitations de l'hiver et du printemps.

Les éléments ne sont pas seuls responsables des dérèglements constatés le long de la Côte d'Albâtre. L'aménagement du littoral, la

construction de jetées (ports, centrales nucléaires), et, parfois, les ouvrages de protection contre la mer perturbent le cycle de l'action des galets de silex libérés par les falaises effondrées. Le silex : « Une pierre précieuse. Né de l'érosion, il protège de l'érosion car il alimente le cordon littoral et constitue un rempart naturel contre l'attaque directe des vagues au pied des falaises », a expliqué un collectif de géographes, dans une étude destinée au conseil général. Or ces pierres rondes qui migraient naturellement de part et d'autre du cap d'Antifer, vers la baie de Seine et vers la baie de Somme, n'ont plus un cheminement régulier. Certaines parties de la côte, au-delà de Dieppe vers Le Tréport sont dénudées.

DÉFICIT DE GALETS

À Criel-sur-Mer, des habitations surplombant la mer ont été évacuées. La plage, déjà sous-alimentée en galets, n'en retient aucun en raison de la disparition du petit estuaire d'un fleuve côtier, l'Yerres, barré par une digue. Les premières études confiées, en 1988, au Laboratoire national d'hydraulique de

Chatou par le conseil général de la Seine-Maritime avaient déjà suggéré le rétablissement d'une ligne de côte. Depuis, la collectivité assure le transport de 25 000 mètres cubes par an de galets du Tréport, où ils s'accablent vers Criel, et en « exportent » 5 000 à 10 000 mètres cubes vers la Somme déficitaire. Il s'agit d'une solution d'attente, tant que ne sont pas disponibles les résultats d'autres études commandées dans le cadre du contrat de plan Etat-région qui vient de s'achever. L'une a été demandée à l'Institut géographique national (IGN) et à l'université de Caen sur l'analyse de l'évolution des falaises et des stocks de galets depuis trente ans ; l'autre confiée au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) avec les universités du Havre, de Rouen, et de Brighton (East-Sussex) dans le cadre du programme européen Interreg II Rives-Manche. Cette seconde étude devrait déboucher à la fin 2001 sur une modélisation mathématique du recul des falaises et une cartographie de leur vulnérabilité à l'érosion.

« Les falaises ne peuvent que reculer. Le tout est de savoir si on l'accepte », confiait récemment Stéphane Costa, maître assistant à l'université de Caen, lors d'une intervention devant des élus du littoral au Tréport, en les invitant à ne pas fuir devant leurs responsabilités, notamment en matière d'urbanisme. Les chercheurs de l'université d'Amiens ont évalué à 2,4 millions de mètres cubes le besoin pour reconstituer sur la côte de la Seine-Maritime un stock et un transit de galets tels qu'ils existaient avant l'intervention humaine. Ils évoquent aussi une remise en cause des systèmes de défense du littoral. « Il reste à démontrer qu'en situation dite naturelle le bilan est équilibré, c'est-à-dire que l'érosion des falaises produit suffisamment de galets », ajoutent toutefois les chercheurs picards.

En s'écartant de la crête, le GR 21 se tourne vers le patrimoine historique

ROUEN

de notre correspondant

Du Tréport jusqu'au Havre, le sentier de grande randonnée GR 21, tracé en 1972, suit en 161 kilomètres la Côte d'Albâtre. Sa vocation initiale était d'emprunter le « sentier des douaniers », chemin qu'utilisaient les gabellous pour surveiller nos frontières du haut des falaises, à quelque 100 mètres au-dessus de la mer. Avec les arrivées sur Dieppe, Fécamp ou Etretat, le trait de lumière blanche des falaises, les couleurs changeantes de l'estran chargé d'eau crayeuse à marée haute, le GR 21, « c'est l'image de marque de la Seine-Maritime », résume Sandrine Desbruères, chargée, au comité départemental de tourisme (CDT), de piloter une étude en vue de son réaménagement. Un bilan du tracé s'avère en effet nécessaire, « à la fois pour résoudre les problèmes de sécurité mais aussi pour mettre en valeur ses atouts », précise

M^{me} Desbruères. Car l'itinéraire souffre... de son atout majeur : la falaise qui, par nature, recule.

Un comité de pilotage composé du CDT, du conseil général, de la Fédération française de randonnée pédestre (FFRP) a confié à deux étudiants de l'Institut de géographie de l'université de Rouen une mission d'évaluation des paramètres physiques, biologiques, historiques et touristiques. La FFRP et le conseil général devront dans les mois qui viennent déterminer le nouvel itinéraire. Il devra « prendre en compte la pratique effective des "nouveaux randonneurs" et non plus des seuls randonneurs chevronnés, en alternant littoral et arrière-pays proche pour être attractif et varié, en intégrant les potentialités touristiques des bourgs du pays de Caux », prévoit le cahier des charges de l'étude.

L'intérieur des terres, sur une dizaine de kilomètres en profondeur, est riche par son histoire et son patrimoine, avec de grands « classi-

ques » - le château de Dieppe, l'abbaye de la Bénédicte à Fécamp -, ou le nouveau Musée Arsène-Lupin à Etretat. Il y a encore les fortins, vestiges du mur de l'Atlantique édifié par les Allemands pendant la seconde guerre mondiale. S'ils ont résisté aux bombardements alliés, ils disparaissent maintenant avec les éboulements.

Le GR doit aussi s'écartier de la crête de la falaise, après avoir été détourné par les centrales nucléaires de Penly et de Paluel. À l'occasion de la révision de l'itinéraire, les randonneurs espèrent l'ouverture d'un chemin proche de la côte, à l'approche du Havre, où le tracé initial oblique vers l'intérieur des terres pour rejoindre Montivilliers, plus à l'est. Les 300 mètres de falaises qui ont dégringolé de 80 mètres le 4 août, à hauteur d'Octeville-sur-Mer, risquent de mettre à mal ce souhait.

E. B.

Etienne Banzet

Le lycée technique Maximilien-Perret d'Alfortville exporte son savoir-faire en Chine

CRÉTEIL

de notre correspondant

Le lycée technique Maximilien-Perret d'Alfortville (Val-de-Marne) vient de créer un « Max-P. bis » à Pékin : le Centre de formation franco-chinois aux métiers de l'énergie (CFFCME). Dès le mois de septembre, l'établissement va former ses premiers techniciens au génie climatique. Créé depuis plus d'un siècle - il a ouvert ses portes en 1887 -, « Max-P. » est devenu l'« école polytechnique de la plomberie », comme le revendiquent avec une fierté teintée d'humour les enseignants du lycée. Ils ajoutent : « Comme les X, nos élèves qui terminent leurs études, diplômés ou non, trouvent un emploi. » Maintenant,

le lycée a acquis une vraie dimension internationale.

C'est la première fois qu'un établissement scolaire français exporte son savoir-faire au-delà de la Grande Muraille. Il existe déjà deux centres de formation français en Chine : l'un pour les métiers de l'automobile, avec Citroën, l'autre pour la haute couture, avec la chambre de commerce et d'industrie de Paris.

L'histoire du CFFCME a commencé en 1988 lors d'une exposition de l'Île-de-France à Pékin, et notamment avec l'amitié qui s'est instaurée entre un professeur, Thierry Devilliers, et des responsables chinois. Treize ans plus tard, après de nombreux échanges éducatifs et culturels entre profes-

seurs et élèves et les longs montages des dossiers pédagogiques, techniques et financiers, le centre est enfin prêt. Etablissement de coopération éducative sino-étrangère appuyé sur l'Institut de génie civil et d'architecture de la capitale chinoise, il a pour but, à terme, de mettre chaque année sur le marché du travail trois cents techniciens, dont cent vingt techniciens supérieurs, issus de la formation initiale ou continue, dans les domaines du chauffage, du froid, de la climatisation, de la vapeur, de la ventilation et du traitement de l'eau. Ils ont en commun le souci de l'économie d'énergie et de la protection de l'environnement.

Dans ce but, sur plus de 800 mètres carrés, l'établissement

dispose de sept plates-formes techniques équipées de matériels européens, modernes, offerts par des fabricants de chaudières, brûleurs, pompes, de groupes fioul, etc. Si le directeur du centre est français, le vice-directeur est chinois, et parle la langue française, comme les vingt-quatre professeurs. Ils sont tous diplômés de l'enseignement supérieur et ont tous suivi une formation d'environ 160 heures sur trois ans, théorique à Pékin et pratique à Alfortville. Les cours seront donnés en chinois, mais pourront également être en français.

UN VIVIER DE PROFESSIONNELS

Avec des classes de douze personnes au maximum, les stagiaires seront amenés à manipuler fré-

quemment des matériels français et pourront ainsi en obtenir une bonne connaissance. Les entreprises françaises qui voudront exporter y trouveront un vivier de professionnels formés aux techniques et technologies françaises. Un réservoir d'autant plus important que le centre a le statut d'école-pilote. Si son succès se confirme, des établissements similaires pourront essayer dans d'autres villes chinoises.

Le CFFCME poursuit également un autre objectif : être une vitrine de la production française dans l'énergie. Pour y parvenir, un espace accueillera des expositions des produits français.

Dominique Meunier



Les plus belles pages de l'été

À PARTIR DU SAMEDI 25 DATÉ 26-27 AOÛT 2001

L'HISTOIRE DU K2 par Charlie Buffet

Situé au cœur du Cachemire, le K2 est considéré par les alpinistes comme la plus belle montagne du monde. Mais derrière cette pyramide presque parfaite se cache une malédiction. Disparitions, trahisons, men songes..., toutes les expéditions qui tentent de gravir le K2 en subissent tôt ou tard les revers. Récits autour des victimes du K2 dans un feuilleton d'une semaine.



AU bout du bout de l'Extrême-Orient russe, voici le Far West. C'est Vladivostok, ses limousines japonaises, ses casinos, ses filles, sa politique en folie, ses flics qui comptent dans la rue des liasses de billets et ses derniers matelots. A 9 300 kilomètres de Moscou et sept fuseaux horaires, c'est une histoire très russe, somme toute, qui s'écrit ici. Mais en plus extrême, plus dynamique, plus sauvage. Alexandre Tkatchenko, écrivain moscovite et responsable du Pen Club russe, a tout de suite aimé cette ville. « Les gens sont des durs, des costauds, il y a une tension, une impatience, une envie de réussir qui fait de Vladivostok l'une des villes les plus attachantes de Russie », dit-il.

Est-ce encore la Russie ? Ce fut durant des décennies l'avant-garde armée des soviets en Orient. « Vladivostok, c'est loin, mais c'est notre ville », clamait Lénine. L'Armée rouge avait du goût. Le site est magnifique, la ville grimpe et dégringole sur une dizaine de collines, l'océan Pacifique y a dessiné une superbe rade, elle-même protégée par plusieurs îles. On a pu comparer Vladivostok à San Francisco... si l'on veut oublier les hideuses barres de logements soviétiques et les zones militaires en ruine qui parsèment la ville ; si l'on tait les chaussées défoncées, les espaces publics ravagés et les tramways hors d'âge qui n'ont vraiment rien à voir avec ceux de la ville californienne.

Mais la comparaison est appréciée pour mieux dire combien cette ville de 630 000 habitants, « congelée du temps de l'URSS », rêve aujourd'hui d'Asie et aspire à un statut de grande capitale du Pacifique. « Moscou n'est plus notre terre, il n'y a que notre président là-bas, en fait, j'ai souvent l'impression de ne plus vivre en Russie », sourit Alexandre Radouchkevitch. Né à Vladivostok, amoureux de sa ville, M. Radouchkevitch dirige *Novosti*, l'un des deux quotidiens de la cité. Et, comme d'autres, il fait des dix années passées une sorte d'épopée à la John Ford, morale en moins, cynisme et corruption en plus. Ici, ce sont aussi les méchants qui gagnent.

Fin 1991, Vladivostok bascule. La ville n'était qu'une énorme base militaire, tenue d'une main de fer par le parti, le KGB et les amiraux de la flotte du Pacifique. « On devinait parfois le monde à la télévision, la ville était cadennassée, il fallait une autorisation pour la quitter, pour y inviter des amis, les habitants de la région tentaient de s'y infiltrer parce que tous les produits étaient là, envoyés par avion de Moscou », raconte Alexandre Gorodnie. Il a alors vingt-huit ans, se passionne pour l'art abstrait et rêve d'un musée d'art moderne. « Et puis tout s'est ouvert, les Américains, les Japonais, la liberté... et la course a commencé », ajoute Alexandre qui dirige aujourd'hui Artétage, l'une des principales galeries d'art de la ville.

La course n'a pas cessé, et rien ne la symbolise mieux que la frénésie automobile qui a saisi la ville. Pas n'importe quelles voitures : des japonaises exclusivement, toutes d'occasion. « A Vladivostok, on conduit volant à droite et on marche sur la tête », lance un humoriste moscovite. Toyota, Mitsubishi, Honda, tous les modèles sont là. On roule à tombeau ouvert, et de préférence en 4 x 4 Land Cruiser, devenu tellement banal qu'on en a vite fait un nom commun russe, les « *cruiserov* ».

L'automobile japonaise a été le premier gros business, beaucoup d'argent et vite gagné. Dans le port, Anatoli, trente-six ans, marin de la flotte de commerce, raconte son histoire qui est aussi celle de milliers de personnes. Parti de Biélorussie, il arrive à Vladivostok un mois après l'ouverture de la ville, avec pour seul argent la poignée de roubles gagnés en vendant son billet de retour. Il s'embauche sur les cargos qui font la liaison avec le Japon. « Le salaire était de 200 à 300 dollars, mais l'essentiel était la voiture qu'on pouvait ramener : on mettait moins d'une heure pour la revendre sur le marché de Vladivostok, en gagnant 1 000 à 1 500 dollars », se souvient-il. Aujourd'hui, Anatoli a « un appartement, une famille, un minibus Honda ». « Dans cette ville, si on se bouge, tout est possible », assure-t-il.

Quarante mille voitures d'occasion japonaises sont passées par les douanes en 2000. Sans compter les



IGOR MOUKHIN/STOK PRESS POUR « LE MONDE »

■■■■■ 6 DU BAÏKAL À VLADIVOSTOK

Rodéo à Vladivostok

Ville de l'extrême, l'ancienne base soviétique a tourné le dos à la Russie pour se lancer dans un commerce effréné avec le Japon, la Corée et la Chine. Beaucoup en sont morts, mais l'épopée se poursuit

milliers non déclarées ou débarquées dans les ports voisins. Le grand marché se tient au « Coin vert », un lieu connu dans tout l'Extrême-Orient russe. C'est un terrain vague rapidement arasé au bulldozer au sommet d'une colline, et où des milliers de véhicules – voitures, camions, autobus – sont exposés. Iouri explique la manœuvre, moquant ces « fous de Japonais » qui vendent des véhicules de « trois ou quatre ans au prix de la ferraille ». Il montre une Mitsubishi impeccable : « Je l'ai achetée 200 dollars, je paie 300 dollars de transport, 1 300 dollars aux douanes russes et je la revends entre 2 700 et 3 000 dollars. Et nos Jigouli qui ne marchent jamais coûtent 4 000 dollars ! Vous comprenez le truc ? »

COMPRIS. Iouri et un ami font les allers-retours avec le Japon depuis 1995. « On y va une fois par mois, on achète une dizaine de voitures qu'on revend généralement dans les deux semaines. » Au « Coin vert », les particuliers, les « fournis » comme on les appelle, dominent. Les clients, eux, viennent de toutes les régions de Sibérie et l'on retrouve des « *cruiserov* » volant à droite achetés 5 000 dollars jusqu'à Irkoutsk, à 4 000 kilomètres de là.

Ce fructueux marché a aussi été partagé dans le sang par les groupes criminels. « La voiture japonaise a permis la première accumulation sauvage de capital, c'était rapide, on se battait à l'arme automatique dans les rues pour contrôler le business »,



se rappelle Alexandre Radouchkevitch. Le marché se serait depuis « civilisé », dit-on, les sociétés d'importation ont une apparence légale et les douanes assurent maîtriser tout ça. Ou presque : le 24 juillet, le responsable des douanes du point frontière de Khasan était arrêté pour corruption. Un importateur lui avait offert le désormais traditionnel « *cruiserov* ».

Vladivostok a perdu sa flotte du Pacifique. « Dans le coma », selon l'aveu même du ministre russe de la défense, et discréditée par des scandales de corruption concernant des ventes illégales de matériel, d'appareils, de navires même. La ville doit aussi oublier les « *kombinat*s » du complexe militaro-industriel qui faisaient vivre jusqu'à un tiers de la population. Dalvostok, chantier naval pour sous-marins nucléaires, tente de se reconverter dans la fabrication de raviolis. Sans succès à ce jour.

Mais la ville s'est découvert une autre industrie, le tourisme. Les matins d'été et d'automne, on les

Les terrains de volley et de foot se situent sur les quais de la ville où a lieu également la « parade » de la flotte du Pacifique.

croise faisant leur gymnastique sur les quais, ils remplissent les douze étages de l'Hôtel Vladivostok et bien d'autres établissements encore : les Chinois. La frontière est à 50 kilomètres. « Ils viennent ici prendre une petite bouffée d'Europe », dit Evguenia Lens, une jeune journaliste qui connaît la ville comme sa poche.

Près de cent mille touristes chinois ont séjourné dans le port russe l'an dernier. « Chacun dépense en moyenne 300 dollars », dit-on au comité du tourisme. Trente millions de dollars officiellement déclarés : un pactole que se partagent cinquante firmes touristiques, quatorze casinos, une vingtaine d'hôtels et des dizaines de restaurants. « Nous avons une très bonne affaire montée il y a un an et demi pour la clientèle chinoise, ils aiment jouer, oui, beaucoup d'argent. » Nella Leonidovna est « *general manager* » (en russe) du casino Primorié. Elle boit des cafés serrés, soigne sa beauté et ne sourit jamais pour ne pas abîmer son maquillage.

PIONNIÈRE du business des jeux – elle commença dès 1992 dans le premier établissement ouvert –, elle surveille de près soixante-dix croupiers, douze tables de poker et black-jack, les roulettes et le bar. « Des groupes touristiques viennent deux trois jours spécialement pour jouer », dit-elle. Son casino est le premier et M^{me} Nella dévoile ses armes : des voitures – japonaises – à gagner à la loterie et les shows de strip-tease. « Les Chinois adorent ça, ils sont trois cents tous les soirs pour des spectacles de qualité. » M^{me} Nella ne veut pas dévoiler son chiffre d'affaires, affirme « ne vraiment rien connaître » des groupes mafieux qui contrôlent les jeux. Tout juste dément-elle ce qui est dit dans la ville : le casino Primorié et l'hôtel qui lui est accolé ont été financés par des investissements chinois.

La Chine se réinstalle dans la ville, comme au début du siècle. « Les Japonais achètent tout, le bois, la ferraille, le poisson, mais ils n'investissent pas, cela demeure trop dangereux », explique Evguenia Lens. Le premier partenaire demeure la Corée du Sud : 40 millions de dollars d'investissements l'an dernier. Et Séoul inonde la région de matériaux de construction, hi-fi et électroménager. Les Sud-Coréens ont pu également mettre un pied dans l'un des secteurs les plus sensibles, la pêche. A l'institut de recherches comment sont gérées les fabuleuses ressources des mers du Japon, d'Okhotsk et de Béring. Cinq millions de tonnes de poissons avaient été pêchées en 1988. « Nous sommes à deux millions et demi aujourd-

basés à Pusan, en Corée du Sud », dit Alexandre Perednia. A trente-cinq ans, il est directeur général de la compagnie Vostok-1, dix-neuf bateaux, deux usines de transformation du poisson, 700 employés, 30 millions de dollars de chiffre d'affaires déclarés.

« Par sa politique désastreuse, l'Etat a laissé partir toute l'industrie de la pêche à l'étranger », proteste-t-il. Pusan est devenu l'un des plus gros ports russes du Pacifique : 2 000 navires, des docks rutilants, des chambres froides. « On est accueilli là-bas à bras ouverts, les contrôles sont loyaux, la paperasse limitée, à Vladivostok, ce n'est qu'une suite de problèmes, la production n'est pas en sécurité », ajoute-t-il. Bien sûr, sa firme est « parfaitement claire », se plie aux quotas, finance des recherches avec l'institut Tinro et se bat contre « les bra-

Toyota, Mitsubishi, Honda, tous les modèles sont là. On roule à tombeau ouvert, et de préférence en 4 x 4 Land Cruiser, devenu tellement banal qu'on en a vite fait un nom commun russe, le « cruiserov »

conniers toujours bien accueillis par les Japonais ». Vostok-1 vend aux Etats-Unis, à Hongkong, et son directeur général déplore que « l'Etat ait laissé se faire une réorganisation sauvage du secteur ».

Un homme a tiré profit de cette redistribution des cartes. Sergueï Darkine, trente-sept ans, élu en juin gouverneur du Primorié, dont Vladivostok est la capitale. Son élection, qui a pris de court tout le monde et provoqué la fureur du Kremlin, dont le candidat a été laminé, est venue souligner combien la politique locale n'était qu'une lutte brutale pour le contrôle des grands flux financiers. « Evidemment, vous ne trouverez pas un responsable politique ici qui n'ait pas eu des liens avec les milieux criminels », dit Alexandre Radouchkevitch. « Le plus incroyable est qu'ils ne se donnent même pas la peine de se cacher », sourit le journaliste Evguenia Lens.

Ancien du komsomol, M. Darkine a constitué sa première pelote dans le business automobile justement. Il a poursuivi dans le secteur de la pêche et la fortune vite constituée a ensuite prospéré avec des usines de soja, de mayonnaise et un poste d'administrateur dans la banque gérant les fonds publics de la

région. La presse moscovite, alimentée par le dépit du Kremlin, a décrit ses liens avec les mafias locales, sa présence aux obsèques de Sergueï Baoula, un grand parrain de la ville mort noyé « accidentellement ».

M. Darkine ne répond pas. Ses services expliquent qu'il « ne parle pas aux journalistes », qu'il « prépare l'hiver ». Le dernier fut terrible, qui vit une partie de la région paralysée par des coupures de chauffage et d'électricité, révélant l'incurie des autorités. « Il n'y a plus de puissance publique dans cette ville, alors les gens ont choisi un entrepreneur local, quelqu'un qui a à peu près légalisé ses affaires, plutôt que l'homme du Kremlin qui parlait comme un bureaucrate et sentait trop fort le soviétique », dit M. Radouchkevitch. La chevauchée sauvage de Vladivostok va donc pouvoir se poursuivre.

François Bonnet

FIN

L'incertaine succession de M^{me} Fontaine au Parlement européen

LA RENTRÉE du Parlement européen, fin août à Bruxelles, devrait être mouvementée : les groupes politiques vont débiter des tractations en vue de la succession de la présidente, Nicole Fontaine. La Française, membre de l'UDF, doit en effet abandonner le perchoir au mois de janvier 2002, en vertu d'un accord passé entre son groupe, le PPE (droite), et celui des libéraux, au moment de son élection par l'Assemblée, en juin 1999.

Depuis des années, les deux principaux groupes que sont le PPE et le PSE (socialistes) se partageaient le pouvoir, indépendamment des résultats du suffrage universel. Cette pratique pour le moins curieuse est largement liée aux règles de vote qu'imposent les traités, négociés par les chefs d'Etat et de gouvernement : ils exigent non pas une majorité relative, mais une majorité absolue de 314 voix sur 626, pour l'adoption définitive des projets de loi. Aucun groupe ne pouvant à lui seul les réunir, des alliances sont nécessaires. Elles ont conduit à une alternance du pouvoir, tous les deux ans et demi, alors qu'une législature dure cinq ans.

Le PPE a osé remettre en cause cette règle, au vu des résultats des élections de juin 1999, qui lui ont apporté 233 sièges, contre 180 aux

socialistes. Ce groupe a demandé à présider la première partie de la législature, bien que le président sortant, José María Gil-Robles, fût déjà un conservateur. Les socialistes ont refusé et présenté un candidat au perchoir, en la personne du Portugais Mario Soares. La droite a alors scellé une alliance avec les libéraux : ils votaient pour sa candidate, Nicole Fontaine, en échange de quoi elle soutiendrait le leur, l'Irlandais Pat Cox, en janvier 1999.

PLUSIEURS ÉPREUVES

M^{me} Fontaine, qui a été élue au premier tour de scrutin avec 306 voix contre 200 à M. Soares, devrait appeler son groupe à tenir parole. Mais comme les votes se feront dans le secret des urnes, et que les troupes du PPE, pour le moins hétéroclites, n'obéissent pas toujours aux consignes qui leur sont données, les jeux ne sont pas faits. Certains conservateurs anglais trouvent M. Cox trop à gauche et trop europhile : son groupe manifeste, de fait, une certaine indépendance de vues en votant avec la droite sur les questions économiques, mais en s'alliant aux socialistes et aux Verts sur les questions d'environnement ou de santé.

Les 22 membres de Forza Italia risquent aussi de ne pas voter

pour M. Cox, dont le groupe compte dans ses rangs Francesco Rutelli, l'adversaire acharné de Silvio Berlusconi. Plusieurs épreuves attendent d'ailleurs M. Cox, qui a réussi à faire preuve depuis quelques mois d'une certaine prudence et d'un grand sens du compromis, mais qui devra choisir entre M. Rutelli et le soutien du PPE.

La première pourrait être, en septembre, la demande de création d'une commission d'enquête sur les violences du lors G 8, réclamée par les Verts. La seconde viendra en octobre, quand M^{me} Fontaine proposera à l'Assemblée de se prononcer, à la demande du gouvernement espagnol, sur la levée de l'immunité parlementaire de Marcello Dell'Utri, principal collaborateur et ami du chef du gouvernement italien, soupçonné de fraude fiscale.

REVANCHE SOCIALISTE

Les socialistes veulent prendre leur revanche. Ils ont annoncé au mois de juin qu'ils auraient un candidat et ils devraient procéder le 31 août à sa désignation. Pour l'instant, seul est en lice David Martin, premier vice-président du Parlement européen, travailliste britannique. Cette candidature constituerait une chance pour Pat Cox, les conservateurs britanniques ne pouvant que le préférer à un tra-

vaille anglais lui aussi pro-européen. La GUE (communiste) décidera le 29 août si elle présente un candidat, avant de soutenir, éventuellement, celui des socialistes.

Chez les Verts, certains eurodéputés pensent qu'il faut une candidature écologiste, tandis que d'autres, comme Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des Français, considèrent qu'il faut monnayer un soutien à M. Cox, afin que celui-ci lance une réforme du Parlement européen destinée à lui donner une plus grande visibilité politique.

Daniel Cohn-Bendit devrait être candidat à la coprésidence de son groupe - dont les statuts prévoient qu'il est codirigé par un homme et une femme, et dont le président actuel, Paul Lannoye, a subi de très graves ennuis de santé. Il souhaite se servir de cette position pour mener une campagne Verte d'envergure avant les élections européennes de 2004. Il n'est pas sûr que le groupe accepte, certains Verts ne partageant pas ses positions fédéralistes européennes. D'autres en revanche pensent qu'une personnalité aussi connue arriverait à les « booster » lors de la prochaine échéance, à laquelle participeraient certains pays de l'Est où les écologistes ne sont guère implantés.

Rafaële Rivais

Pourquoi nous sommes en Macédoine

Suite de la première page

A bien des égards, les problèmes de ce pays sont une variante de ceux qui ont sous-tendu d'autres conflits balkaniques récents. Ils trouvent leur origine dans une méfiance profonde et ancienne entre des groupes ethniques et religieux différents.

A ce sujet, la réponse de l'Union et de la communauté internationale dans son ensemble a été très claire : aucune solution ne pourra être trouvée par une partition sur des bases ethniques. Ce principe est partagé par les pays des Balkans : en novembre 2000, le sommet de Zagreb, qui rassemblait pour la première fois l'ensemble des pays de la région, a souligné que les progrès de ces pays vers la démocratie, l'Etat de droit, la réconciliation et la coopération seraient fondés sur le respect des frontières existantes et des autres obligations internationales.

Cela passe par une reconnaissance du fait que tous les individus, quel que soit le groupe ethnique ou religieux auquel ils appartiennent, sont partie prenante dans l'avenir de leur pays. Cela suppose la liberté d'utiliser leur propre langue. Cela suppose que tous les groupes participent à la gestion des affaires publiques dans tous ses aspects et à tous les niveaux. Cela suppose une protection pour les minorités. Surtout, cela suppose que le dialogue remplace la violence. C'est ainsi que l'Union européenne s'est construite, et un demi-siècle de coopération pacifique et de stabilité sont là pour attester de l'efficacité de la méthode.

Au cours des dernières semaines,

j'ai investi beaucoup de temps et d'énergie, avec le représentant de l'Union européenne à Skopje, François Léotard, pour aider les Macédoïens à aller vers une solution de leurs problèmes conforme à ces principes. Cela n'a jamais été facile. Parfois, il a même pu sembler que la solution était hors de portée. Pourtant, le 13 août, j'ai assisté à la signature par les représentants des principaux partis politiques d'un accord qui offre un réel espoir. Cet accord, qui aborde notamment les questions que je viens d'évoquer, fournit en effet le cadre d'une solution politique pour mettre fin au conflit.

A bien des égards, les problèmes de ce pays sont une variante de ceux qui ont sous-tendu d'autres conflits balkaniques récents. Ils trouvent leur origine dans une méfiance profonde et ancienne entre des groupes ethniques et religieux différents

Mais ne nous y trompons pas : la signature de cet accord-cadre ne marque pas la fin d'un processus. Elle n'est que le début d'un nouveau chapitre. Beaucoup de travail reste à accomplir et les dirigeants devront faire preuve de maturité pour faire en sorte que les bonnes intentions inscrites dans l'accord se matérialisent effectivement.

Un des éléments essentiels de l'accord est la cessation complète des hostilités, suivie du désarmement des forces rebelles. La collecte des armes incombera à l'OTAN, qui a déjà envoyé un premier contingent de troupes en Macédoïne pour préparer le terrain en vue du déploiement d'une mission de plusieurs milliers d'hommes. Le déploiement dépendra du respect du cessez-le-feu par les deux parties. Le désarme-

ment est également lié à une amnistie pour tous les rebelles, à l'exception de ceux qui font l'objet d'une mise en examen pour crimes de guerre. Cette mesure a maintenant été offerte par le président macédoïen et acceptée par les rebelles.

A côté des questions liées au désarmement et à l'amnistie, il est prévu que le Parlement macédoïen doit rapidement adopter les mesures législatives visant à mettre en vigueur plusieurs des éléments de l'accord, y compris des modifications fondamentales de la Constitution du pays. Je crois que les dirigeants politiques de la Macédoïne sont attachés à une mise en œuvre

ple en matière de formation de policiers en vue d'obtenir une base de recrutement plus en rapport avec la composition de la population dans son ensemble. L'Union européenne est prête à faire tout son possible pour soutenir l'accord par une assistance pratique et financière, en étroite coopération avec les autres bailleurs de fonds - notamment les Etats-Unis - et les organisations internationales telles que l'OSCE.

Il y a quelques mois, le gouvernement macédoïen a signé un accord de stabilisation et d'association avec l'Union européenne. Il fait partie d'une série d'accords de ce type que l'Union est en train de négocier ou a déjà signés dans la région. Dans le cas de la Macédoïne, le potentiel de cet accord ne pourra être exploité pleinement que si le processus de paix est un succès.

Cet accord est un élément d'un processus plus large qui vise à intégrer les Balkans aux grands courants politiques et économiques de l'Europe. C'est l'une des spécificités de l'Union européenne que d'offrir un modèle d'intégration régionale comme garantie de paix. L'Union est en effet un puissant symbole de réconciliation qui exerce un fort attrait. Et elle illustre la valeur de l'attachement au principe selon lequel les différends politiques doivent être résolus par le seul dialogue.

C'est le chemin que, je crois, la Macédoïne et ses voisins doivent suivre pour bénéficier de la stabilité et de la prospérité auxquelles ils aspirent. L'accord-cadre signé à Skopje la semaine dernière est un point de départ. Les dirigeants politiques de Macédoïne devront faire preuve de courage et de prévoyance pour s'en tenir à ce chemin. L'Union européenne, pour sa part, continuera à offrir son soutien et son assistance pour faire en sorte que tel soit bien le cas.

Javier Solana

« Quelle serait la réaction d'une nation européenne si des archéologues étrangers venaient fouiller, sans l'accord des autorités, des sépultures préhistoriques, et emportaient chez eux les squelettes pour les étudier ? » Je crois savoir que les chercheurs américains sont citoyens de la même nation que les Indiens, et qu'ils n'ont pas emporté de vestiges dans un pays étranger. (...)

Vous écrivez par ailleurs : « l'hypothèse d'une origine européenne inquiète « bien évidemment » (sic) les Américains ». Pourquoi « bien évidemment » ? Les Américains sont-ils à priori de mauvaise foi ? ne sont-ils pas capables de faire face à la vérité, quelle qu'elle soit ? et n'y en a-t-il pas parmi eux qui aient assez de bon sens pour voir qu'une arrivée aussi ancienne ne change pas un iota à leurs droits historiques ? Ce n'est pas d'être arrivés il y a des milliers d'années qui fonde ces droits, mais d'avoir été spoliés et massacrés il y a 150 ans. (...)

Pierre-Marie Tricaud, Paris

que nous produisons de l'hydrogène de cette façon, nous produisons du gaz carbonique (à effet de serre). Par exemple, et en simplifiant, avec le charbon nous produisons 100 g d'hydrogène pour 300 g de carbone et 1100 g de gaz carbonique. Autrement dit, quand on utilise 100 g d'hydrogène dans la pile à combustible, on a produit de l'eau, de l'énergie et de la bonne conscience. On oublie que l'on a auparavant produit 1100 g de gaz carbonique, et de la mauvaise conscience.

Les recherches sur la pile à combustible et le stockage de l'hydrogène sont utiles. Celles qui permettent la production non polluante de l'hydrogène le sont encore plus. C'est là qu'est le noeud du problème.

Jacques Levisalles Bouville (Essonne)

L'ANCÊTRE

À propos du procès qui oppose des tribus indiennes aux anthropologues pour les restes d'un homme de 9000 ans, je m'étonne de lire dans *Le Monde* du 1^{er} août :

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléx : 202 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Le tango argentin de Bush

LES Européens peuvent se réjouir de voir que le président George W. Bush a changé complètement d'avis et a finalement accepté que le Fonds monétaire international (FMI) accorde un nouveau prêt de 8 milliards de dollars à l'Argentine. En décembre 2000, lorsque son prédécesseur, Bill Clinton, avait soutenu une première aide de 13,7 milliards de dollars du FMI à Buenos Aires, les amis du président élu Bush avaient sévèrement critiqué cette politique, qualifiée de laxiste.

M. Bush et les républicains pensent que les milliards de dollars versés aux pays en difficulté sont pris dans les poches des contribuables en pure perte : ils ne font que différer les réformes radicales dont ces pays ont besoin et, souvent, ne font qu'aggraver le mal et soutenir la corruption, comme en Russie.

L'administration Bush a cherché pendant tout l'été d'autres moyens en discutant directement avec les envoyés du président argentin Fernando de la Rúa et les fonctionnaires du FMI. Pour se résoudre à en convenir : le pays ne pourra pas sortir seul de l'ornière. Une nouvelle aide financière extérieure est incontournable pour rompre la spirale de la défiance.

Pour M. Bush, le cas n'était pas simple. Parce que l'Argentine est un bon élève du FMI ayant, dans les années 1980, mis en œuvre ses préceptes orthodoxes : déréglementation, privatisation et rigueur budgétaire. Pour tuer l'inflation, le pays a lié strictement sa monnaie, le peso, au dollar en fixant le taux de change à un

pour un. L'économie argentine a connu une croissance nettement supérieure à celle de ses voisins jusqu'à ce que des événements extérieurs viennent casser son équilibre, en 1997.

Crise asiatique, crise russe, hausse du dollar, dévaluation du real brésilien ont eu deux conséquences : hausse des taux d'intérêt réels et perte de compétitivité extérieure. Le pays s'est enfoncé dans la déflation, provoquant un accroissement rapide de la misère et semant le doute à l'intérieur et à l'extérieur sur le maintien de sa politique de dollarisation. Les Argentins se sont rués dans les banques pour échanger leurs pesos contre des dollars, renforçant du même coup la hausse des taux d'intérêt. Les créanciers extérieurs craignent que Buenos Aires ne puisse plus payer sa dette avec des taux devenus intenablement alimentés la défiance.

L'aide du FMI peut rétablir peu à peu la confiance, abaisser les taux et relancer la croissance. Le problème n'était pas qu'externe et il faudra aussi au président de la Rúa mieux assurer son pouvoir politique sur des gouverneurs récalcitrants à accepter un nécessaire centralisme budgétaire. Ce n'est pas gagné. Mais, pour les autres pays, le cas argentin est bénéfique. M. Bush a finalement admis que l'aide est indispensable et que, dans une économie mondialisée, le « conduis-toi bien » ne peut suffire. De ce point de vue, les organismes internationaux, comme le FMI, sont indispensables, même si, à l'évidence, ils doivent être réformés.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeron.
Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Alain Fourment
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints : Thomas Ferenzi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet
Directeur artistique : Dominique Royette ; adjoint : François Lollion
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Rédaction en chef centrale : Alain Frachon, Eric Fottorino, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre
Rédaction en chef : Alain Debove (International) ; Patrick Jarreau (France) ; Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Jossyane Savigneau (Culture) ; Serge Marti (Le Monde) ;
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faurvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

La « bataille du rat »

LES SERVICES de la dératisation de la Ville de Paris n'ont jamais abandonné, contrairement aux nouvelles répandues récemment, la « bataille du rat ». Cette année, comme les précédentes, l'alerte a été lancée dans la capitale par voie d'affiches publiant l'arrêt de pré-fet de police : « Vu... les arrêtés des consuls du 12 messidor an VII et du 3 brumaire an IX... la loi du 10 juin 1853... les règlements de 1936 et de 1940... l'arrêt de 1946... »

Cela confirme que le « péril ratier » n'est pas nouveau : les arrêtés du consulat ne s'inspiraient-ils pas de très anciennes ordonnances royales ? Les rats continuent de pulvériser parce que nous prenons rarement les mesures prescrites : obstruction des soupirax, chéneaux et gouttières, piégeage, appâts mortels, etc. ; parce que nous négligeons aussi de consulter les services de dératisation de la Vil-

le qui, malgré leur faible effectif (huit pour tout Paris), sont à notre disposition.

Des rats étrangers, venus des quatre coins du monde, arrivent chaque jour chez les importateurs, dans les sous-sols des Halles, des magasins, des entrepôts. Ils « colonisent » dans tous les abattoirs et les égouts, d'où ils gagnent les caves des immeubles. Ils passent partout, rien ne les arrête, ni le plomb des tuyaux, ni certains grillages, ni les câbles électriques. Ils consomment, endommagent ou détruisent des milliers de tonnes de marchandises, mais ils sont avant tout les fourriers rapides de la plupart des épidémies. Là est le vrai danger : l'épidémie de peste qui sévit en 1920 ne fut-elle pas propagée à Paris par les rats ?

A. S.

(25 août 1951.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index du Monde : 01-42-17-29-89. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

AU COURRIER DU « MONDE »

NOSTALGIE

Le train du modernisme gagne chaque année un peu plus nos campagnes. La petite micheline qui me conduisait dans la michene à la sortie du TGV, roulant toutes fenêtres ouvertes, rideaux claquant au vent, n'est plus. Plus de vent iodé qui annonçait l'océan, plus d'effluves de moissons, de foin, de bétail exhalées par toute une journée d'été.

Nous avons maintenant un TER à l'allure de petit TGV, avec un air conditionné standardisé. « Êtes-vous moderne ? Êtes-vous climatisé ? », tel est le slogan du syndicat des industries de la climatisation - c'est dire la pauvreté de l'argumentation. Bien sûr, on voit encore l'or du soleil couchant à travers les vitres - mais peut-être sont-elles teintées ? Et un jour, quand on sera encore plus moderne, il n'y aura même plus de fenêtre : des écrans vidéo montreront le paysage traversé... ou un autre.

Pierre-Marie Tricaud, Paris

BIOTECHNOLOGIES Les producteurs d'organismes génétiquement modifiés (OGM) condamnent les nouvelles destructions, par la Confédération paysanne, de parcel-

les de maïs transformé ● LES INDUSTRIELS réclament l'application de la loi et l'engagement du gouvernement en faveur de la poursuite d'essais en plein champ. ● LIMAGRAIN,

coopérative auvergnate, quatrième semencier mondial, craint que la recherche française prenne un retard irrattrapable ● L'INSTITUT national de la recherche agronomi-

que (INRA) voit dans la poursuite de la recherche en France le seul moyen de ne pas laisser aux Américains la mainmise sur l'alimentation ● EN ALLEMAGNE, des destructions de cul-

tures et les incertitudes juridiques autour des OGM ont entraîné la réduction des programmes de recherche et un début de délocalisation des essais en plein champ.

Les producteurs d'OGM défendent leur droit à la recherche

Les nouvelles destructions de parcelles expérimentales de cultures génétiquement modifiées ont surpris les entreprises, qui tentaient de jouer la carte du dialogue. Elles estiment que ces actions spectaculaires auront surtout pour conséquence d'affaiblir l'industrie française face aux Américains

« **TERRORISTES** », « **obscurantisme** », « **démarche totalitaire** ». Les mots n'étaient pas assez durs, sous la plume du directeur général du groupe Limagrain, pour condamner les destructions de trois parcelles de maïs transgénique, la semaine dernière, dans le sud de la Drôme (Le Monde du 16 août). « *La coupe est pleine* », a renchéri, mercredi 22 août, un porte-parole du semencier français, au lendemain de nouvelles destructions dans le Gard, qui visaient des parcelles exploitées par l'américain Monsanto. Limagrain s'est dit solidaire de son grand concurrent « *quand il s'agit de défendre des activités de la recherche* ».

Si ce groupe de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), quatrième semencier mondial, a décidé de sortir de son silence, c'est qu'il est lui aussi en pointe dans la recherche sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) en Europe. Cette coopérative, qui appartient à six cents agriculteurs des plaines de Limagne, réalise des essais en plein champ sur un maïs génétiquement transformé pour consommer moins d'eau. Le maïs classique est montré du doigt, en France car il « *pompe* » les réserves hydriques. Grâce à l'introduction de gènes de sorgho, une plante tropicale capable de supporter des pénuries d'eau, le groupe français espère dis-



poser d'un maïs résistant à la sécheresse, « *en 2009, si on n'entrave pas nos travaux* », souligne Jean-Claude Guillon, le directeur de la stratégie de Limagrain.

Les producteurs de plantes OGM, les américains Monsanto, DuPont ou Dow, la suisse Syngenta et les français Aventis ou Limagrain, pensaient avoir trouvé un *modus vivendi*, en France, après que le gouvernement eut décidé de

rendre publique la liste des essais en plein champ, dans un souci commun de plus de « *transparence* ». Ils avaient aussi noté, avec soulagement, le faible écho rencontré par la journée mondiale anti-OGM du 17 avril. Plus encore, ils avaient entendu, avec délices, l'ONU exhorter, le 8 juillet, les pays riches à oublier leurs craintes des OGM pour aider les pays en développement à exploiter le potentiel des

de l'incertitude, établir la vérité scientifique, évaluer exactement les avantages et les risques éventuels », a-t-il indiqué dans un communiqué.

● **Yves Cochet**, le ministre de l'environnement, réclame « *un débat sur la finalité et les objectifs de la culture en plein champ des OGM* ». Il condamne « *les actes illégaux* » tout en estimant « *sur le fond, que les problèmes posés par la Confédération paysanne sont de vrais problèmes* », a-t-il déclaré sur France 2.

maîtrisé. Je suis favorable à une pédagogie du risque. J'ai d'ailleurs lancé une recherche sur les craintes et les connaissances scientifiques sur les dangers éventuels des OGM. »

● **Roger-Gérard Schwartzberg**, ministre de la recherche, a souhaité « *un débat citoyen* » sur les OGM. Il renvoie dos à dos « *l'angélisme des multinationales, et la diabolisation des OGM* ». Le principe de précaution « *implique une obligation de recherche pour sortir*

réaction de la plante dans l'environnement naturel. D'où l'intérêt crucial de vérifier son comportement en conditions agronomiques.

2. L'arrêt d'une recherche sur les OGM serait-il préjudiciable ?

Nous sommes dans un manichéisme stupide : entre une agriculture toute chimique et une agriculture toute biologique, l'une productive et dangereuse, l'autre qui serait saine. Or, les biotechnologies apportent la possibilité d'amélioration ciblée des pratiques agricoles et des produits récoltés. On peut escompter des améliorations pour l'environnement (moins de pesticides épanchés) et des produits mieux adaptés aux consommateurs. Les pouvoirs publics peuvent aussi bien décider que les biotechnologies végétales ne sont pas un enjeu stratégique. Alors nous serons dépendants d'un savoir-faire et de semences venus de l'étranger. La qualité des produits que nous mangerons dépendra de la pression contractuelle que nous pourrions exercer sur nos four-

nisseurs. C'est en conservant notre capacité de production de connaissances que l'on peut espérer échapper à la mainmise des Américains sur le contenu de nos assiettes.

3. Existe-t-il une recherche publique active pour les OGM ?

La frontière entre recherche privée et publique, en biologie fondamentale, est de plus en plus floue. Tous les laboratoires travaillent à caractériser les gènes qui contrôlent les étapes essentielles du développement des plantes. *In fine*, on devrait par exemple améliorer la qualité des fruits, en maîtrisant la mise en réserve du sucre, en contrôlant la maturité ou en développant tel ou tel arôme. Bien sûr, il s'écoulera des années de recherches avant que nous soyons capables de maîtriser telle ou telle caractéristique. Ce sera alors à la société de dire si on doit ou non accepter des poires au parfum de pêche...

Propos recueillis par Véronique Lorelle

L'Allemagne est confrontée à la délocalisation des cultures expérimentales

FRANCFORT de notre correspondant

La controverse sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) en Allemagne a été relancée, mi-août, par une initiative spectaculaire du Land de Brandebourg. Le ministère de l'agriculture de cette région de l'est du pays a ordonné de détruire, peu avant la récolte, un champ de colza soupçonné d'avoir été contaminé par une culture expérimentale voisine. Une décision qui fait des vagues parmi les professionnels de la biotechnologie, car la présence d'OGM dans les plants n'a pas été confirmée. La destruction de la récolte « *est tout à fait absurde sur le plan technique, c'est*

un mauvais signal pour l'agriculture », s'est indignée la Fédération des producteurs de végétaux.

De fait, les passions qui entourent les OGM ont tendance à décourager les recherches. Le nombre de cultures expérimentales serait orienté à la baisse, après avoir connu un certain essor lors des années 1990. En 1999, 446 essais avaient été autorisés, au profit de 25 entreprises. Mais les demandes concernant de nouveaux projets ont fortement chuté. Chez KWS par exemple, le plus important semencier allemand, ce type de recherche a été délocalisé vers les Etats-Unis. « *Nous avons été parmi les premiers à mener ici des cultures expérimentales sur la*

betterave, mais nous n'avons quasiment plus aucun essai en Allemagne ; tous les semenciers ont tendance à faire de même », observe Henning von der Ohe, porte-parole de KWS. Un exode qui inquiète les milieux d'affaires : « *Nous perdons rapidement notre position de pointe dans la recherche sur les plantes génétiquement modifiées* », constate-t-on auprès de la l'Association industrielle des biotechnologies.

INCERTITUDES JURIDIQUES

Plus que la menace de destructions des sites – quelques actions ont été menées ces dernières années, en particulier par les militants de Greenpeace –, ce sont sur-

biotechnologies, dans son rapport 2001 sur le développement humain. Enfin, les récents projets de la Commission européenne sur l'étiquetage et la traçabilité des OGM les ont, en partie, rassurés sur l'avenir commercial de leurs produits.

La destruction, dans la nuit du 10 au 11 août, des essais de Meristem Therapeutics, une start-up de Clermont-Ferrand qui, depuis une décennie, s'ingénie à transformer des plantes en usines à médicaments (Le Monde du 17 avril), a provoqué un électrochoc. La parcelle arrachée était plantée d'un maïs transformé pour produire de la lipase, utile dans le traitement de la mucoviscidose. « *Tout comme il n'y a pas de "bon" nucléaire, l'alibi thérapeutique ne justifie pas plus la poursuite d'un tel processus que les "nécrotechnologies" agroproductivistes* », avait expliqué l'organisation qui avait revendiqué l'opération. « *En s'attaquant sciemment aux OGM destinés à lutter contre les maladies, les opposants montrent jusqu'où ils peuvent aller : il n'y a plus de limites !* », estime François Thiboust, directeur des relations extérieures du groupe Aventis CropScience France, et porte-parole des professionnels de la semence et de la protection des plantes, réunis au sein de la plate-forme CFS-GNIS-UIPP.

Les surfaces plantées en OGM ne cessent de progresser dans le monde, où elles représentent 48 millions d'hectares, soit une surface supérieure à celle de la Grande-Bretagne. Mais plus de 95 % de ces cultures sont concentrés dans trois pays : les Etats-Unis, le Canada et l'Argentine. En Europe où aucune plante transgénique n'est commercialisée – à l'exception de l'Espagne qui cultive environ 30 000 hectares de maïs BT, résistant à un insecte, et vendu par Syngenta –, les entreprises ont axé leurs recherches sur des produits plus « *qualitatifs* » : des plantes résistantes à la séche-

resse ou capables de pousser en milieu salin, des maïs améliorés pour l'industrie de l'amidon ou pour offrir une meilleure digestibilité pour le bétail... Les industriels pensaient, grâce à ces « *OGM de deuxième génération* », comme ils les appellent, lever les réticences des consommateurs.

La campagne de la Confédération paysanne leur fait désormais craindre de voir les opposants aux OGM gagner complètement la bataille de l'opinion publique. « *Cela arrive au moment où nous avions avec les organisations de consommateurs des discussions beaucoup plus ouvertes qu'il y a trois ans. Il était même question de faire visiter les essais !* », souligne M. Thiboust, d'Aventis.

Les producteurs d'OGM demandent au gouvernement qu'il fasse appliquer la loi et s'engage explicitement en faveur de la poursuite des essais en plein champ. « *Nos essais sont autorisés et dûment contrôlés. Si on les détruit, on n'aura pas la réponse aux questions que l'on se pose sur les OGM* », soulignent-ils en substance. Les industriels rejettent la proposition des anti-OGM de « *confiner* » les cultures en laboratoire ou en serre. Les essais en champs, estiment-ils, sont nécessaires pour observer le comportement des plantes transformées en conditions naturelles. Certains souhaiteraient même la mise en place d'essais en grandes parcelles, comme en Grande-Bretagne. « *Là-bas, les parcelles atteignent de 10 à 25 hectares contre au maximum 3 hectares en France. On peut vraiment évaluer l'impact de nos produits sur les oiseaux, les insectes et la flore* », fait observer M. Thiboust.

Le groupe coopératif Limagrain dénonce ce qu'il appelle « *le paradoxe des paradoxes* » : « *Les opposants prétendent lutter contre la mainmise de quelques groupes monopolistiques sur la génétique mondiale, mais leurs actions portent préjudice surtout aux semenciers*

indépendants européens, qui ne disposent pas de positions fortes sur le marché américain. En détruisant nos recherches, ils fragilisent nos entreprises et font craindre, à dix ans, l'absence d'acteurs français ou européens dans les biotechnologies végétales. » La vente programmée d'Aventis CropScience, un fleuron de l'agrochimie française, à l'allemand Bayer, est déjà perçue comme un recul français dans ce secteur, dans un contexte de compétition mondiale exacerbée, mais aussi du fait de l'incertitude que fait courir la polémique sur les OGM sur les investissements dans ce domaine.

Les industriels craignent de voir les opposants gagner la bataille de l'opinion publique

Un dirigeant ulcéré pointe du doigt les contradictions de la politique française : « *On vit dans un monde où il y a des OGM. Si on n'en veut pas, que l'on érige des barrières aux frontières, que l'on subventionne nos agriculteurs et que l'on arrête les bateaux de soja américain qui alimentent notre bétail depuis l'interdiction de la farine animale.* » La destruction des essais, si elle n'a pas de conséquences économiques directes, retarde le processus de mise sur le marché de nouvelles semences. Mais les semenciers et les agrochimistes peuvent encore faire leurs essais à l'étranger, avec un risque non négligeable de délocalisation des chercheurs, comme c'est le cas en Allemagne.

V. L.

Limagrain, la coopérative auvergnate rivale de Monsanto

INSTALLÉ au cœur des Limagnes, à Chappes, près de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), le groupe Limagrain emploie 4 807 personnes dans plus de vingt pays pour un chiffre d'affaires de près d'un milliard d'euros en 2001. Présenté dans les produits alimentaires, avec notamment les pains Jacquet, cette coopérative est surtout le quatrième semencier mondial. Limagrain est le leader en Europe des semences de maïs, de blé et autres céréales à paille et le numéro un des graines potagères avec la marque Vilmorin.

Le groupe tente de renforcer ses positions aux Etats-Unis, où il s'est associé au semencier indépendant allemand KWS. Malgré cela, Limagrain ne pèse que 3 % des ventes de maïs aux Etats-Unis quand il s'arroge près d'un quart du marché en Europe. En comparaison, l'américain DuPont et la suisse Syngenta fournissent chacun 30 % du marché américain des semences de maïs. Le semencier, qui se trouve en Europe dans l'environnement concurrentiel difficile de l'agriculture et de ses crises alimentaires à répétition, est handicapé par sa faible position sur le marché américain, principal débouché des produits issus du génie génétique. « *Notre activité étant européenne, nous sommes obligés de conduire notre recherche dans les OGM en n'ayant aucune ressource pour la financer* », souligne Jean-Claude Guillon, le directeur de la stratégie du groupe. Le développement des biotechnologies végétales est

depuis longtemps une priorité pour Limagrain, à l'origine de la naissance de Meristem Therapeutics, une société consacrée aux OGM à des fins médicales.

Pour acquérir des connaissances stratégiques sur le génome des grandes cultures, la coopérative s'est associée avec l'Institut national de recherche agronomique et le CNRS dans Génomplante, un programme lancé par le gouvernement en 1999 et qui vise à conforter la place de la France dans les biotechnologies végétales. Limagrain travaille aussi en partenariat avec une autre coopérative (Pau Euralis) et des représentants de la filière agricole dans Biogemma.

« *La campagne anti-OGM et la destruction des essais nous a amenés à nous interroger : fallait-il démissionner, baisser les bras, faire notre recherche ailleurs ? Notre réponse à nous, c'est non !* », affirme M. Guillon. Mais sur le terrain, Limagrain rencontre de nouvelles difficultés, liées aux réticences des maires ruraux, dont certains ont déjà interdit la culture d'OGM dans leur commune, et des agriculteurs, qui hésitent à accueillir de nouveaux essais dans leurs champs, de peur de les voir saccagés par les anti-OGM. « *Où planterons-nous nos essais dans le futur, si même nos agriculteurs n'en veulent plus ?* » s'interroge Limagrain.

V. L.

tout en tenant compte des fortes inquiétudes de la population. Mais la crise de la vache folle a mis à mal ce processus.

Nommée en pleine tempête, M^{me} Künast veut tout faire pour augmenter la protection des consommateurs, quitte à révolutionner les méthodes agricoles. « *L'approche de M^{me} Künast est très prudente sur les OGM, car beaucoup d'incertitudes existent sur ce dossier* », note-t-on dans son entourage. En juin, la ministre verte a ainsi suspendu *sine die* une procédure d'autorisation d'un maïs modifié génétiquement, que la société KWS entendait produire à des fins commerciales.

Philippe Ricard

La direction de Moulinex maintient son plan de restructuration

LE MOIS de réflexion réclamé par la direction n'aura guère été fructueux. Jeudi 23 août, lors de la reprise du comité central d'entreprise (CCE), l'état-major du groupe Moulinex-Brandt a maintenu dans sa quasi-totalité le plan de restructuration.

En avril, le groupe avait annoncé la suppression de 1 500 postes et la fermeture de trois usines en France, à Alençon (Orne), Cornelles-le-Royal (Calvados) et Lesquin (Nord). Certes, les deux premiers sites devraient finalement être préservés — une mesure conforme à l'appareillement aux propositions du rapport d'expert commandé par les élus du comité d'entreprise —, mais les activités de production seront bel et bien arrêtées. L'usine d'Alençon ne conservera ainsi qu'une certaine d'emplois (sur 1 100 actuellement), dans les services de comptabilité, bureaux d'étude et outillage, tandis que celle de Cornelles-le-Royal, pour laquelle la direction souhaite trouver un projet de réindustrialisation, ne conservera que les effectifs de son bureau d'études.

Le CCE de Moulinex doit se réunir de nouveau le 6 septembre pour rendre son avis sur le plan de restructuration. « Ce plan de restructuration n'est pas en mesure de résoudre les difficultés du groupe », explique Thierry Le Paon, délégué CGT. Des assemblées générales devaient avoir lieu vendredi sur les sites concernés. Au lever du jour, environ 26 personnes de l'usine de Cornelles-le-Royal se sont rendues devant la préfecture du Calvados pour déverser des micro-ondes devant la porte de l'édifice.

José Barroso (avec AFP)

Les compagnies aériennes à bas prix rencontrent un vif succès outre-Manche

Le nombre de leurs voyageurs a progressé de 20 % en 2000, contre 5 % pour les transporteurs « traditionnels ». Elles veulent exporter leur modèle sur le continent, notamment en France, où AOM-Air Liberté a libéré des créneaux

LONDRES

de notre correspondant à la City

Le succès des compagnies aériennes à bas coûts (*low cost*) outre-Manche va-t-il gagner le continent ? Profitant des créneaux horaires libérés par AOM-Air Liberté, qui va réduire son réseau, Easyjet a engagé des pourparlers afin d'assurer des vols depuis l'aéroport parisien d'Orly vers Londres et Liverpool. La compagnie, qui ne dessert pour le moment, sur le territoire français, que la ville de Nice, envisage de baser en permanence sept avions à Orly et de proposer des vols Paris-Londres et Paris-Liverpool pour quelque 25 livres sterling (39 euros), à partir de mars 2002.

Sur le Vieux Continent, les compagnies qui pratiquent des prix réduits (à l'instar de Virgin Express) ne représentent que 6 % du marché, énorme potentiel que les firmes britanniques, comme Easyjet, Ryanair et Go, entendent exploiter grâce à leur savoir-faire. Dans son matériel publicitaire, Ryanair affirme son ambition de devenir le plus gros transporteur aérien européen dans dix ans.

La « bande des trois » (Easyjet, Go, Ryanair) représente déjà un cinquième du trafic passagers au départ des cinq aéroports londoniens. Ils ont enregistré en 2000 une progression du nombre de leurs voyageurs de 20 %, contre 5 % pour les transporteurs réguliers. Alors que British Airways est contrainte de se mettre à la diète, elles multiplient les ouvertures de lignes et les achats d'avions. En cette période de restriction des notes de frais et du train de vie professionnel, bon nombre de cadres,

confrontés à l'emballage des prix de la *business class* des compagnies régulières, préfèrent acheter un billet à prix « cassé » sur des destinations d'affaires comme Edimbourg, Dublin, Madrid ou Amsterdam.

Comment expliquer ces performances ? « En Grande-Bretagne, le facteur prix est essentiel », explique un consultant londonien. Le principe est simple : transport de point à point permettant les rotations accélérées, recours à des aéroports secondaires où les créneaux de décollage sont faciles à obtenir et les redevances abordables, personnel minimal, flotte homogène, tarifs modulés en fonction de la période de réservation, etc. Le modèle adopté est celui de SouthWest, une compagnie texane qui a fait un tabac depuis sa création, en 1971.

RÉSERVATION SUR INTERNET

Les compagnies « low cost » font d'abord leurs vaches grasses de l'émergence d'une nouvelle classe de voyageurs : ceux qui possèdent une résidence secondaire ou ont pris leur retraite en France, en Espagne ou en Italie. « Au lieu de séjourner deux fois par an dans sa maison de Dordogne, cette clientèle, moyennement nantie, peut en profiter une fois par mois », souligne un voyageur. S'ajoute la vogue, outre-Manche, des week-ends prolongés dans des villes touristiques nouvelles, comme Bilbao, Helsinki, Perpignan ou Marrakech. Elles bénéficient également, en sens inverse, du formidable engouement de jeunes continentaux, en particulier des étudiants, pour Londres. Enfin, la mauvaise image de marque des

vols charters a avantagé ces compagnies volant au même prix mais sur des liaisons régulières.

Les courtes distances rendent supportables les désagrèments causés par des sièges moins espacés, le service minimal à bord, l'enregistrement parfois chaotique au sol et le surcroît de fatigue causé par le choix d'aéroports plus éloignés du centre-ville. En Grande-Bretagne, elles ont su tabler sur l'encombrement des routes, le débordement du chemin de fer et les méfaits du duopole British Airways (BA)-British Midlands (BMI) qui maintient les tarifs intérieurs artificiellement élevés. Enfin, le fantastique développement du commerce en ligne a permis à ces transporteurs de s'équiper d'un système sophistiqué de réservation sur Internet. Résultat : chez Ryanair, le coût de la réservation ne représente que 4 % du prix du billet, contre 12 % chez BA.

La City est enthousiaste et les investisseurs institutionnels se pressent au tourniquet pour miser sur ces compagnies apparues dans la foulée de la déréglementation du ciel européen, en 1997. Avec les signes de ralentissement économique en Grande-Bretagne comme sur le Vieux Continent, certains incitent à la prudence. A l'exemple de Chris Tarry, spécialiste du transport aérien auprès de la Commerzbank : « Il s'agit de société monoproduit, dont les marges bénéficiaires sont faibles. Le marché n'est pas extensible à l'infini. Une récession risque d'aiguiser la concurrence et pourrait entraîner une guerre des prix suicidaire. »

Marc Roche

L'américain Cisco se réorganise autour de onze lignes de produits

LE LEADER MONDIAL des équipements de réseaux, l'américain Cisco, a présenté, jeudi 23 août, sa plus grande réorganisation depuis 1997. La société dirigée par John Chambers a décidé de se structurer autour de onze lignes de produits. Jusqu'à alors, elle était organisée en trois grandes divisions qui correspondaient à ses segments de clientèle (grandes entreprises, PME et opérateurs de télécommunications). Cisco souffrait, comme ses concurrents, d'une baisse d'activité et anticipait un chiffre d'affaires pour le troisième trimestre historique — voire en légère diminution — à celui de l'an dernier. L'entreprise a engagé un plan de réduction d'effectifs qui a touché 8 500 personnes. L'ex-vedette du Nasdaq a également annoncé le départ de Kevin Kennedy, quarante-cinq ans, qui dirigeait la division de télécommunications. A l'heure où quelques grands équipementiers, comme Lucent ou Nortel, sont à la recherche de PDG, les rumeurs vont bon train.

Royal Canin va reprendre « Trente Millions d'amis »

LE PDG D'EMAP FRANCE, Arnaud de Puyfontaine, a confirmé jeudi la cession prochaine du magazine *Trente Millions d'amis* (88 150 exemplaires de diffusion payée en 2000) à la société Aniwa, filiale du groupe de nutrition animale Royal Canin (elle-même filiale du groupe américain Mars Inc.). Emap France n'était pas propriétaire de la marque, toujours détenue par la Fondation Trente Millions d'amis et les ayants droit de Jean-Pierre Hutin. La vente s'effectuera sur la base d'une valorisation de 22 millions à 25 millions de francs du premier titre animalier de la presse française, soit une année de chiffre d'affaires. Aniwa cherche à constituer un groupe de production multimédia animalier (télévision, radio, presse, Internet).

Emap France, qui va lancer trois nouveaux sites Internet consacrés au golf, à la santé et à l'automobile, directement liés aux magazines du groupe, est en revanche intéressé par la reprise de certains actifs de la presse professionnelle de Vivendi Universal, comme les salons (Exposium) ou le groupe Moniteur. Il envisage également des développements dans la radio et la télévision numérique terrestre.

L'Ofstel hausse le ton face à British Telecom

L'AUTORITÉ DE RÉGULATION des télécommunications britannique, l'Ofstel, a haussé le ton jeudi face à British Telecom (BT), en annonçant qu'il allait déterminer des critères obligatoires auxquels devra répondre l'ancien opérateur national dans le dégroupage de sa boucle locale, pour permettre notamment à des concurrents de commercialiser des services Internet à haut débit. Plusieurs opérateurs téléphoniques se sont plaints du caractère « inadéquat » de l'offre de BT et l'Ofstel estime que « la plupart de ces plaintes étaient justifiées ». L'Ofstel a donc décidé de mettre au point les grandes lignes d'un nouveau contrat entre BT et les opérateurs, après une période de consultation entre les différents acteurs. L'Ofstel prévoit également d'imposer des amendes à BT.

TABLEAU DE BORD

ÉCONOMIE

Les capitaux reviennent dans la zone euro en juin

SELON les chiffres publiés par la Banque centrale européenne, jeudi 23 août, le total des investissements directs et des investissements de portefeuilles étrangers dans la zone euro a dépassé, en juin, de 19,8 milliards d'euros le montant des capitaux sortant d'Europe. Sur les six premiers mois de l'année, les flux de capitaux investis traduisent toujours des sorties nettes de 97,6 milliards d'euros, soit beaucoup plus que les 7,9 milliards d'euros enregistrés au premier semestre 2000.

■ FRANCE : l'indice des prix à la consommation a reculé de 0,2 % en juillet a annoncé l'Insee, vendredi, qui confirme son estimation du début de mois. Sur douze mois, les prix ont augmenté de 2,1 %.

■ ALLEMAGNE : l'institut d'études économiques allemand HWWA a réduit jeudi sa prévision de croissance économique du pays en 2001, qu'il situe désormais entre 1 % et 1,5 %, contre 1,7 % antérieurement.

■ ÉTATS-UNIS : l'Association américaine des industriels (NAM) et sept autres organisations ont une nouvelle fois invité le Trésor à abandonner sa politique de dollar fort. La NAM estime que « la surappréciation actuelle du dollar sur le marché des changes » a eu un impact « stupéfiant » sur l'économie américaine.

■ Le chômage est susceptible de continuer à monter, a déclaré jeudi Robert McTeer, président de la banque de réserve fédérale de Dallas (Texas). « La main-d'œuvre s'est contractée depuis environ cinq mois et le taux de chômage est passé de 4 % à 4,5 %. Et il va continuer à monter », a-t-il dit.

AFFAIRES

INDUSTRIES

● SONERA : l'opérateur de télécommunications finlandais Sonera a annoncé, jeudi 23 août, la suppression de près de 1 000 emplois. Le principal opérateur de téléphonie mobile en Finlande a indiqué qu'il poursuivait ses efforts pour assainir les dettes contractées pour investir dans la téléphonie de troisième génération (UMTS) en Norvège, Allemagne, Italie et Espagne.

● SAINT-LOUIS : la Commission européenne a décidé d'ouvrir, jeudi, une enquête sur l'acquisition de Saint-Louis Sucre, deuxième sucrier français, par le groupe allemand Südzucker. Des investigations doivent également être menées sur la fusion des activités pétrolières de Shell et du groupe allemand RWE.

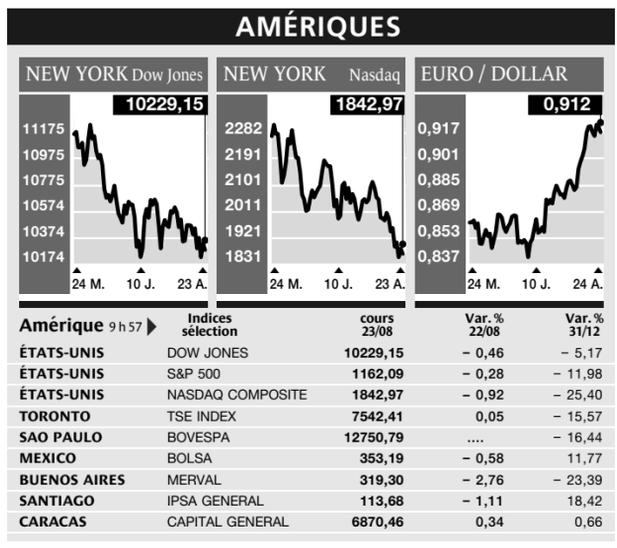
● AIR LIQUIDE : Air liquide et le groupe américain Air products ont annoncé, jeudi, la création d'une entreprise commune en Chine, Wuxi-Hitech Gases Company, qui sera construite à côté de Shanghai.

SERVICES

● LES ÉDITIONS JALOU : le groupe de presse féminine lance le mensuel *Muteen*, destiné aux 16-20 ans. Vendu 10 francs au prix de lancement et tiré à 150 000 exemplaires, il est réalisé avec à un comité éditorial de huit très jeunes femmes et propose dans son premier numéro des interviews de Jamiroquai, Elie Semoun et Doc Gynéco.

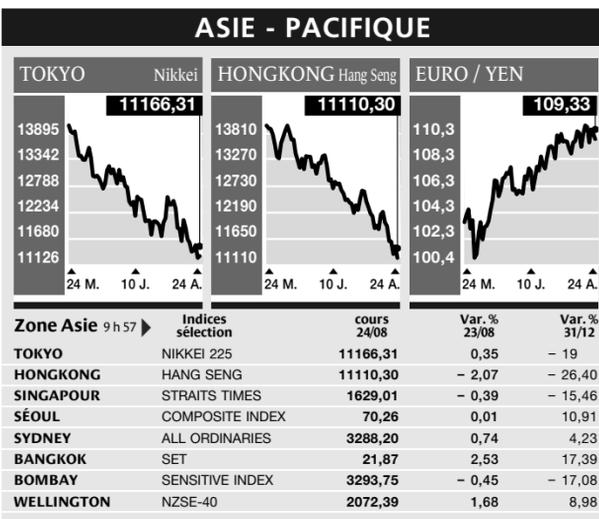
FINANCES

● MEDIOBANCA : la banque milanaise Mediobanca a annoncé, selon *Les Echos*, avoir dégaugé une plus-value de 832 millions d'euros lors de la cession de sa participation dans Montedison au tandem Fiat-EDF.



Cours de change croisés

24/08 9 h 57	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR.S.
DOLLAR	.....	0,83455	0,91260	0,13912	1,44460	0,60082
YEN	119,82500	.....	109,33500	16,66500	173,08000	71,99500
EURO	1,09577	0,91462	.....	0,15245	1,58290	0,65850
FRANC	7,18780	5,99930	6,55957	.....	10,38515	4,31955
LIVRE	0,69223	0,57770	0,63175	0,09630	.....	0,41600
FRANC SUISSE	1,66440	1,38880	1,51865	0,23155	2,40425	.....



Taux de change fixe zone Euro

Euro contre	Taux	contre franc	Taux	Hors zone Euro	23/08
FRANCE	6,55957	EURO	0,15245	COURONNE DANOISE	7,4472
ALLEMAGNE	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35885	COUR. NORVÉGIENNE	8,1120
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774	COUR. SUÉDOISE	9,4240
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238	COUR. RONNE TCHÈQUE	34,3030
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190	DOLLAR AUSTRALIEN	1,7118
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703	DOLLAR CANADIEN	1,4072
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	3,82894	DOLLAR HONGKONG	7,1071
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660	DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0715
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607	FORINT HONGROIS	251,5200
MARKKA FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLAND.	1,10324	LEU ROUMAIN	2,2170
DRACHME GREC.(100)	3,40750	DRACHME GREC. (100)	1,92503	ZLOTY POLONAIS	3,8593

Taux d'intérêt (%)

Taux 23/08	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	4,44	4,23	4,96	5,52
ALLEMAGNE	4,50	4,30	4,84	5,43
GDE-BRETAG.	5,13	4,86	4,87	4,54
ITALIE	4,50	4,24	5,22	5,83
JAPON	0,07	0,01	1,40	2,44
ÉTATS-UNIS	3,53	3,40	4,89	5,45
SUISSE	3,44	3,16	3,24	3,92
PAYS-BAS	4,45	4,24	4,99	5,49

Matif

Cours 9 h 57	Volume 24/08	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5	887	89,69	89,91
Euribor 3 mois	NC	NC	NC
JANVIER 2001	NC	NC	NC

BOURSES

Le CAC 40 progressait de 0,83 %, vendredi matin 24 août, à 4 849,60 points. A Londres, le Footsie restait quasi stable, peu après l'ouverture, à 5 398,20 points, soit une hausse insignifiante de 0,03 %. A Francfort, l'indice Dax s'appréciait de 1,02 %, à 5 307,64 points. A Tokyo, l'indice Nikkei a terminé la séance de vendredi sur un gain de 0,35 %, à 11 166,31 points. A Wall Street, l'indice Dow Jones s'était replié de 0,46 %, jeudi 23 août, à 10 229,15 points. Riche en valeurs de technologie, l'indice Nasdaq avait reculé de 0,92 %, à 1 842,97 points.

TAUX-CHANGES

L'EURO restait ferme face au billet vert, vendredi 24 août dans les premiers échanges, consolidant ses gains récents face à la devise américaine. La monnaie unique se stabilisait en effet à 0,9163 dollar. De son côté, le yen continuait à gagner du terrain face au dollar. La devise nipponne cotait 119,59 yens pour un dollar. Les marchés obligataires européens restaient stables, vendredi matin. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) français à dix ans s'établissait à 4,96 %. Le taux du Bund, son homologue allemand, s'inscrivait à 4,84 %.

Retrouvez ces cotations sur le site Web : www.lemonde.fr/bourse

VALEURS EUROPÉENNES

● Le groupe chimique et pharmaceutique allemand **Bayer** a perdu, jeudi 23 août, 1,72 %, à 34,30 euros après avoir annoncé le retrait de son médicament anticholestérol, le Baycol, du marché japonais. Cette mesure amputera jusqu'à 150 millions d'euros le bénéfice d'exploitation annuel du groupe. Le produit a déjà été retiré d'autres pays après avoir été rendu responsable de la mort de 52 personnes, entraînant des poursuites judiciaires.

● **Nestlé** cède 3,3 % à cause de la révision à la baisse des prévisions de Goldman Sachs sur ses résultats. Le premier groupe alimentaire mondial a annoncé mercredi une hausse de son bénéfice au pre-

mier semestre et prévu une année record. Mais la banque s'inquiète de la « baisse des marges sous-jacentes » au premier semestre.

● **Sonera** a abandonné jeudi 5,24 %. Le premier opérateur finlandais de télécommunications a annoncé la suppression de 9 % de ses effectifs, soit environ un millier d'emplois, en raison de la crise de son secteur.

● Le groupe financier néerlandais **ING** a gagné, jeudi, 0,81 % après avoir annoncé une hausse de son bénéfice d'exploitation à 2,403 milliards d'euros au premier semestre contre 2,071 milliards pour la même période en 2000, conformément aux prévisions.

24/08 10h10

Code pays	Cours en euros	% Var. 23/08
AUTOMOBILE		
AUTOLIV SDR SE	21,97	-0,48
BASF AG DE	45,60	+0,88
BMW DE	36,20	+0,84
CONTINENTAL AG DE	14,05	-0,50
DAIMLERCHRYSLER DE	50,75	+0,10
FIAT IT	25,62	-0,12
FIAT PRIV. IT	16,76	-0,71
MICHELIN FR	35,30	+0,86
PEUGEOT FR	52,75	+0,86
PIRELLI SPA IT	2,35	+0,43
DR ING PORSCHE DE	391	-0,51
RENAULT FR	48,97	+0,45
VALEO FR	50,20	-1,57
VOLKSWAGEN DE	50	+1,42
DJ E STOXX AUTO P	224,23	+0,56

Code pays	Cours en euros	% Var. 23/08
BANQUES		
BANK OF IRELAND GB	17,16	-1,64
ABBAY NATIONAL GB	17,86	+0,18
ABN AMRO HOLDING NL	20,44	...
ALL & LEICS GB	13,07	+0,12
ALLIED IRISH BA GB	19,66	-0,16
ALMANIJ GR	43	+0,09
ALPHA BANK BE	23,14	-0,26
B.P.EMILIA ROMA IT	33,90	...
B.P.LODI IT	10,36	+0,19
B.P.NOVARA IT	7,44	+0,54
B.P.SONDRIO IT	11	...
B.P.VERONA E.S. IT	11,21	-1,06
BANCA ROMA IT	3,51	+0,29
BANK OF PIRAEUS GR	11,90	+0,34
BANKINTER R ES	39,52	+0,10
BARCLAYS PLC GB	35,17	+0,36
BAYR.HYPO-UVER DE	46,85	+0,54
BBVA R ES	14,12	+0,86
BCA AG.MANTOVAN IT	10,17	-0,78
BCA FIDEURAM IT	10,71	+2,98
BCA LOMBARDA IT	10,16	-0,10
BCA P.BERG.-CV IT	19,21	+0,10
BCA P.MILANO IT	4,66	+0,22
B.P.CINDUSTRIA IT	10,91	+0,55
BCO POPULAR ESP	42,18	-0,21
BCP R PT	4,38	...
BIPOP CARIRE IT	3,22	+0,31
BK OF SCOTLAND GB	13,72	-0,57
BNL IT	3,22	...
BNP PARIBAS FR	102,50	+0,10
BSCH R ES	10,10	+0,30
COMIT IT	6,16	...
COMM.BANK OF GR GR	37,38	+0,97
COMMERZBANK DE	26,70	-0,19
CREDIT LYONNAIS FR	44,56	+0,09
CS GROUP N CH	46,73	+0,07
DANSKE BANK DK	19,20	...
DEUTSCHE BANK N DE	76,70	+0,66
DEXIA BE	17,13	+0,71
DNB HOLDING NO	5,26	...
DRESDNER BANK N DE	44	...
EFG EUROBK ERGA GR	14,02	-1,27
ERSTE BANK AT	59	...
ESPIRITO SANTO PT	13,70	...
FOERENINGSSA A SE	13	-0,41
HALIFAX GROUP GB	13,72	...
HSBC HLDG GB	12,84	+0,37
IKB DE	15,35	-0,32
INTESABCJ IT	3,62	...
KBC BANCASSURAN BE	42,29	+0,24
LLOYDS TSB GB	11,61	+0,27
MONTÉ PASCHI SI IT	3,48	-0,57
NAT BANK GREECE GR	31,02	+0,19
NATEXIS BQ POP. FR	101,20	-0,20
NORDEA SE	6,79	+1,59
ROLO BANCA 1473 IT	17,30	+0,35
ROYAL BK SCOTL GB	27,78	-0,28
S-E-BANKEN -A- SE	9,50	+0,10
SAN PAOLO IMI IT	13,72	+0,15
STANDARD CHARTE GB	13,15	+0,48
STE GENERAL-A- FR	66,65	+0,07
SVENSKA HANDELS SE	16,34	+1,32
SWEDISH MATCH SE	5,36	...
UBS N CH	53,31	-0,06
UNICREDITO ITAL IT	4,87	...
BANCO SABADEL ES	17,61	+0,40
DJ E STOXX BANK P	295,57	+0,16

Code pays	Cours en euros	% Var. 23/08
CONGLOMÉRATS		
D'ITEREN SA BE	193,90	+0,21
AZO FR	71,95	...
GBL BE	300,10	...
GEVAERT DE	29,10	-3,16
INCHCAPE GB	8,17	-0,39
KVAERNER -A- NO	5,30	...
MYTILINEOS GR	6,98	+0,29
UNAXIS HLDG N CH	113,04	-0,72
ORKLA NO	20,71	...
SONAE SGPS PT	0,71	...
DJ E STOXX CONG P	329,98	...

Code pays	Cours en euros	% Var. 23/08
TÉLÉCOMMUNICATIONS		
ATLANTIC TELECO GB	0,16	...
BRITISH TELECOM GB	6,96	+1,62
CABLE & WIRELES GB	5,17	+2,84
COLT TELECOM NE GB	3,03	-7,28
DEUTSCHE TELEKO DE	17,30	+3,65
E.BISCOM IT	47,75	-0,52
EIRCOM IR	1,34	...
ELISA COMUNICA FI	13,40	...
ENERGIS GB	1,16	-1,35
EQUANT NV NL	11,25	+0,45
EUROPOLITAN HLD SE	6,47	+0,83
FRANCE TELECOM FR	38,08	-0,31
HELLENIC TELE GR	17,08	+0,35
KINGSTON COM GB	1,22	+1,32
KONINKLIJKE KPN NL	3,51	-5,14
KPNQWEST NV -C- NL	8,57	-0,92
LIBERTEL NV NL	8	...
MANNESMANN N DE	205,25	+0,12
MOBILCOM DE	18,70	+3,95
PAFONAF HELLENI GR	5,68	+0,71
PT TELECOM SCPS PT	7,29	...
SONERA FI	5,18	+0,58
SONG NETWORKS SE	0,80	+1,35
SWISSCOM N CH	314,60	+0,42
T.I.M. IT	5,99	+1,07
TDC -B- DK	41,09	+1,32
TELE2 -B- SE	33,69	-0,16
TELECEL PT	7,13	...
TELECOM ITALIA IT	9,54	+0,53
TELECOM ITALIA IT	5,37	+0,56
TELEFONICA ES	13,11	+0,85
TELIA SE	4,71	...
TISCALI IT	7,37	+1,24
VERSATEL TELECO NL	0,86	+1,18
VODAFONE GROUP GB	2,09	+1,54
DJ E STOXX TCOM P	426,49	+1,19

Code pays	Cours en euros	% Var. 23/08
CONSTRUCTION		
ACCIONA ES	44,26	+0,59
ACS ES	31,09	+0,29
AGGREGATE IND GB	1,33	...
AKTOR SA GR	7,86	...
AMEY GB	5,20	+0,31
UPONOR -A- FI	17,40	...
AUREA R ES	20,95	+0,58
ACESA R ES	10,96	+0,37
BOUYGUES FR	38,14	+0,18
BPB GB	3,96	...
BRISA AUTO-ESTR PT	10,07	...
BUZZI UNICEM IT	7,87	+0,25
NOVAR GB	2,41	+1,33
CRH PLC GB	31,80	...
CIMPOR R PT	20	...
COLAS GB	66,15	-1,27
GRUPO DRAGADOS ES	15	-1,19
FCC ES	25,57	-1,20
GRUPO FERROVIAL ES	18,97	+0,64
HANSON PLC GB	8,55	+0,19
HEIDELBERGER ZE DE	50,10	-1,28
HELL.TECHNODOR R GB	6,90	...
HERALCES GENL R GR	14,98	...
HOCHTIEF ESSEN DE	19	-1,04
HOLCIM CH	223,77	-0,15
IMERYS FR	117	+0,34
ITALCEMENTI IT	8,94	...
LAFARGE FR	103,70	+0,29
MICHANIKI REG. GR	2,57	+0,78
PILKINGTON PLC GB	1,82	-0,86
RMC GROUP PLC GB	10,75	...
SAINT GOBAIN FR	169,20	-0,47
SKANSKA -B- SE	10,24	-1,03
TAYLOR WOODROW GB	2,87	...
TECHNIP FR	157,50	+0,32
TITAN CEMENT RE FR	37,92	-1,51
VINCI FR	68,40	-0,44
WIENERBERGER AG AT	19,20	...
DJ E STOXX CNST P	232,96	-0,03

Code pays	Cours en euros	% Var. 23/08
CONSUMMATION CYCLIQUE		
ACCOR FR	43	+0,89
ADIDAS-SALOMON DE	73,50	+0,68
AGFA-GEVAERT BE	14,88	-0,47
AIR FRANCE FR	18,55	-0,05
AIRTRAVS PLC GB	3,92	-1,20
ALITALIA IT	1,03	-2,83
AUSTRIAN AIRLIN AT	11,20	...
AUTOGIRLL IT	12,49	+0,40
BANC & OLUFSEN DK	22,83	...
SIX CONTINENTS GB	12,07	-0,65
BENETTON IT	14,40	...
BERKELEY GROUP GB	12,18	+0,13
BRITISH AIRWAYS GB	4,96	...
BULGARIE IT	12,65	-1,71
CHRISTIAN DIOR FR	40,16	+0,30
CLUB MED GB	63,70	+0,47
COMPASS GROUP GB	8,66	+0,74
DT.LUFFTHANSA N DE	17,45	+0,87
ELECTROLUX -B- SE	16,08	-0,33
EM.TV & MERCHAN DE	2,91	+2,11
EMI GROUP FR	6,76	+0,24
EURO DISNEY FR	0,89	-1,11
HERMES INTL FR	165,60	+0,06
HILTON GROUP GB	3,81	+0,84
HDP IT	4,77	-1,85
HUNTER DOUGLAS NL	29,40	+1,20
KLM NL	16,45	-0,30
LVMH FR	56,45	+1,35
MEDION DE	41,80	+4,50
MOULINEX FR	2,74	+1,11
NH HOTELES ES	12,90	-0,77
NXT GB	2,95	+7,51
P & O PRINCESS GB	5,99	-1,31
PERSIMION PLC FR	6,04	-0,26
PREUSSAG AG DE	36,20	+0,28
RANK GROUP GB	3,92	...

Code pays	Cours en euros	% Var. 23/08
PHARMACIE		
ACTELION N CH	30,60	...
ALTANA AG DE	52,55	-1,78
AMERSHAM GB	9,85	-0,64
ASTRAZENECA GB	51,46	-0,70
AVENTIS FR	82,35	-0,18
BB BIOTECH GB	73,55	+1,13
CELTECH GROUP GB	15,54	...
ELAN CORP IR	58,75	...
ESSILOR INTL FR	336,80	+0,09
FRESENIUS MED C DE	91,50	-0,49
GALEN HOLDINGS GB	11,73	...
GAMBRO -A- SE	6,95	-0,76
GLAXOSMITHKLINE H. LUNDBECK DK	36,93	-3,17
NOVARTIS N CH	39,95	-0,16
NOVO-NORDISK -B DK	49,01	+0,27
NOVOZYMES -B- DK	24,98	...
ORION B FI	18,50	+0,54
OXFORD GLYCOSCI GB	12,94	+2,64
PHONAK HLDG N CH	3205,21	+2,53
QIAGEN NV NL	23,80	+1,10
ROCHE HLDG G CH	79,80	-0,61
SANOFI SYNTHELA FR	73,70	-0,41
SCHERING AG DE	58,90	+0,08
SERONO -B- CH	1010,93	+0,46
SHIRE PHARMA GR GB	16,65	-0,47
SMITH & NEPHEW GB	5,71	-0,83
SSL INTL GB	9,07	+0,35
SULZER AG 100N CH	216,86	-1,64
SYNTHES-STRATEC CH	753,59	+0,53
UCB BE	45,95	+0,44
WILLIAM DEMANT DK	30,48	+0,89
WS ATKINS GB	11,97	-0,40
ZELTIA ES	9,70	+0,94
DJ E STOXX HEAL	548,70	-0,12

Code pays	Cours en euros	% Var. 23/08
BIENS D'EQUIPEMENT		
ABB N CH	12,37	...
ADECCO N CH	55,28	-0,53
AGGREGO GB	7,63	...
ALSTOM FR	30,30	...
ALTRAN TECHNO FR	55,10	+1,38
ALUSUISSE GRP N CH	829,27	...
ARRIVA GB	5,52	...
ASSA ABLOY-B- SE	14,70	...
ASSOC BR PORTS GB	6,28	...
ATLAS COPCO -A- SE	23,50	+0,45
ATLAS COPCO -B- SE	22,39	+0,48
ATTICA ENTRA SA GR	7	...
BAA GB	10,34	+0,31
BBA GROUP PLC GB	4,49	-0,35
BODYCOTE INTL GB	4,03	+0,79
BUDERUS AG DE	25,70	-0,77
CAPITA GRP GB	7,48	-0,84
CDB WEB TECH IN IT	3,84	+0,79
CGIP FR	35,60	+1,28
CIR IT	1,30	...
COOKSON GROUP P GB	2,05	-1,53
COPENHAGEN AIRP DK	76,54	...

Code pays	Cours en euros	% Var. 23/08
ÉNERGIE		
BC GROUP GB	4,47	...
BP GB	9,55	...
CEPSA ES	12,64	+0,24
COFLEXIP FR	185,10	+0,33
DORTSCH PETRO NL	2,10	-4,55
ENI IT	14,58	...
ENTERPRISE OIL GB	9,23	-0,51
HELLENIC PETROL GR	6,76	-2,59
LATICIDE GROUP GB	2,57	-0,61
OMV AG AT	106	-0,14
PETROLEUM GEO-S NO	11,65	...
ROYAL YPF ES	18,93	+0,26
REPSOL DUTCH CO NL	63,46	+0,57
SAIPEM IT	6,64	...
SHELL TRANSP GB	9,10	+0,88
TOTAL FINA EL FR	162,80	+0,74
IHC CALAND NL	56,50	+2,73
DJ E STOXX ENCY P	350,76	+0,56

Code pays	Cours en euros	% Var. 23/08
SERVICES		

VALEURS FRANCE

L'action Alcatel gagnait 2,84 %, vendredi 24 août dans les premières transactions, à 18,10 euros. Son concurrent américain Lucent a présenté, jeudi soir, ses prévisions pour le marché des équipementiers de télécommunications, prévoyant une baisse des commandes globales de 5 % à 10 % en 2002, et un rebond de 10 % à 15 % en 2003.

Le titre France Télécom cédaït 1,31 %, vendredi matin, à 37,70 euros. Jeudi, il avait chuté de 4,74 %, à 38,20 euros, sur des rumeurs de sortie de l'indice pan-européen Stoxx 50 lors de sa révision annuelle, le 3 septembre.

L'action Suez s'appréciait de 0,94 %, vendredi dans les premiers échanges, à 37,48 euros. Jeudi, des rumeurs circulaient dans les salles de marché sur sa possible entrée dans l'indice pan-européen Stoxx 50, et sur celle de Saint-Gobain dans l'indice Euro Stoxx 50 de la zone euro. Le titre Saint-Gobain cédaït néanmoins 0,18 %, vendredi matin, à 169,7 euros.

Le titre Pernod Ricard reculait de 0,23 %, vendredi matin, à 86,3 euros. Le projet de rachat de sa filiale Orangina Pampryl par le britannique Cadbury Schweppes a obtenu, jeudi, « un avis positif » de la part du comité central d'entreprise. L'opération est toutefois conditionnée par l'accord des autorités européennes de la concurrence.

PREMIER MARCHÉ

VENDREDI 24 AOÛT Cours à 9 h 57 Demier jour de négociation des OSRD : 27 août

Table of stock prices for France, including ACCOR, AGF, AFFINE, AIR FRANCE C, etc.

Main table of stock prices for various companies, including AIR LIQUIDE, ALCATEL, ALSTOM, etc.

Main table of stock prices for various companies, including PINAULT-PRIN, PLASTIC OMN, PROVIMI, etc.

Table of international stock prices, including ADECCO, AMERICAN EXP, AMVESCAP EXP, etc.

NOUVEAU MARCHÉ

JEUDI 23 AOÛT Une sélection. Cours relevés à 18 h 16

Table of stock prices for the Nouveau Marché, including ABEL GUILLEM, AB SOFT, ACCESS COMME, etc.

Main table of stock prices for various companies, including CHEMUNEX, CMT MEDICAL, COALA, etc.

Main table of stock prices for various companies, including NEURONES, NICOX, OLITEC, etc.

Table of stock prices for various companies, including GEODIS, GFI INDUSTRI, GRANDI MARNIE, etc.

SICAV et FCP

Une sélection. Cours de clôture le 23 août

Table of SICAV and FCP prices, including AGIPI, BNP PARIBAS, BANQUE POPULAIRE ASSET MANAGEMENT, etc.

Main table of SICAV and FCP prices, including ÉCUR. OBLIG. INTERNAT, ÉCUR. TECHNOLOGIES, ÉCUR. TRIMESTRIEL D, etc.

Main table of SICAV and FCP prices, including CM FRANCE ACTIONS, CM MID. ACT. FRANCE, CM MONDE ACTIONS, etc.

Table of SICAV and FCP prices, including OBLITYS C, OBLITYS D, OBLITYS E, etc.

LEGENDE : ★ Stars frais. ★★ A titre indicatif.

SCIENCES La sortie, cette semaine, du film de Tim Burton *La Planète des singes* s'inscrit dans un contexte scientifique particulièrement riche. ● L'EXPÉRIENCE réalisée aux Etats-

Unis par l'équipe de biologistes d'Evan Snyder a mis en évidence la possibilité de transférer des cellules nerveuses d'un fœtus humain à un fœtus de singe. ● LES SCIENTIFI-

QUES s'abritent derrière les perspectives thérapeutiques, telles que le traitement in utero de certaines affections neurologiques, pour cautionner leurs travaux. ● LA CRÉA-

TION de telles chimères pose néanmoins des questions plus profondes et ouvre des voies nouvelles pour l'étude de ce qui distingue l'homme du singe. ● L'ANIMAL le plus proche

de l'être humain a déjà démontré de multiples facultés en matière de sociabilité, de moralité, d'intelligence et d'aptitudes à la communication par les signes et le vocabulaire.

Les avancées de la biologie estompent la frontière entre le singe et l'homme

L'une des plus récentes expériences scientifiques montre que des cellules souches prélevées dans le cerveau d'un fœtus humain se développent normalement dans le cerveau d'un fœtus de singe dans lequel elles ont été injectées. Une manipulation qui augure de la création probable de chimères

SIMPLE HASARD ou véritable fatalité ? La sortie en France de la dernière version hollywoodienne, signée Tim Burton, de l'œuvre de Pierre Boulle (*La Planète des singes*, René Julliard, 1963) a été précédée d'une peu banale publication scientifique américaine. Un travail doublement inquiétant. D'abord parce qu'il met crûment en lumière la fragilité des frontières biologiques pouvant séparer le singe de l'homme, ensuite parce qu'il montre justement, dans leurs laboratoires, peuvent aller les spécialistes du vivant dans la création expérimentale de chimères humanisées.

Dirigés par le très réputé professeur Evan Y. Snyder (Children Hospital, Harvard Medical School, Boston), les biologistes américains

Des cellules souches pourraient être utilisées ultérieurement dans des mécanismes de réparation de zones lésées du cerveau

expliquent depuis la fin juillet, sur Science online, site de l'hebdomadaire *Science*, avoir réussi à greffer dans le cerveau de trois macaques des cellules souches prélevées au préalable dans le cerveau d'un fœtus humain (*Le Monde* du 1^{er} août). Plus précisément, les chercheurs ont injecté environ 20 millions de cellules nerveuses humaines dans une région bien précise du cerveau du singe, une zone similaire à celle où ils les avaient prélevées chez le fœtus humain avorté à la

quatorzième semaine de son développement. L'injection intracérébrale a été pratiquée, sous anesthésie locale et surveillance échographique, chez trois femelles gestantes de l'espèce *Macaca radiata*. A la dix-septième semaine de gestation, après délivrance par césarienne, les trois nouveau-nés ont été sacrifiés, leurs cerveaux disséqués et leurs tissus cérébraux analysés.

Le professeur Snyder et ses collaborateurs ont ainsi pu découvrir que les cellules souches humaines s'étaient pleinement développées dans leur nouvel environnement tissulaire, étranger et simien, tout se passant comme si une telle manipulation permettait de surmonter la barrière des espèces. Les chercheurs ont démontré notamment qu'en cinq semaines une fraction des cellules humaines a, au sein du cerveau des fœtus de macaque, migré sur de grandes distances (1,6 centimètre, soit un trajet équivalent à 1 600 fois le diamètre de ces cellules) pour participer au développement et à la différenciation cellulaire du système nerveux central. Ils ont aussi eu la surprise de constater que, dans différentes régions cérébrales, ces cellules humaines se sont transformées soit en neurones, soit en cellules nourricières. Une autre fraction des cellules n'a pas migré et semble constituer un réservoir de cellules souches qui pourrait ultérieurement être naturellement utilisé dans des mécanismes de réparation de zones lésées du cerveau.

Que conclure ? Pour les auteurs de cette peu banale première scientifique, il ne faut voir là que de nouvelles perspectives, inattendues, de traitement in utero de certaines affections neurologiques dès lors que ces dernières auront pu être diagnostiquées préalablement à la naissance de l'enfant. Ils donnent notamment l'exemple de la maladie d'origine génétique dite de Tay-Sachs, qui se caractérise par l'apparition très précoce de lésions cérébrales graves et rapidement mortelles. On pourrait aussi voir là la dernière démonstration en date de la formidable plasticité d'un organe – le cerveau – dont la neurologie nous affirmait depuis plus d'un siècle qu'il était incapable de trouver en son sein des capacités de régénération. Certains scientifiques trouveront dans cette publication de passionnants éléments quant au rôle, à la place et à la dynamique des cellules souches dans la physiologie du développement cérébral.

D'un point de vue plus politique, on ne manquera pas d'observer que la création de ces singes potentiellement humanisés s'inscrit dans un contexte américain bien particulier, caractérisé par la multiplication des publications scientifiques



CLOPETSIPA

Le bonobo Kanzi est capable d'interpréter des centaines de signes pour communiquer avec les hommes.

très précoces de lésions cérébrales graves et rapidement mortelles. On pourrait aussi voir là la dernière démonstration en date de la formidable plasticité d'un organe – le cerveau – dont la neurologie nous affirmait depuis plus d'un siècle qu'il était incapable de trouver en son sein des capacités de régénération. Certains scientifiques trouveront dans cette publication de passionnants éléments quant au rôle, à la place et à la dynamique des cellules souches dans la physiologie du développement cérébral.

D'un point de vue plus politique, on ne manquera pas d'observer que la création de ces singes potentiellement humanisés s'inscrit dans un contexte américain bien particulier, caractérisé par la multiplication des publications scientifiques

cherchant, de manière de plus en plus spectaculaire et provocatrice, à témoigner de la richesse des promesses thérapeutiques que laissent entrevoir, via les cellules souches notamment, toute une gamme de nouvelles manipulations du vivant humain et animal. Reste l'essentiel : l'effacement, au nom de la science, d'un nouvel interdit. Comment ne pas voir qu'en s'autorisant à créer de telles chimères les chercheurs américains entourent une porte donnant sur de vertigineux paysages bien éloignés des hypothétiques projets thérapeutiques qu'ils évoquent ?

Tout indique en effet que l'on n'en restera pas là. La logique de la quête scientifique, la volonté humaine de comprendre et de maîtriser, feront que d'autres travaux

viendront, qui chercheront, bientôt, par cette voie à répondre à la vieille question de l'inné et de l'acquis ainsi qu'à celle de ce qui, d'un point de vue biologique, fait qu'un homme est un homme, et un singe, un singe. Les diverses entreprises en cours de décryptage des patrimoines héréditaires des espèces vivantes n'ont toujours pas permis de répondre, ne parvenant qu'à établir que le génome des êtres humains est à 98,4 % identique à celui des chimpanzés.

« Cet écart de 1,6 % entre le génome des deux espèces suscite une attitude que je juge stupide : certains scientifiques affirment en effet que, lorsque nous aurons séquencé le génome du chimpanzé, nous découvrirons les "gènes de l'humanité", ceux-là mêmes qui seraient responsables de

l'apparition du genre Homo », fait valoir le généticien Axel Kahn dans un ouvrage à paraître qu'il signe avec son collègue Albert Jacquard (*L'Avenir n'est pas écrit*, éditions Bayard). « Il s'agirait des gènes différenciant radicalement entre le chimpanzé et l'homme (la fameuse différence de 1,6 %) ! Comme si quelques gènes, voire un seul d'entre eux, pouvaient être responsables de l'apparition de l'homme ! Cette croyance renvoie aux fondements du racisme biologique tel qu'il s'est structuré comme l'une des conséquences idéologiques du darwinisme. »

Il n'en reste pas moins que les nouveaux outils forgés par la génétique moléculaire offrent une nouvelle voie pour s'aventurer dans la compréhension et la maîtrise du cousinage singe-homme. Des singes transgéniques ont déjà, il y a peu, été créés par l'homme (*Le Monde* du 13 janvier), et aucune barrière éthique ou législative n'interdit, tout comme avec les greffes de cellules souches, de chercher à « humaniser » de la sorte les grands singes humanoïdes. « Aujourd'hui, les implantations de cellules souches humaines chez les singes et autres manipulations génétiques occupent quotidiennement les pages des journaux. La limite entre le vivant et les machines est devenue un enjeu théorique et moral essentiel. Les règles du jeu sont complètement brouillées. Le film de Tim Burton raconte exactement cela », soulignait Jean-Michel Frodon, dans ces colonnes (*Le Monde* du 22 août).

Ce film et l'un de ses héros – le singe transgénique Périclès – nous racontent aussi à leur façon que notre biologie triomphante ne parviendra jamais à établir les bases moléculaires de l'antique morale ; pas plus qu'elle ne réussira à bâtir le fondement scientifique de la clé de voûte philosophique qu'est l'égalité de dignité des êtres humains.

Jean-Yves Nau

Des espèces sociales, morales et intelligentes douées d'étonnantes capacités d'apprentissage

NOTRE PERCEPTION actuelle des grands singes, et surtout de la frontière qui nous en sépare, n'a plus grand-chose à voir avec ce qu'elle était hier. On les croyait individualistes, ils se révèlent sociaux. On estimait leur cerveau inapte à l'invention, ils ont fabriqué des outils avant nous. On affirmait leur intelligence limitée, il nous a fallu reconsidérer leurs capacités. Auraient-ils, même, un semblant de culture ? La liste est longue, en tout cas, des comportements et des aptitudes mentales que nous savons désormais partager avec eux. Et que nous classions sans vergogne, il y a seulement un quart de siècle, dans la liste des « propres de l'homme ».

Avec plus de 98 % de patrimoine génétique commun avec nous, le chimpanzé est aujourd'hui celui que nous connaissons le mieux. « Jusqu'à la fin des années 1960, on considérait les chimpanzés un peu

comme de nobles sauvages rousseauistes. Ils se déplaçaient dans la forêt de manière autonome, en formant des groupes, apparemment au hasard. Ces congrégations toujours changeantes donnaient l'impression d'ignorer les liens durables, exception faite des rapports mère-enfant », rappelle Frans de Waal. Reconnu comme l'un des grands spécialistes mondiaux des primates, ce Néerlandais, qui travaille actuellement aux Etats-Unis, fut parmi les premiers à comprendre que la réalité était tout autre.

Au fil des ans, en observant comment vivent les grands singes, il a considérablement modifié l'idée que l'on se faisait d'eux. En 1992, *De la réconciliation chez les primates* (Flammarion) nous apprend ainsi que ces primates, loin de se comporter comme des brutes épaisses, pouvaient déployer des trésors de tendresse et de charme

pour faire la paix après une dispute. Trois ans plus tard, *La Politique du chimpanzé* (Odile Jacob) démontre que ces êtres sociaux, vivant en grandes communautés essentiellement régies par les mâles, n'ont rien à apprendre de

La bosse des maths

Aï est une femelle chimpanzé âgée de vingt-cinq ans, qui vit depuis sa tendre enfance à l'Institut de primatologie de l'université de Kyoto (Japon). Le 6 janvier 2000, elle eut les honneurs de la revue Nature. Normal : au fil des ans, elle avait appris à reconnaître les chiffres arabes de zéro à neuf, à les associer à des quantités et à les ordonner correctement. Cette matheuse peut également distinguer certains idéogrammes, ainsi que la plupart des lettres de l'alphabet latin. On savait déjà, depuis une trentaine d'années, que notre plus proche cousin anthropoïde reconnaissait les couleurs, les formes et les tailles. A ces certitudes s'ajoute désormais la preuve qu'il est capable de raisonnement élémentaire, de planification... et de mémorisation abstraite. Car Aï ne se contente pas d'ordonner les chiffres de zéro à neuf : elle sait aussi retrouver, de tête, une séquence apprise d'au moins cinq chiffres ! « Comme les enfants d'âge préscolaire, précisent ses élèves. Sinon mieux... »

nous en matière d'ambition, de prise de pouvoir et d'alliances au sommet. Avant de soutenir, dans *Le Bon Singe* (Bayard, 1997), qu'ils peuvent aussi avoir le sens de la morale, notamment vis-à-vis des plus faibles. D'autres exemples ? Il

y a trente ans, pour la première fois, un primatologue observait chez les chimpanzés des comportements de chasse organisée et collective, mettant en œuvre des stratégies complexes. Depuis, on a découvert que cette même espèce employait divers outils et techniques pour se nourrir, et qu'elle avait même développé... des particularismes régionaux !

CHAQUE GROUPE A SA CULTURE

Plus troublant encore : dans la forêt Taï (Côte d'Ivoire) comme à Bossou (Guinée), les singes se transmettent, par un long et savant apprentissage, une technique pour casser les noix qui n'est pas sans rappeler celle que l'on prête aux hommes du paléolithique ancien... Le 17 juin 1999, la revue *Nature* donne à ces observations un statut scientifique : « Cultures chez les chimpanzés », étude publiée par neuf

grands noms de la primatologie mondiale, recense 65 types de comportements « culturels » dont la pratique, transmise de parents à enfants, peut être totalement ignorée par la communauté voisine. Une conclusion que Frans de Waal prolonge dans son dernier ouvrage, *Quand les singes prennent le thé* (Fayard, 2001), en suggérant que les grands anthropoïdes possèdent bel et bien une forme de culture. Autrement dit, « un mode de vie partagé par les membres d'un groupe, mais pas forcément avec ceux d'autres groupes de la même espèce ».

Mais alors, que nous reste-t-il ? Le langage, malgré la renommée mondiale acquise, grâce à lui, par certains chimpanzés. A Washoe, née dans les années 1960, on apprit l'ASL (*American sign language*) des sourds-muets ; à Sarah, un autre langage symbolique. Rapidement, ces deux femelles (et quelques autres vedettes, formées chez les gorilles ou les bonobos) parvinrent ainsi à reconnaître plusieurs centaines de mots et à en associer une partie. Washoe enseigna même les rudiments du dialogue gestuel à Loulis, son fils adoptif. Mais ces performances remarquables s'arrêtèrent là.

Pourquoi ? Sans doute parce que les zones dédiées au langage dans un cerveau simien sont réduites à la portion congrue. Mais aussi, et peut-être surtout, parce que le chimpanzé le plus doué ne témoigne d'aucune curiosité vis-à-vis des mots – contrairement à l'enfant qui apprend à parler. Et que jamais, quelle que soit l'étendue de son vocabulaire, il ne tentera de raconter une histoire. Les singes, sur leur planète, pourraient peut-être parler. Mais ils semblent qu'ils n'auraient rien à dire.

C. V.

Catherine Vincent

Un modèle qui reste indispensable à la recherche biomédicale

D'ABORD, la bonne nouvelle, pour tous ceux qui s'indignent du nombre d'animaux exploités par la science (rien qu'en France, plus de 2,5 millions chaque année) : du fait des progrès des méthodes alternatives – culture de cellules ou de tissus in vitro – et de l'informatique, ce nombre a diminué de moitié en vingt ans. Ensuite, la mauvaise nouvelle : le modèle animal reste pourtant, et restera longtemps, indispensable à la recherche biomédicale.

La drosophile et la souris pour leur génome, le chat pour son aptitude au sommeil, le porc pour sa similarité physiologique avec l'homme. Et le singe, bien sûr, pour toutes ses proximités avec l'homme. Pour des raisons pratiques

autant qu'éthiques, on évite autant que possible le recours aux grands singes – chimpanzé, gorille, orang-outang.

AUCUNE ESPÈCE PARFAITE

En France, selon le dernier rapport d'enquête du ministère de la recherche sur l'emploi d'animaux vertébrés à des fins expérimentales, 2 595 cercopithécidés (macaques, babouins) ont ainsi été exploités en 1997, auxquels s'ajoutent 88 cécidiés (marmousets, capucins) et... aucun singe anthropoïde. La plupart de ces « cobayes » participent à la mise au point de traitements, et notamment de vaccins, en raison de leur sensibilité immunologique, très proche de la nôtre, aux mêmes

agents pathogènes. Tous les experts sont formels : le recours aux primates comme modèle biomédical reste une nécessité pour l'avenir de notre santé.

Un avis que ne partagent pas, on le devine, les détracteurs les plus virulents de l'expérimentation animale. « Si on injecte au macaque le virus HIV responsable du sida humain, il ne tombe pas malade, note l'association Pro Anima. Si on lui injecte le virus de l'hépatite B, responsable d'hépatites souvent chroniques et se terminant éventuellement en cancer du foie chez l'homme, il développe occasionnellement une hépatite bénigne dont il se sort bien. Par contre, il succombe comme nous au virus Ebola. Selon le cas, ce primate, comparé à l'homme, réagit

à l'opposé, de façon partiellement semblable ou à l'identique. »

Conclusion : aucune espèce animale n'est un parfait modèle d'une autre, même très proche, affirme Pro Anima. Ce qu'aucun scientifique ne conteste. C'est précisément pour cela, parce qu'il peut exister des contradictions entre espèces, que les essais sont le plus souvent conduits sur plusieurs modèles. Et si la copie conforme n'existe pas, la plus ressemblante sera tout de même la plus fiable.

LES PROGRÈS DE LA BIOLOGIE

Georges Chapouthier, neurobiologiste (CNRS-Paris-V) et auteur de plusieurs ouvrages sur le droit de l'animal, estime que le malaise n'a cessé de grandir depuis la fin du siècle

Les premiers pas de Zidane au Real Madrid suscitent un engouement hors du commun

La Zizoumanie ne désenfle pas dans la capitale espagnole. La saison n'a pourtant pas vraiment commencé

Pourtant habitués à voir évoluer les plus grands stars, les supporters du Real Madrid sont saisis d'un enthousiasme extraordinaire depuis

l'arrivée de Zinedine Zidane. Chacun des faits et gestes de l'international français, sur le terrain comme en dehors, sont épiés et analysés par la

presse, et une foule de « socios » se presse autour de lui à chacune de ses apparitions. La saison, pourtant, n'a pas encore commencé.

MADRID

correspondance

« Madrid ». Ainsi les Madrilènes de souche prononcent-ils le nom de leur ville et il n'est pas rare qu'un bar de quartier, qu'un fanzine, un poète ou un graffiti utilisent cette orthographe pour bien montrer l'enracinement madrilène. Mais, depuis l'arrivée de Zinedine Zidane au Real en juillet, le Z a fait un retour en force dans le langage espagnol et est désormais revenu à la mode sur les bords du Manzanares, le ruisseau qui traverse la capitale. Certains voient même dans ce Z un présage de la réussite de la star française dans le grand club de la capitale, qui ouvrira le championnat d'Espagne samedi à Valence.

Savamment orchestrée par Florentino Perez, le président du Real Madrid, soucieux d'amortir un investissement de presque 1 milliard de francs sur quatre ans, relayée et amplifiée par les médias madrilènes et espagnols, la Zizoumanie ne désenfle pas. En 2000, l'engouement créé par l'arrivée du Portugais Luis Figo, pourtant en provenance du frère ennemi, le FC Barcelone, pour une somme elle aussi record à l'époque, paraît aujourd'hui un épiphénomène comparé à la frénésie entourant tout ce qui touche à Zidane. Une atmosphère qui a amené les dirigeants du Real à renforcer la sécurité autour des joueurs et notamment à embaucher deux gardes du

corps pour chaque déplacement du club.

Les quotidiens sportifs – hormis les Catalans, bien sûr – et même généralistes n'hésitent pas à faire des « unes » à répétition sur le joueur et relatent ses moindres faits et gestes, ses moindres allées et venues jusqu'aux menus qu'il commande au restaurant... Les maillots n° 5 de Zizou s'arrachent comme des petits pains : plus de 10 000 auraient déjà été vendus, selon la presse, mais le club ne désire pas communiquer les chiffres. Les files d'attente pour voir jouer le Real en match officiel, amical et même à l'entraînement s'allongent plus que lors des saisons précédentes. Au stade Santiago Bernabeu de Madrid, mercredi contre Saragosse, chacune des possessions de balle du Français a été suivie par une clameur, chacun de ses gestes réussis a été acclamé, et sa sortie a été ovationnée...

Le lendemain, la presse sportive oubliait presque les trois buts de

Raul marqués après la sortie de Zidane du terrain, pour conter en long et en large la prestation du champion du monde, statistiques et tableaux à l'appui. Et, pourtant, la saison n'a pas encore commencé, Zizou n'a encore ni marqué ni signé une performance d'anthologie, et le Real n'a disputé qu'une vraie fausse confrontation officielle, contre Saragosse, en Supercoupe d'Espagne... « C'est du jamais-vu, cela dépasse l'entendement. D'autant que les supporters du Real sont habitués aux titres et aux stars. Si on était à Santander ou Oviedo, je comprendrais mieux », souligne un journaliste de Télé-Madrid.

« CETTE ÉQUIPE FERA RÊVER »

Les Cassandre prédisent des lendemains qui déchantent au Real, qui s'est placé, avec le transfert record de Zidane, dans une position où il se doit de tout gagner. Et facilement...

En attendant, l'individu Zidane

Zidane absent pendant quatre matches

Les supporters du Real Madrid vont devoir patienter. Le club madrilène sera privé de Zinedine Zidane pour les quatre premières rencontres de la Ligue des champions, après la suspension infligée au joueur français, qui avait assené un coup de tête au joueur allemand Jochen Kientz, lors du match Juventus-Hambourg, en Ligue des champions.

La Commission de contrôle et de discipline de l'Union européenne de football (UEFA) l'avait suspendu pour cinq matches au regard des blessures occasionnées : fracture d'une pommette et une commotion cérébrale. Zidane a déjà purgé un match de suspension la saison dernière, à l'occasion de la dernière journée de la Ligue des champions, mais devra faire l'impasse sur le déplacement de son club à Rome. Il manquera également la double confrontation avec Anderlecht et purgera son dernier match de suspension lors de la réception du Lokomotiv Moscou.

Cherie Blair pourrait défendre l'honneur perdu de David Ginola

LONDRES

de notre correspondant

Le Français David Ginola, l'attaquant vedette d'Aston Villa, a été mis sur la touche par le manager du club, John Gregory, au motif qu'il serait « trop gras ». Et l'Angleterre de s'embrasser à propos du tour de taille de l'aïlier gauche du club de Birmingham. Le tabloïd *Daily Mirror* a affirmé en « une » que Ginola, humilié, menace de traîner Gregory en justice avec le soutien du président de l'association des footballeurs professionnels, Gordon Taylor. Et, selon la presse britannique, Ginola pourrait confier la défense de ses intérêts à Cherie Blair, l'épouse du premier ministre, avocate de renom, spécialisée dans le droit du travail. Le *Guardian* a interrogé un spécialiste qui donne raison à Ginola : « Un employeur ne doit pas saper la confiance de l'employé. Chaque employé a droit à la discrétion. Si ce droit est bafoué, le contrat de travail est caduc. » Le joueur français entend également profiter du nouveau règlement de la Fédération internationale (FIFA), qui autorise un joueur à saisir un tribunal en cas de dispute avec son entraîneur.

Une première tentative de médiation menée par Gordon Taylor a échoué. Gregory ne voulait rien entendre : « Je fais ce que je veux de mes joueurs », dit-il, soutenu par John Barnhill, le directeur général de l'association des managers. Quant aux supporters d'Aston Villa, ils ont sifflé pour la première fois leur idole, accusée de jeter le discrédit sur le club.

IL EST « TOUJOURS L'AVENIR DU CLUB »

David Ginola n'aime pas Birmingham. Il habite toujours dans le nord de Londres, où il a femme et enfants. Tous les matins, il quitte sa villa somptueuse pour l'entraînement, à deux heures par la route. Son statut de star, son confortable salaire de 30 000 livres par semaine (300 000 F, 45 700 €), ses contrats publicitaires fort rémunérateurs – les shampoings L'Oréal ou le train Heathrow Express – et sa campagne contre les mines antipersonnel ne lui valent pas que des amis parmi ses coéquipiers.

A Tottenham Hotspurs, où il a évolué de 1996 à 2000, Ginola avait été sacré joueur de l'année en 1999. Il a dégringolé de son piédestal

la saison suivante : piètres résultats et nombreuses blessures. Le club londonien a mis son champion sur la liste des transferts. Le président d'Aston Villa, la tapageur Doug Ellis, un admirateur de longue date de Ginola, a obtenu de Tottenham qu'il lui cède l'idole de White Hart Lane pour trois millions de livres (30 millions de francs, 4,5 millions d'euros). Mis devant le fait accompli, Gregory ne l'entend pas de cette oreille. Cet entraîneur est un partisan du jeu anglais traditionnel, solide, mais pas spectaculaire. Quand il fait appel aux renforts ce sont généralement des Irlandais, des Écossais ou des étrangers, mais peu connus. Homme autoritaire, il se méfie des artistes et confine Ginola au banc de touche.

Mais, depuis la finale retour de la Coupe Intertoto, le 22 août, où Ginola a largement contribué à la qualification de Villa, Gregory a fait marche arrière : « David représente toujours l'avenir du club. Je ne veux pas perdre des joueurs qui peuvent nous faire gagner des matches. » Aux dernières nouvelles, la procédure judiciaire aurait été gelée.

Marc Roche

Nantes, Lyon et Lille dans l'aventure de la Ligue des champions

LE TIRAGE au sort du premier tour de la Ligue des champions (C1), qui s'est déroulé jeudi 23 août à Monaco, concernait trois équipes françaises : Nantes, champion de France en 2000, Lyon, son dauphin, et Lille, vainqueur de Parme lors du tour préliminaire.

● Nantes se retrouve dans le groupe D, en compagnie de la Lazio de Rome, 3^e du dernier championnat d'Italie et tête de série de ce groupe. Les champions de France en titre, mal en point depuis le début du championnat puisqu'ils n'ont remporté aucune victoire en quatre matches, auront la lourde tâche d'affronter une équipe romaine qui s'est renforcée avec l'arrivée de l'international espagnol Gaizka Mendietta (ex-Valence). Dans les rangs de la Lazio, on trouve également les internationaux argentins Claudio Lopez et Hernan Crespo, ainsi que le milieu de terrain Dino Baggio. Les joueurs de Raynald Denoueix seront également confrontés au club turc de Galatasaray, en proie à de graves difficultés financières et de fait dans l'obligation de réussir de

bonnes performances dans cette Ligue des champions lucrative. Enfin, dernier adversaire des Canaris, le champion en titre des Pays-Bas, le PSV Eindhoven. Sans véritables stars, le club hollandais est parvenu depuis deux saisons à damer le pion à l'Ajax Amsterdam en s'appuyant sur un groupe solidaire et homogène, entraîné par l'ancien international belge Eric Gerets. Pour son premier match, le FC Nantes recevra le PSV Eindhoven, le mardi 11 septembre.

● L'Olympique lyonnais a hérité du groupe F, composé du FC Barcelone, de Fenerbahce et du Bayer Leverkusen. Fort d'un budget important (500 millions de francs) et d'un recrutement qui semble pour le moment judicieux (Juninho, Frédéric Née), le second du championnat de France 2000/2001 n'a aucun complexe à nourrir face au club turc de Fenerbahce ou allemand de Leverkusen. Certes, il n'est jamais aisé de s'imposer en Turquie ou face à une formation allemande accrocheuse, mais le club présidé par Jean-Michel Aulas a accumulé depuis plusieurs sai-

sons une expérience européenne non négligeable, qui devrait lui permettre, comme l'an passé, d'accéder au second tour de cette Ligue des champions. La tâche du club rhodanien sera en revanche plus ardue face au club espagnol du FC Barcelone, qui souhaitera se racheter auprès de ses socios du Camp Nou. La saison dernière, les Barcelonais ne s'étaient classés que 4^e de la Liga et avaient été éliminés dès le 1^{er} tour de la Ligue des champions. Les joueurs de Jacques Santini seront confrontés dès leur premier match à la légende du Camp Nou et à ses 110 000 spectateurs, le mercredi 12 septembre.

● Le Lille Olympique Sporting Club, qui, il y a quinze mois encore, jouait en deuxième division, aura quoi qu'il arrive réussi sa saison européenne. Alors rentrer dans le groupe G Manchester United, le Deportivo La Corogne ou l'Olympiakos Pirée ne peut être que du bonus pour les protégés de l'entraîneur lillois, Vahid Halilodzic, même si ce dernier concède qu'après l'exploit face à Parme le coup reste

jouable : « La qualification pour la seconde phase est à mon sens possible. A nous de créer un nouvel exploit. » Pour se faire, les Lillois, qui évolueront au stade Bollaert de Lens, auront fort à faire face aux champions d'Angleterre, qui comptent dans leurs rangs Fabien Barthez, David Beckham, ainsi que les nouvelles recrues, l'international hollandais Ruud Van Nistelrooy et l'Argentin Juan Sebastian Veron. Autres prétendants à la qualification pour la seconde phase, le club espagnol du Deportivo La Corogne, 2^e de la dernière Liga, et le club grec de l'Olympiakos Pirée peuvent également être considérés comme des outsiders sérieux. Les Lillois « recevront » lors de leur premier match, le mercredi 12 septembre, les Espagnols du Deportivo.

● Dans les autres groupes, les chances sont très partagées. A noter la confrontation entre l'AS Roma, champion d'Italie en titre, et le Real Madrid de Zinedine Zidane dans le groupe A. Les deux premiers de chaque groupe seront qualifiés pour la seconde phase de la Ligue des champions.

L'équipe de basket centrafricaine s'est « volatilisée » à Paris

Les défections de sportifs africains se multiplient

« UN COMPORTEMENT antipatriotique. » C'est ainsi que le gouvernement de la République centrafricaine a qualifié la défection collective, lundi 20 août, lors de leur transit à Paris, de l'équipe nationale de basket-ball. Sur les douze joueurs de retour de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) au Maroc, neuf sont restés en France, où ils se sont « volatilisés » (*Le Monde* du 24 août). Comme les trois autres évoluent dans des clubs étrangers, c'est donc la totalité de l'équipe qui n'est pas rentrée au pays. Pourquoi ? En l'absence de certitudes, les hypothèses sont nombreuses. Elles sont révélatrices de la situation particulière en Centrafrique et, plus généralement, de « l'exode des sportifs » du tiers-monde.

REPRÉSAILLES ETHNIQUES

Mercredi 22 août, sur les antennes de Radio France Internationale (RFI), l'un des joueurs fugitifs a invoqué le risque de représailles ethniques. Après l'échec d'un coup d'Etat, le 28 mai, il ne ferait pas bon être yakoma en Centrafrique. Ce n'est pas faux. Le putsch a ravivé les plaies de trois mutineries successives de l'armée, en 1996 et 1997, à forte connotation tribale. Des exécutions sommaires ont eu lieu à Bangui. Trente et une personnes – toutes des Yakomas – y sont d'ailleurs toujours réfugiées à l'ambassade de France, affirmant craindre pour leur vie. Mais d'autres ont fait confiance aux assurances données par le régime en place.

Sur les neuf basketteurs en rupture de ban, quatre appartiennent à l'ethnie yakoma. Les autres craignaient-ils des sanctions disciplinaires à la suite de leur piètre performance au Maroc ? Après avoir deux fois remporté la compétition, en 1974 et 1987, l'équipe centrafricaine a terminé neuvième, sur douze participants. Or, après les deux premières défaites, contre l'Angola et le Sénégal, l'irascible président de la Centrafrique, Ange-Félix

Patassé, ancien premier ministre de Jean Bedel Bokassa en 1977, l'année du sacre impérial, avait envoyé un télégramme rageur leur faisant part de la « vive déception du peuple centrafricain », qui n'accepterait pas une troisième défaite. Malgré ce rappel à l'ordre, l'équipe avait de nouveau perdu contre l'Algérie. En 2000, le général-président Robert Gueï, alors au pouvoir en Côte d'Ivoire, mécontent de la performance de ses footballeurs, avait enfermé l'équipe nationale dans un camp militaire pour un « stage de rééducation ».

Toutefois, moins que le bâton au pays, c'est peut-être la carotte d'éventuels contrats à l'étranger qui a motivé la désertion des basketteurs centrafricains. « Ce sont des athlètes comme tous les autres », a expliqué, mercredi, toujours sur RFI, le président de la Fédération centrafricaine de basket-ball, Gaston Gombert. « Ils avaient des contacts dans la région parisienne. Ils sont restés. » Démontant avoir voulu lui aussi « rester à l'extérieur », il estime toutefois que ce serait « à l'honneur de la Centrafrique d'avoir des joueurs à l'extérieur qui pourront évoluer dans des conditions de haute compétition. Le moment venu, le pays pourra les solliciter ».

Vu sous cet angle, l'Afrique est en train de transformer l'Occident en un vaste réservoir de ses talents. Au lendemain des derniers Jeux de la Francophonie, en juillet à Ottawa, 106 participants ont requis l'asile politique au Canada, provenant de dix-sept pays, presque tous africains. Aux services canadiens d'immigration, le raz de marée a fait forte impression. « Le dernier gros événement organisé ici, déclarait alors un porte-parole, Richard Saint-Louis, était les Jeux panaméricains, en 1999. Nous avions alors compté neuf réfugiés, ce qui nous semblait un nombre important. »

Stephen Smith

DÉPÊCHES

■ **TENNIS** : le Français Arnaud Clément, finaliste de l'Open d'Australie, est parvenu en quarts de finale de la Hamlet Cup, jeudi 23 août, grâce à sa victoire sur l'Allemand David Prinosil, 6-4, 7-6 (7-5). Il rencontrera au prochain tour le Brésilien Fernando Meligeni.

■ **AUTOMOBILISME** : l'Italien Jarno Trulli, actuel pilote de l'écurie Jordan-Honda au côté du Français Jean Alesi, disputera le championnat du monde 2002 de formule 1 au volant d'une Renault-Elf, a annoncé cette équipe jeudi dans un communiqué. Mercredi 22 août, Jordan-Honda avait annoncé la venue en 2002 d'un autre pilote italien, Giancarlo Fisichella, transfuge de Benetton-Renault.

■ **Bernie Ecclestone, patron de la Formula One Administration (FOA), l'organisme qui gère le championnat du monde de formule 1, a affirmé jeudi, en écho à des informations de presse, qu'il n'existerait « aucune proposition d'éliminer le Grand Prix de France » du calendrier du championnat. Dans un communiqué transmis par la Fédération internationale de l'automobile (FIA), le Britannique a, au contraire, déclaré qu'il ne pouvait « imaginer le championnat sans son épreuve la plus ancienne et la plus prestigieuse ». – (AFP.)**

■ **RUGBY** : le capitaine des Springboks, Bob Skinstad, s'est vu infliger une amende par son équipe en raison de son comportement lors du match Australie-Afrique du Sud du tournoi de rugby des Tri-Nations, samedi 18 août, a rapporté vendredi le journal *New Zealand Herald*. Skinstad avait applaudi ironiquement l'arbitre du match, Steve Walsh, lorsque celui-ci lui avait présenté un carton jaune. (AFP.)



**FUTONS
OMOTÉ
LA RÉFÉRENCE**

PROMO DU 16 AOÛT AU 2 SEPT.

OFFREZ VOUS
**PLUS
POUR
MOINS
CHER**

INTERNET : www.omote.fr – RENSEIGNEMENTS : appel gratuit
N° Vert 1 800 44 30 30

OMOTÉ FUTONS 100% TRADITION

Chaleur étouffante

SAMEDI. La France se situe dans un marais barométrique entre l'anticyclone sur la mer Baltique et les dépressions atlantiques. Dans un flux de sud en altitude, la chaleur s'intensifie et seules quelques régions côtières ne dépasseront pas les 30 degrés l'après-midi.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Les quelques nuages bas encore présents sur le nord de la Bretagne et le Cotentin à l'aube vont vite s'éclipser. Le soleil brille sans réserve même si apparaissent quelques nuages d'aspect orageux en soirée le long des côtes atlantiques. Il fait de 31 à 34 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Soleil de plomb du matin jusqu'au soir, les bancs de brume restent localisés et éphémères. Il fait de 32 à 35 degrés dans les terres, 26 à 30 degrés sur les plages.

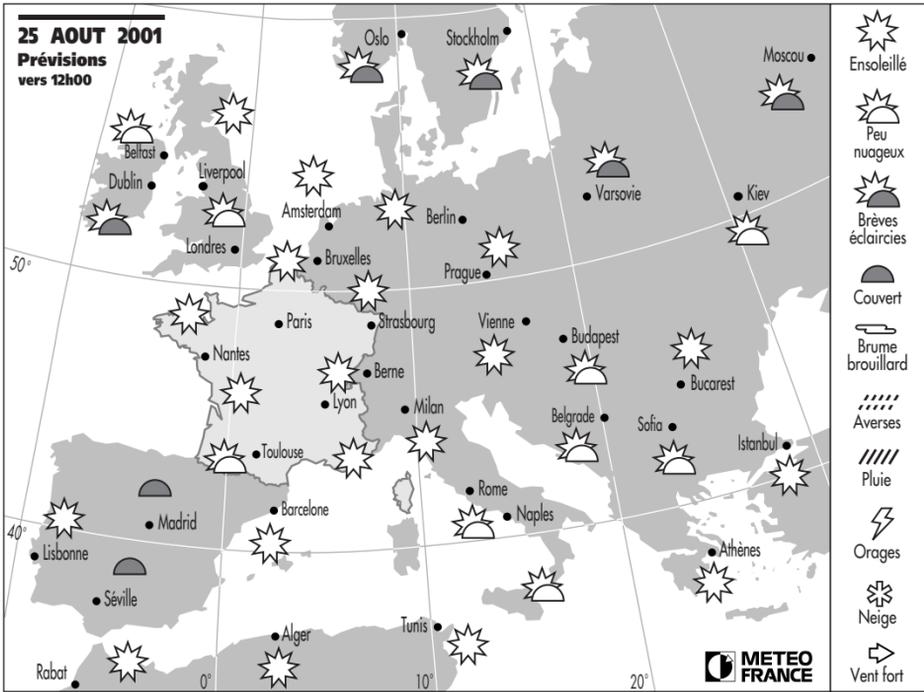
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Week-end caniculaire en perspective sous un soleil ardent. Les tempé-

ratures atteignent des valeurs de 31 à 34 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. La chaleur prend une allure étouffante après la dissipation de quelques brumes matinales. Il fait de 32 à 36 degrés l'après-midi et il serait illusoire d'aller chercher la fraîcheur sur les plages. Quelques nuages bourgeonnent en soirée sur ces mêmes plages, pouvant aller localement jusqu'à l'ondée, ainsi que sur le massif pyrénéen.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Dans la montagne, il faut monter à plus de 1 000 mètres d'altitude pour connaître une température inférieure à 30 degrés. Dans les plaines, les valeurs s'étagent de 32 à 36 degrés. Pas un nuage.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Grand ciel bleu avec quelques cumulus sur le relief et peut-être un orage en soirée sur les Pyrénées-Orientales. Températures de 30 à 33 degrés, soit des valeurs presque habituelles pour ces régions.



LE CARNET DU VOYAGEUR

CORÉE. L'office national du tourisme coréen (KNTTO) met à la disposition des visiteurs étrangers, un service gratuit de guides-interprètes assuré par des volontaires. Ce service est opérationnel en français, anglais, japonais, chinois, allemand et espagnol. Réservez deux semaines avant l'arrivée en Corée, sur Internet (www.goodwillguide.com).

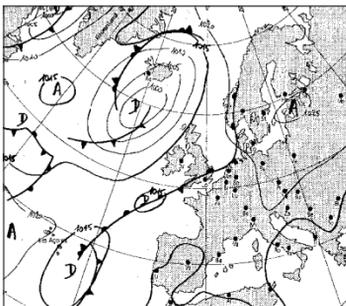
THAÏLANDE. Trois nouvelles destinations, au départ de Bangkok, seront assurées, dès octobre, par la compagnie Bangkok Airways. Il s'agit de Hua Hin, avec un vol matinal quotidien rejoignant une des plus belles plages du golfe du Siam (à partir du 5 octobre, avec continuation sur l'île de Samui), de Jing Hong, une nouvelle porte d'entrée en Chine (le 18 octobre, 3 vols par semaine, via Chiang Mai) et Luang Prabang, l'ancienne capitale royale du Laos (dès le 28 octobre, via Sukhothai, 4 fois par semaine). Renseignements sur Internet (www.bangkokair.com).

PRÉVISIONS POUR LE 25 AOÛT 2001

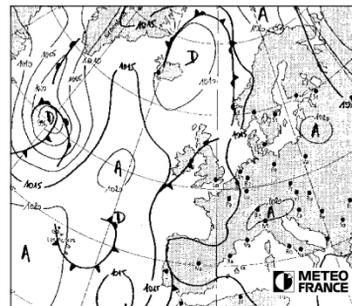
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		FRANCE outre-mer	
AJACCIO	19/30 S	NANCY	15/33 S
BIARRITZ	20/32 S	NANTES	18/33 S
BORDEAUX	20/35 S	NICE	23/30 S
BOURGES	17/35 S	PARIS	20/34 S
BREST	14/26 S	PAU	19/33 S
CAEN	17/32 S	PERPIGNAN	21/32 S
CHERBOURG	15/27 S	RENNES	17/34 S
CLERMONT-F.	16/35 S	ST-ETIENNE	15/33 S
DIJON	15/33 S	STRASBOURG	17/33 S
GRENOBLE	16/32 S	TOULOUSE	22/32 S
LILLE	18/32 S	TOURS	19/34 S
LIMOGES	19/33 S		
LYON	16/33 S		
MARSEILLE	20/32 S		

PAPEETE	21/26 S	KIEV	17/24 S	VENISE	20/30 S	LE CAIRE	26/38 S
POINTE-A-PIT.	26/33 S	LISBONNE	18/29 S	VIENNE	18/29 S	NAIROBI	14/26 S
ST-DENIS-RE.	20/26 S	LIVERPOOL	15/22 S	AMÉRIQUES		PRETORIA	10/27 S
		LONDRES	15/25 S	BRASILIA	19/31 S	RABAT	20/25 S
		LUXEMBOURG	22/31 S	BUENOS AIR.	13/23 S	TUNIS	22/32 S
		AMSTERDAM	21/29 S	CARACAS	23/27 S		
		ATHENES	23/32 S	CHICAGO	21/25 P		
		BARCELONE	22/28 S	LIMA	12/20 N		
		BELFAST	12/18 S	LOS ANGELES	15/29 S		
		BELGRADE	15/28 S	MEXICO	21/30 S		
		BERNE	19/30 S	MONTREAL	14/18 N		
		BERNOL	17/30 S	NEW YORK	21/31 S		
		BRUXELLES	21/30 S	SAN FRANCIS.	17/27 S		
		BUCAREST	16/30 S	SANTIAGO/CHI	20/29 S		
		BUDAPEST	19/28 S	TORONTO	22/34 C		
		COPENHAGUE	16/22 N	WASHINGTON	14/26 S		
		DUBLIN	11/20 N	AFRIQUE			
		FRANCFORT	19/34 S	ALGER	19/32 S		
		GENEVE	17/30 S	DAKAR	27/31 S		
		HELSINKI	13/20 S	STOCKHOLM	23/29 S		
		ISTANBUL	23/29 S	TENERIFE	13/26 N		
				VARSOVIE	13/26 N		



Situation le 24 août à 0 heure TU



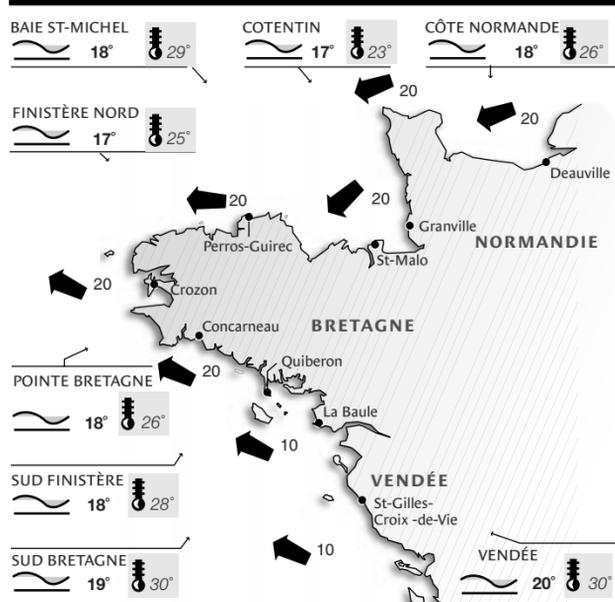
Prévisions pour le 26 août à 0 heure TU

Sur les plages

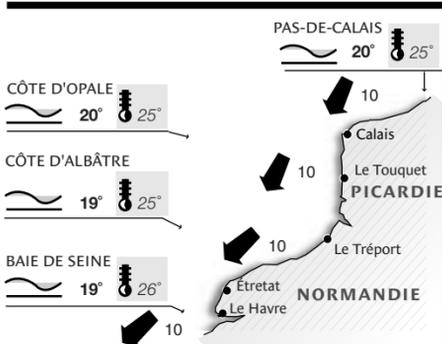
Le 25 AOÛT 2001 vers 12 heures

Les brumes encore présentes en début de journée du Finistère au Cotentin se dissipent rapidement. Puis le soleil brillera sur toutes les plages et la chaleur sera forte, de 26 à 30°C, localement 33°C au sud.

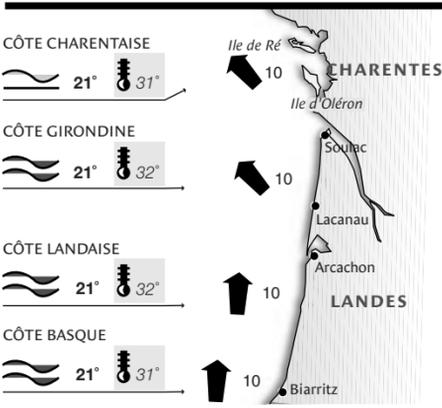
Ouest



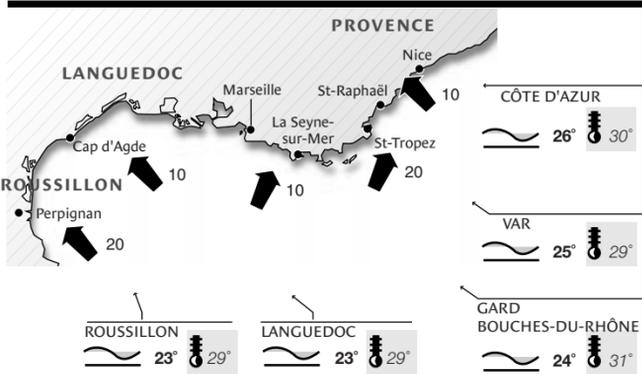
Nord



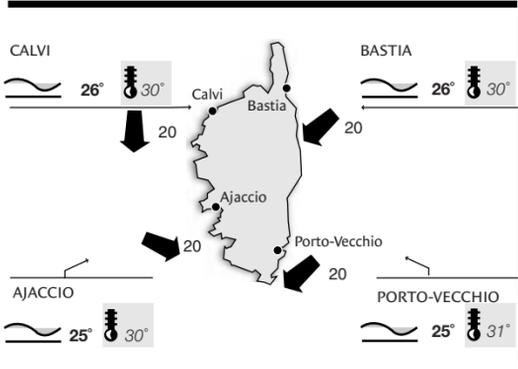
Sud-Ouest



Sud



Corse



MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 01 - 199

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											

HORIZONTALEMENT

I. Peut aboutir à une fuite. - II. Evite les fuites. A fermer en cas de fuite. - III. Il faut éviter de tomber dedans. Bouts de caoutchouc. - IV. Rejette. Le radon. Singe-araignée. - V. Opposés sur la rose. Plus grasses et pourtant appréciées. - VI. Cinq fois chez Molière, du *Cocu imaginaire* au *Médecin malgré lui*. - VII. Passe par Londres avant de rejoindre la mer du Nord. Gonflai comme une bonne pâte. - VIII. Arbre. Prête à être croquée. Point de

départ. - IX. Grave quand la fréquence est faible. Corps à corps. - X. Retourne. Pastel ou renard, mais toujours bleu.

VERTICALEMENT

1. Mur d'images sacrées. - 2. Général et trafiquant panaméen. Club phocéen. - 3. Tas de sable. Acide et indispensable. - 4. Dans ces lieux. Un bruit que l'on peut éviter en public. - 5. Petits porteurs pour de grandes courses. Fait la liaison. - 6. Délimitèrent le problème. - 7. Démonstratif.

Canton confédéral. - 8. Dans nos rêves et sur les lèvres. Frottées pour relever. - 9. Mis au supplice parce qu'il était trop bavard. En liasse. - 10. L'indium. Assurent la formation. - 11. Tom ou Vania. Ville italienne bien arrosée. - 12. Indispensables pour vivre.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 01 - 198

Horizontalement

I. Sauf-conduits. - II. Eprouvées. Aï - III. Râ. Rieslings. - IV. Rival. Lune. - V. Esa. Liège. Pô. - VI. Ferler. Envol. - VII. Lares. Topo. - VIII. Léo. Enée. Gag. - IX. Etpa (apte). Encouru. - X. Scellée. Sète.

Verticalement

1. Serre-files. - 2. Apaise. Etc. - 3. Ur. Varlope. - 4. Fora. La. Al. - 5. Cuillère. - 6. Ove. Irénée. - 7. Nesle. Séné. - 8. Déluge. Ec. - 9. Usinent. Os. - 10. Né. Vogue. - 11. Tag. Pop art. - 12. Sismologue.

PHILATÉLIE

Le catalogue Dallay nouveau est arrivé

ÉVÈNEMENT dans le monde de la philatélie : deux jeunes collectionneurs, issus d'écoles de commerce, Luc Dartois et Jean-Bernard Pillet, viennent de se lancer dans l'édition d'un nouveau catalogue de cotation des timbres de France. Avec une certaine réussite, puisqu'en quelques semaines, ils en ont déjà vendu plusieurs milliers d'exemplaires.

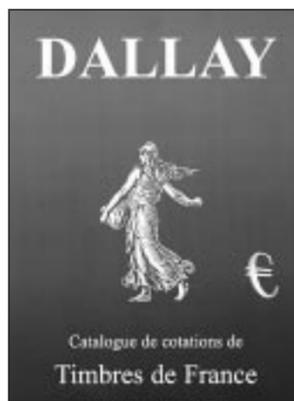
Le catalogue Dallay - dont le nom renvoie phonétiquement aux noms des auteurs - présente de nombreuses innovations par rapport à ses concurrents (Yvert et Tellier et Cérés), sans oser emprunter la présentation chronologique systématique du catalogue Marianne paru dans les années 1980. Ainsi, un encadré pratique (date d'émission précise, usage, dessinateur, etc.), accompagne la reproduction de chaque timbre, dont la cote est exclusivement donnée en euro. Les auteurs expliquent que cette dernière, résultat d'une analyse détaillée des ventes sur offres et à prix nets, est établie sur la base du

prix d'achat du timbre chez un marchand doublé : la cote du carnet « Personnages célèbres » de 1985 à 35 euros (230 francs) correspond à un prix d'achat d'environ 17,5 euros (115 francs) ; le Thermalisme rouge est à 500 euros (3 200 francs), on le trouve à 1 600 francs dans le négoce.

Le Dallay répertorie tirages spéciaux (timbres d'épargne Phénix de Dulac, 1945), non émis (Narvik, 1952, Moissonneuse de Muller, 1957) et de très nombreuses variétés. Les rubriques sur les carnets, millésimes et colis postaux sont particulièrement bien illustrées.

Luc Dartois et Jean-Bernard Pillet annoncent, pour juin 2002, un tome consacré à Andorre, Monaco et au territoire des Terres australes et antarctiques françaises. Quelques approximations orthographiques (les dessinateurs « Décaris » pour Decaris, Aurélie « Barras » au lieu de Baras ; « Mont-Doré. Puy de Sancay » ; Haüys sans ses trémas), l'étrange référence (comme chez Yvert) du timbre sur le 50^e Salon philatélique d'automne, paru le 12 novembre 1996, entre deux émissions d'avril ou l'absence des entiers postaux, ne gâtent pas l'ensemble dont toute bibliothèque philatélique peut s'enrichir.

Mauvais joueur et se sentant peut-être menacé, Yvert et Tellier, le lea-



der français plus que centenaire de la cotation de timbres, avec près de 100 000 catalogues vendus chaque année, a assigné en référé le catalogue Dallay pour « copie servile et conforme de la numérotation et concurrence déloyale » afin d'en interdire la diffusion, alors que les deux ouvrages présentent 74 numéros communs sur plus de 3 300 références. Débuté le 6 juin, Yvert et Tellier a décidé de poursuivre son action en justice.

Pierre Jullien

★ Dallay 2001 - 2002, 580 pages, 135 francs (plus port). Commandes : Dallay, 31, rue des Bourdonnais, 75001 Paris (tél. : 01-42-36-71-77).

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

Le Monde
Publicité

Président-directeur général : **Dominique Alduy**
Directeur général : **Stéphane Corre**
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PRINTED IN FRANCE

PHOTOGRAPHIE La particularité de Manfred Heiting est d'être à la fois collectionneur, encyclopédiste et professionnel de l'image. Né en 1943 à Detmold, en Allemagne, il découvre

très tôt les techniques de la publicité. ● À VINGT-DEUX ANS, l'entreprise américaine Polaroid le recrute en tant que directeur artistique et du design. Il y côtoie les plus grands photographes,

construit sa culture de l'image, voyage dans le monde entier, et commence à collectionner en ne jetant plus les photos qu'on lui donne. ● SA CONCEPTION de la collection est proche de

celle du conservateur de musée, non de l'amateur atypique. ● « JE NE SUIS PAS un découvreur et je ne vais pas aux puces. J'achète ce que tout le monde peut acheter. Mais je dois

être le collectionneur qui a vu le plus de collections publiques et privées dans le monde », explique celui qui a vu la photo devenir un enjeu marchand au début des années 1990.

La force des images de Manfred Heiting, collectionneur et encyclopédiste

Cet Allemand de cinquante-huit ans s'est lancé dans la publication, volume après volume, époque après époque, des bijoux de sa collection, une des plus importantes au monde, qu'il estime autour de cinq mille photographies

UN GRAND gaillard au sourire généreux nous reçoit pour raconter sa collection de photographies, une des plus importantes au monde. Sans y être autorisé, Manfred Heiting vous colle un appareil photo sur la figure. « C'est pour mon agenda électronique. » Cet Allemand de cinquante-huit ans, globe-trotteur, installé entre Los Angeles et Amsterdam, est dans le vent.

Ses pairs dénichent de vieux papiers, ils sont spécialisés dans les années 1850 ou 1930, voire dans le contemporain. Heiting, lui, est éclectique. Il a la vanité de constituer « de façon méthodique une collection encyclopédique », de tous genres et de toutes époques, de l'inventeur Fox Talbot, en 1840 (*Le Monde* du 21 juillet), jusqu'à Andreas Gursky (*Le Monde* du 9 août), un as du grand format. Sa collection serait aujourd'hui impossible à constituer, tant les belles épreuves sont devenues rares et hors de prix. « Un grand Nadar, où je le trouve et à quel prix ? »

« UNE GRANDE CAVE À VINS »

Manfred Heiting s'est lancé dans la publication, volume après volume, époque après époque, des bijoux d'une collection qu'il estime autour de 5 000 photographies – « l'ordinateur sait exactement combien », conservées dans des « chambres froides », à Amsterdam et à Los Angeles. « J'ai une grande cave à vins », dit-il avec humour. Ces livres sont la consécration de la collection, une façon de la révéler, non pas au public, puisque les albums, parmi les plus beaux de la photographie, ne sont pas commercialisés, mais numérotés de 1 à 1000 et donnés à qui bon lui semble.

« Ça fait trente-sept ans que je suis dans la photographie. » C'est une façon de dire que biographie et collection sont liées. Né en 1943 à Detmold, Manfred Heiting se souvient, quand il a quatre ans, d'une Allemagne en ruine. Grise aussi. « Les vêtements surtout, parce qu'il y avait une pénurie de teinture. » Il habite à côté d'un imprimeur, à Osnabrück (Westphalie), qui multiplie les formulaires colorés. « Je récupérais les feuilles de papier ; c'était ma première collection. » La seconde sera les timbres. A seize ans, il travaille dans une imprimerie puis découvre les techniques de la publicité. Son recrutement par Polaroid, en 1965, comme directeur artistique et du design, lui fait dire que la photo est « d'abord un job ». Mais un job déterminant pour la future collection. Polaroid est une entreprise américaine d'importance, qui fabrique les appareils à développement instantané que l'on sait mais aussi des lunettes de soleil. Il y reste dix-sept ans, élaborant le packaging du fameux appareil SX70. Sa première opération ? « Faire bosser Richard Avedon sur des lunettes de soleil. »

Ce qui veut dire qu'en tant que responsable des publicités il côtoie les grands photographes, leur passe des commandes, leur prête du matériel, construit sa culture de l'image, voya-



« Double portrait » (1930), de Roelof Paul Citroen (1896-1983), 23,7 x 30,4 cm.

ge dans le monde entier. Il apprend « beaucoup » avec le photographe américain Ansel Adams. « J'avais découpé et punaisé au mur une de ses photos ; il m'a dit : "Ne recommence jamais ça !" » C'est aussi l'époque où les artistes sont fascinés par le Polaroid : Warhol, Mapplethorpe, Kertész (avec qui il fait un livre), Hoc-

kney. « Polaroid était une plateforme idéale. J'étais à la bonne place et au bon moment. » Le bon moment, c'est le début des années 1970, quand Heiting se met « sérieusement » à collectionner. Comment commençait-il ? « En ne jetant plus les photos qu'on me donnait. » La photographie est encore négligée, limitée à un cer-

cle fermé. « Il y avait vingt-cinq passionnés à New York et j'étais le seul Européen. » Les prix sont modestes. Il achète surtout dans les quelques ventes aux enchères. La période et l'esthétique du Bauhaus allemand, qui associe art et industrie et qui ne peut que fasciner le salarié de Polaroid, l'amènent à constituer ses premiers achats avec Bayer ou Moholy-Nagy, entre 200 et 300 dollars, des sommes dérisoires.

Il attend six ans avant d'acheter sa première photo du XIX^e siècle. Baldus le séduit en 1977 avec une vue d'architecture à 500 dollars. « Je voyais trop d'épreuves anciennes médiocres. Avec Baldus, j'ai découvert un grand technicien et le photographe le plus "moderne" du XIX^e, par ses cadrages frontaux et sa façon de cerner les détails. On le dit ennuyeux mais c'est un photographe incroyable ! » Sa conception de la collection est proche de celle du conservateur de musée, non de l'amateur atypique. « Je ne suis pas un découvreur et je ne vais pas aux puces. J'achète ce que tout le monde peut acheter. Mais je dois être le collectionneur qui a vu le plus de collections publiques et privées

dans le monde. Regarder, c'est la clé. » Ce qui ne veut pas dire tout aimer de la même façon : « J'ai deux *Le Secq*, parce que je pense qu'il a vite tout dit. En revanche, Talbot explore de multiples directions. C'est la différence entre un petit maître et un génie. »

Manfred Heiting a vu la photo devenir un enjeu marchand au début des années 1990. Il dit avoir acheté 220 000 dollars son épreuve la plus chère. Fortune familiale ? « Absolument pas. Ma famille s'est toujours plainte que je mette de l'argent dans la photo. En plus, quand on me propose une photo à 10 000 dollars, je

suis incapable de "mettre" 6 000 dollars sur la table pour l'emporter tout de suite. »

De sa formation d'imprimeur, de son expérience chez Polaroid, puis de ses dix ans passés chez American Express, où, en tant que responsable des relations publiques, il s'occupe du magazine *Expression* (14 langues), envoyé aux deux millions de détenteurs de la carte de crédit, découle une double passion : le collectionneur cherche des épreuves somptueusement tirées, qu'il assimile à des objets d'art ; le professionnel est séduit par la puissance graphique de l'image publiée ou imprimée. Les deux Heiting sont logiquement réfractaires à l'image comme document. Ils forment un homme qui maîtrise les techniques, alchimies de laboratoire, procédés d'impression, papiers photographiques. Il en tire une conviction : « Si je veux voir une image, je prends un livre. Je collectionne des épreuves qui sont des objets précis, avec leur technique, leur format, leur qualité de papier. » Il oppose un photographe comme Weston, qui « conçoit chaque tirage pour l'exposition », à Cartier-Bresson, « qui voit l'image comme une étape avant sa publication dans un journal ou un livre ».

PROJET DE MUSÉE À BERLIN

Outre la qualité de l'image et de l'épreuve, la provenance a son importance. Heiting n'oublie pas les photos qu'Ansel Adams lui a données. Il est fier, aussi, de posséder l'épreuve de *Migrant Mother*, icône de la dépression américaine de 1936, que son auteur, Dorothea Lange, a donnée à Roy Stryker, l'animateur de l'équipe photo de la Farm Security Administration, et que ce dernier a punaisée devant son bureau. « Je n'aime pas qu'elle ait des trous, mais la provenance est incroyable. »

Après un intermède pour s'occuper, pendant deux ans, d'un projet de musée de la photo à Berlin, Manfred Heiting, qui supervise aussi des livres de photo chez Taschen, poursuit sa collection. Le contemporain est désormais son affaire. Les prix s'envolent, alors il vend un peu des années 1930, qu'il tient en masse (Sudek, Sander, Renger-Patzsch), pour épinglez des artistes dont il sait qu'ils « fonctionnent » quand on en détient une série. Il nuance : « Je ne peux avoir quinze *Gursky* ! » A 500 000 F (75 870 €) la pièce de 4 m x 2 m, on peut le comprendre.

Michel Guerrin

Un florilège de niveau muséal

Après un volume 1 consacré à sa collection d'images du XIX^e siècle (1995), Manfred Heiting publie – sans être proposé à la vente – l'opus 1 du volume 2 qu'il consacre à la période moderniste (1915-1968) en Allemagne, Tchécoslovaquie, Hongrie et France, sous le titre *At The Still Point*. L'objet est somptueux : 426 pages, une qualité d'impression époustouflante, des variétés différentes de papier en fonction des images (un luxe fou). Et, surtout, un florilège muséal avec des images signées Atget, Renger-Patzsch, Kertész, Brandt, Sander, Blossfeldt, Albers, Hausmann, Umbo, Bayer, Munkacsy, Moholy-Nagy, Sudek, Funke, Drtikol, Rössler, Brassai, Tabard, Ubac, Man Ray, Parry, Belmer. Et Doisneau à la fin. Manque Cartier-Bresson, mais il est ici présent, merveilleusement « portraituré » par Hoyningen-Huene. Un opus 2 de la période 1915-1968 sera consacré à la photo américaine, soviétique et à la *street photography*, de Frank à Arbus. Pourquoi 1968 comme césure ? « L'année marque un changement de mentalité : le monde, l'art et la photographie changent ; les papiers photographiques aussi. » Un troisième volume couvrira la période 1969-2000, avec les coloristes, les polaroids, Warhol...

« J'ai appris à distinguer les belles épreuves avec Ansel Adams »

EN BON collectionneur, Manfred Heiting ne cherche que des tirages originaux tirés dans la foulée de la prise de vue. Notamment pour des raisons liées aux papiers : « Dans les années 1920-1930, le photographe a le choix entre des dizaines de papiers aux nuances fortes de grains et de tons. Aujourd'hui, il n'existe que trois sortes de papier. Mettez à côté deux bons tirages d'une même image de Man Ray ; un de 1930 et un de 1975. Malgré tout le talent du tireur de 1975, il faut être aveugle pour ne pas préférer l'épreuve de 1930. Le papier est plus beau, les produits meilleurs, le négatif était plus propre. Cet exemple, vous pouvez le répéter pour toute l'histoire de la photographie. »

Qu'il existe trois ou cinquante tirages d'une image ancienne « n'est pas un problème car ils sont

tous différents. Le prix record pour une photographie est détenu par La Grande Vague de *Le Gray*, qui existe en de nombreux exemplaires. Pourquoi un seul a atteint 5 millions de francs ? Parce qu'il est dans un état parfait. L'état de l'épreuve, quand l'image est remarquable, conditionne 80 % du prix. Au collectionneur donc de trouver les plus belles épreuves ! J'ai appris avec Ansel Adams à les distinguer. Il m'a fallu jusqu'à quinze ans pour tomber sur un beau tirage d'une image que je voulais. Pour le XIX^e, on trouve de moins en moins des objets parfaits : les photographes de cette époque ne maîtrisaient pas toujours la technique et les très belles épreuves sont aujourd'hui bien repérées. »

Son goût pour le papier et sa culture de l'imprimé font que Manfred Heiting ne collectionne

pas de daguerréotypes – une image miroitante sur une plaque de cuivre. « Je n'ai pas de plaisir avec cet objet qui n'est pas pleinement visible. La production est égale-

Son goût pour le papier et sa culture de l'imprimé font que Manfred Heiting ne collectionne pas de daguerréotypes

ment trop liée au portrait, et les plaques sont de petits formats. »

La qualité de l'épreuve, selon Manfred Heiting, ne vaut plus à

partir des années 1970, quand les papiers « s'appauvrissent » et les tirages se standardisent. Dans la photo contemporaine, le tirage n° 1 est « rigoureusement le même » que le n° 50. C'est la raison pour laquelle le marché de la photo « a inventé des tirages limités ». Le collectionneur note aussi que des artistes conceptuels comme Christian Boltanski ou Sophie Calle, dont il possède des œuvres, « se fichent de la qualité du tirage », ce qui induit une autre difficulté dans le choix. Pour toutes ces raisons, collectionneur, conclut Manfred Heiting, demande de solides connaissances techniques sur les prises de vue et les tirages. « Après, il faut avoir l'argent et la passion. »

M.G.

HELENE MARTINI & Associés présentent

A PARTIR DU 4 SEPTEMBRE

Marianne JAMES
la diva

Ariane CADIER
la pianiste

Un spectacle unique en son genre
par JAMES STOLIA
avec le regard de Giorgio EDWARDS
Collaborateur Jacques Sébastein
Créateur artistique
Fondation de BUCHONNET

L'ULTIMA
Nécital
LES ADIEUX
IRREVOCABLES
AUX
FOLIES BERGERE

FOLIES BERGERE
www.foliesbergere.com
Rue de Valenciennes 109 - 75010 Paris
(Rue de Valenciennes - Métro Folies Bergères)

Du mardi au samedi à 20 h 30
Réservations : 01 44 79 98 98
Magasins FNAC
Carrefour - 0892 68 36 22
www.fnac.com

ALLO THEATRE 0892 707 705 et www.allotheatre.com - Ticketnet

PARIS FRANCE
sept 27 2001

fonds : soutien
subventionnés par la Mairie de Paris

Palestine 2001/5

Exposition-mémorial pour les morts de l'Intifada

Le Centre culturel Sakakini, ouvert en 1996, se consacre à la création contemporaine. Les œuvres des artistes sont imprégnées de l'histoire et de la mémoire palestinienne

RAMALLAH

de notre envoyée spéciale

C'est une jolie demeure en pierre, construite en 1927 sur le modèle de l'architecture locale traditionnelle, rythmée par des portes et des fenêtres en arc, pavée de ces carrelages qui imitent les motifs des tapis orientaux. Restaurée par l'association de défense du patrimoine architectural Riwaq, elle a été acquise par le ministère de la culture palestinien en 1995, qui en a fait le Centre culturel Khalil-Sakakini, du nom d'un pédagogue palestinien décédé en 1953. La directrice d'origine algérienne Adila Laïdi, nommée en 1997, l'a doté d'un statut indépendant, pour développer librement ses activités autour des arts plastiques, de la littérature et du spectacle vivant.

La fraîcheur du rez-de-chaussée accueille les expositions, tandis que le premier étage est réservé au local de la prestigieuse revue littéraire *Al-Karmel*, dirigée par le poète Mahmoud Darwich (*Le Monde* du 24 août). En haut, une salle de spectacle héberge lectures, conférences, pièces de théâtre ou de danse.

Deux initiatives du Centre culturel Sakakini traduisent la tournure engagée à laquelle les responsables artistiques et les créateurs ont dû mal à échapper, dans le contexte actuel du conflit israélo-palestinien. « *Promouvoir les arts et la culture en Palestine n'est pas une question marginale*, affirme Adila Laïdi. Elle est intimement liée à la tâche de construire un foyer palestinien démocratique et prospère, après des décennies d'occupation. Les arts et la culture formaient un havre pour regagner humanité et identité. Dans la situation actuelle de crise, d'instabilité et d'étroitesse d'horizon, l'action culturelle acquiert un rôle vital – celui de briser le siège de l'isolement et de favoriser une relation esthétique à la vie. »

A l'automne, peu après le début de la deuxième Intifada, Adila Laïdi

a lancé le projet d'une exposition consacrée aux cent premières victimes – les « martyrs » – de la répression israélienne. « *L'idée est de faire sortir de l'anonymat du décompte statistique et d'honorer les familles vouées à vivre dans l'absence des êtres chers.* » Présentée en février et mars au Centre Sakakini, où elle a dépassé les chiffres habituels de fréquentation, l'exposition-mémorial, baptisée « Cent martyrs, cent vies », continue de tourner en Cisjordanie, dans les villes arabes israéliennes ou à l'étranger.

CINQUANTAIRE DE LA NAKBA

Chaque famille a été invitée à donner un objet aimé du mort – ballon de foot, paire de baskets Nike, jouet, cahier d'école, cassette de musique, tableau, keffieh, photo de famille... L'artiste franco-palestinien Samir Salameh, commissaire de l'exposition, a attribué un espace propre à chacun, doté de la photo du mort, d'un court récit de sa vie et de l'objet, enchâssé dans un coffret translucide. La photographe Isabel de la Cruz a dressé un cliché de chacun des objets pour le catalogue, où figure une courte biographie du « martyr ».

En 1998, le Centre culturel Sakakini a commémoré le cinquantenaire de la Nakba (la catastrophe, en arabe) – l'exode des 700 000 Palestiniens qui ont dû quitter leurs terres et leurs maisons à la suite de la création de l'Etat d'Israël. Des témoignages individuels ont été recueillis et des rencontres publiques ont été organisées avec les personnes interviewées. Depuis, le centre a ouvert un site Internet spécialisé (www.alnakba.org), qui mêle l'histoire, avec des dates et des faits, et la mémoire, autour de récits et de photos.

Le site propre du centre, remis à jour chaque mois, – les Palestiniens ont été des pionniers d'Internet, un



« Cent martyrs, cent vies » au Centre Sakakini. La photo du mort, un court récit de sa vie et l'objet, placé dans un coffret.

média qui leur permettait de se soustraire à la censure israélienne – est un précieux outil pour découvrir les artistes locaux ou de la diaspora. Toutes les tendances en littérature, arts plastiques, spectacle vivant, cinéma sont présentées en textes et en images, dans plusieurs langues (www.sakakini.org).

Chaque mois, une nouvelle exposition est proposée, accueillant jeunes artistes locaux ou créateurs plus aguerris, comme le plasticien Nabil Anani, qui travaille de façon contemporaine les matériaux traditionnels tels que le cuir, la paille, le papier mâché, ou le peintre germano-syrien Marwan.

Lectures d'écrivains palestiniens, spectacles de théâtre, concerts et

projections de films se déroulent chaque semaine. Ces événements ne sont pas toujours relayés dans une presse palestinienne qui accorde la priorité à l'actualité politique. Des critiques d'art britanniques devaient venir cet hiver dispenser une formation à des journalistes locaux. Après les premiers bombardements israéliens sur des cibles militaires palestiniennes à Ramallah, les organisateurs se sont vus contraints de l'annuler.

Catherine Bédarida

DEMAIN

Une restauration explosive pour la vieille ville d'Hébron

Le Festival de Douarnenez accueille les films maoris

DOUARNENEZ

de notre envoyé spécial

Le Festival de cinéma de Douarnenez (Finistère), qui s'achève samedi 25 août, fête ses vingt-trois ans, avec une programmation consacrée à la culture maorie. Sur la place du Bicentenaire, on sert ce soir 300 colombos de porc. Les festivaliers discutent autour des tables de bois dressées sur tréteaux. Les invités maoris se fondent dans le public.

Ce festival a, bon an mal an, 15 000 à 20 000 entrées en salles dans un port qui compte 16 500 habitants. Ici, la tradition est festive. Douarnenez a son carnaval des Gras en février, un festival d'été, et accueille depuis des lustres des rassemblements de vieux gréements. Mais cette tradition ne suffit pas à expliquer l'attrait de ce rendez-vous autour du cinéma. « *Les gens qui viennent font confiance à notre tambouille et à notre éthique* », estime Erwan Moalic, codirecteur du festival. Il est là depuis les débuts,

en 1978. La lutte contre le projet de centrale nucléaire à Plogoff cristallise alors des élans écologistes, tiers-mondistes et la recherche des racines bretonnes.

Les années passent et le Festival des minorités nationales change de nom. « *Les revendications des identités, on se demande jusqu'où cela peut conduire* », s'interroge Caroline Troin, codirectrice. Cette année, lors des préparatifs, la délégation douarneniste dépêchée en Nouvelle-Zélande – à 22 000 km de ses bases – a d'abord dû convaincre ses interlocuteurs maoris que son choix ne devait rien à l'exotisme. Il a fallu discuter ferme et s'accorder sur les films retenus. Deux en particulier, *L'Âme des guerriers*, de Lee Tamahori, et *La Leçon de piano*, de Jane Campion, sont diversement appréciés des Maoris, qui y voient l'expression d'une image partielle ou caricaturale de leur communauté. « *Le premier décrit certes une des réalités de notre peuple, mais il n'y a pas d'autre film aussi connu pour*

rééquilibrer les choses. Le second n'est pas un sujet sur les Maoris ; ils s'habillent bizarrement et ils portent le piano », résume Patricia Grace, écrivain néo-zélandaise d'origine maorie par son père.

Les festivaliers peuvent néanmoins se faire une idée plus large grâce à la cinquantaine de films proposés. Tous les genres sont représentés, signés pour moitié par des Maoris. « *Une fiction, Mauri, de Merata Mita, a été une belle découverte, car elle porte les spécificités de la culture maorie de façon très forte* », estime Caroline Troin. Ce qui n'empêche pas Joseph Te Rito, enseignant dans un institut de technologie, de regretter que le cinéma maori reste très marginal : « *On peut compter les réalisateurs ou réalisatrices sur les doigts de la main*. » Il se bat parallèlement pour revitaliser une langue « parlée seulement par 8 % des Maoris ».

Vincent Durupt

A Paris, le Forum des images révèle le cinéaste japonais Kinji Fukasaku

L'ÉTRANGE FESTIVAL. Jusqu'au 4 septembre. Forum des images, Grande Galerie, Forum des Halles, Paris-3^e. M^o Châtelet-les-Halles. Tél. : 01-44-76-62-00. 40 F (6 €), tarif réduit : 30 F (4,5 €), carte 5 films : 130 F (19,7 €).

Grâce à L'Étrange Festival, la plannète cinéma ne cesse de repousser ses limites vers des territoires qui ne sont pas tant extrêmes, comme le suggère le nom de cette manifestation, mais délaissés par les histoires du cinéma. Les hommages consacrés à la comédienne anglaise Barbara Steele, figure majeure du cinéma d'horreur en Europe dans les

années 1960 (*Le Masque du démon* de Mario Bava), à l'écrivain Norman Mailer, réalisateur de quatre films dont un seul, *Les Vrais durs ne dansent pas* (1987), était sorti de la confidentialité, et au japonais Takashi Ishii, font partie des temps forts du programme. Mais ce sont six films – sur soixante réalisés en quarante ans – du japonais Kinji Fukasaku qui retiennent l'attention.

Son nouvel opus, *Battle Royale*, description angoissante d'un futur où, pour enrayer la délinquance, la police japonaise décide d'envoyer une quarantaine d'adolescents sur une île, condamnés à s'entre-tuer devant les caméras de la télévision, a rencontré un succès considérable

au Japon en 2000. Takeshi Kitano et Kiyoshi Kurosawa le considèrent comme un maître. Quentin Tarantino avait présenté plusieurs films de Fukasaku à la cinémathèque de Los Angeles en janvier 2001.

Né en 1930, Kinji Fukasaku a commencé sa carrière à la Toei, l'un des cinq grands studios japonais. Le traumatisme de l'après-guerre et la transformation accélérée de la société nipponne sont ses grands thèmes. *Sous les drapeaux, l'enfer* (1972), l'une des raretés montrées à L'Étrange Festival, met en scène des vétérans de la guerre du Pacifique et raconte les efforts d'une veuve de guerre, décidée à sauver l'honneur de son mari, exécuté en Nouvelle-

Guinée pour désertion. Fukasaku a été le premier réalisateur japonais à se démarquer de l'image du bon yakusa, guidé par l'honneur et la solidarité, pour imposer celle d'un gangster rongé par la trahison. La disparition du code du yakusa sert de métaphore au destin de la société japonaise de l'après-guerre. C'est le sujet central du *Caid de Yokohama* (1969), magnifique portrait d'un chef yakusa qui fait son retour dans un milieu dont il ne reconnaît plus les codes. Et l'outrance atteint son paroxysme dans l'incroyable *Cimetière de la morale* (1975), le sommet de l'œuvre de Fukasaku.

Samuel Blumenfeld

SORTIR

PARIS

Tamburlodé

Avant la chanteuse nordestine Cristina Ananias le 1^{er} septembre et un grand bal forro le 8, cette semaine le Divan du Monde reçoit dans le cadre de ses soirées « Noites do Brasil » un groupe qui fait de la samba reggae bahianai se son bel ordinaire. Emmené par Giba, un ancien de Tupi Nagô, Tamburlodé est un groupe dangereux. Après l'un de ses concerts, on peut repartir convaincu qu'il n'y a pas de vraie fête sans percussions débridées et rythmes passionnés.

Divan du Monde, 75, rue des Martyrs, Paris-18^e. M^o Pigalle. 23 heures, le 25.

Tél. : 01-44-92-77-66. 90 F.

AISNE

Se nourrir sur le front

Au centre du triangle Soissons, Laon, Reims, le Chemin des Dames, s'étire sur une vingtaine de kilomètres. Sur cette ligne de crête calcaire, âprement disputée pendant la première guerre

mondiale, les armées françaises et allemandes ont aménagé et occupé les carrières souterraines. L'une d'entre elles, surnommée par les troupes du Kaiser, la Caverne du Dragon, est aujourd'hui devenue un musée qui propose aux visiteurs de découvrir la vie quotidienne des soldats de la Grande Guerre. A travers des photographies et divers objets, de la cantine roulante au camion-bazar en passant par les fours à pain, une exposition retrace l'univers des repas sur le front et évoque un problème crucial : l'approvisionnement de plus de deux millions d'hommes de chaque côté de la ligne de front. *Oulches-La-Vallée-Foulon, Caverne du Dragon. (Aisne). De 10 heures à 19 heures, tous les jours pour l'exposition, jusqu'au 4 novembre (entrée libre). Visites guidées de la Caverne du dragon (départ toutes les demi-heures, de 10 heures à 11 h 30 puis de 13 heures à 17 h 30, jusqu'à la fin août. Tél. : 03-23-25-14-18. De 15 F à 30 F.*

GUIDE

CINÉMA - REPRISE

Familles, dans, tribus

Les Sept Samourais, d'Akira Kurosawa (Japon, 1954). Projection en plein air. Prairie du Triangle, Parc de la Villette. M^o Porte-de-Pantîn. A partir de 22 heures, le 25. Tél. : 01-40-03-75-75. Entrée libre. Location transat + couverture sur place, 40 F.

CINÉMA - FESTIVAL

Promenades romaines à Paris 2001

Les Clowns, de Federico Fellini (1970). Cirque Romanes, 12, rue Paul-Bert, Paris-11^e. M^o Faidherbe-Chaligny. 21 h 30, le 25. Tél. : 08-2000-75-75 (numéro vert). Projection gratuite dans le cadre du Cinéma au Clair de Lune.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Pierre Hamon (flûte et cornemuse), Carlo Rizzo (percussions et voix) Œuvres traditionnelles anonymes italiennes.

Parc floral de Paris, Bois de Vincennes, Paris-12^e. M^o Château-de-Vincennes. 16 h 30, le 25. Tél. : 01-55-94-20-20. Entrée libre.

Viviane Rudeau (piano), Pascal Perroz (comédien), Hervé Petit (mise en scène).

Œuvres de Schumann, Chopin, Liszt, Debussy.

Cathédrale Sainte-Croix-des-Arméniens, 6, rue Charlot, Paris-3^e. M^o Saint-Sébastien-Froissard. 20 h 30, le 25. Tél. : 06-10-16-24-02. 70 F (location Fnac, France Billet).

Les Violons de France Œuvres de Vivaldi, Mozart.

Eglise Saint-Ephrem-le-Syriaque, 17, rue des Carmes, Paris-5^e. M^o Maubert-Mutualité. 21 heures, le 25. De 100 F à 150 F.

Mathieu Lours (orgue) Intermèdes musicaux de la Renaissance.

Ecouen (Val-d'Oise). Château. 15 heures et 16 heures, le 25. Tél. : 01-34-38-38-50. 25 F.

Slava Chestiglasov (violon), l'Ensemble Gratzia Œuvres de Blogovest, Panov, Prokofiev, Gershwin, Teleman, Koline, Kat-chavaryan, Saint-Saëns, Melikyan, Debussy, Rachmaninov, Wienawski, Gounod.

Enghien-les-Bains (Val-d'Oise). Théâtre du Casino, 3, avenue Ceinture. 20 h 30, le 25. Tél. : 01-34-48-48-40. 180 F (location Fnac).

Pauline Bartissol (violoncelle), Aline Bartissol (piano) Œuvres de Beethoven, Mendelssohn.

Saint-Germain-en-Laye (Yvelines). Maison Claude-Debussy, 38, rue au Pain. 16 heures, le 25. Tél. : 01-34-51-05-12. 30 F.

Alexandre Tomescu (violon), Per Tengstrand (piano). Œuvres de Bartok, Ysaie, Chopin, Beethoven.

Sceaux (Hauts-de-Seine). Orangerie, parc de Sceaux. RER Bourg-la-Reine. 17 h 30, le 25. Tél. : 01-46-60-07-79. De 110 F à 150 F (location Fnac).

Asia in London

Bal-concerts avec les groupes Rizwan-Muazzam ; Qawwali & The temple of sound ; Trans Global Underground. Kiosque à musique du parc de la Villette. M^o Porte-de-la-Villette. A partir de 17 h 30, le 26. Accès libre.

RÉGIONS

Ensemble A Sei Voci

Bencini. Bernard Fabre-Garrus (direction). Le Bailleul (Sarthe). Eglise. 17 heures, le 25. Tél. : 02-43-62-22-22. 95 F.

The Gabrieli Consort and Players Œuvres de Purcell. Paul McCreesh (direction). La Chaise-Dieu (Haute-Loire). Abbaye. 21 heures, le 25. Tél. : 04-71-00-01-16. De 65 F à 470 F.

Le Poème harmonique Œuvres de Cavalieri. Vincent Dumestre (direction). La Chaise-Dieu (Haute-Loire). Abbaye. 23 h 30, le 25. Tél. : 04-71-00-01-16. De 310 F à 360 F.

Musica antiqua Köln Œuvres de Caldara, Pergolèse, Albino-ni, Vivaldi. Reinhardt Goebel (direction).

La Chaise-Dieu (Haute-Loire). Abbaye. 21 heures, le 26. Tél. : 04-71-00-01-16. De 65 F à 470 F.

Orchestre national symphonique de Lituanie Œuvres de Rossini, Britten, Tchaïkovski, Lehar, J. Strauss. Robertas Serveni-kas (direction).

La Côte-Saint-André (Isère). Les Halles. 17 heures, le 26. Tél. : 04-74-20-20-79. 220 F.

Ensemble Carpe Diem Œuvres de Stravinsky, Prokofiev, Glinka, Borodine. Jean-Pierre Arnaud (direction).

La Côte-Saint-André (Isère). Eglise. 21 heures, le 26. Tél. : 04-74-20-20-79. 130 F.

Les Solistes de Moscou Œuvres de Mozart, Tchaïkovski, Britten. Youri Bashmet (alto, direction).

Menton (Alpes-Maritimes). Parvis Saint-Michel. 21 h 30, le 26. Tél. : 04-92-41-76-95. De 70 F à 201 F

Ensemble Accentus Œuvres de Reger, Brahms, Bruckner, Ligeti. Laurence Equilbey (direction).

Miré (Maine-et-Loire). Eglise. 17 h 30, le 26. Tél. : 02-41-95-83-19. 100 F

Ensemble Pierre-Robert Motets de Couperin, Dumont, Robert. Manuel Beekman (haute-contre), Robert Getchell (taille), Robbert Muuse (basse), Frédéric Désenclos (orgue, direction).

Poitiers (Vienne). Cathédrale Saint-Pierre, rue Sainte-Croix. 16 heures, le 26. Tél. : 05-49-47-13-61. 100 F.

Rias Kammerchor, Concerto Köln Œuvres de Holzbauer, Marcus Creed (direction).

Vézelay (Yonne). Basilique. 21 heures, le 26. Tél. : 03-86-32-34-24. 150 F.

DERNIERS JOURS

31 août Regards persans : Iran, une révolution photographique

Fondation EDF, Espace Electra, 6, rue Récamier, Paris-7^e. M^o Sévres-Babylone. Tél. : 01-53-63-23-45. De 12 heures à 19 heures. Fermé lundi. 15 F, 20 F et 30 F.

2 septembre Dans l'appartement d'André Kertész à New York, photographies

Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, Paris-4^e. M^o Saint-Paul. De 11 heures à 20 heures. Tél. : 01-44-78-75-00. Dans le cadre de la Saison hongroise Magyar. Fermé lundi et mardi. 30 F. 15 F.

Une collection de 71 références.

Le jazz au fil de la Seine...

Les plus grands artistes de jazz enregistrés à Paris

Jazz in Paris

67

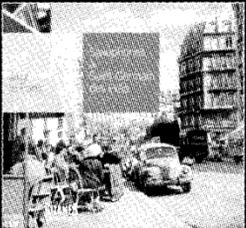
014 182-2

55

014 060-2



René Urtreger : joue Bud Powell



Michel de Villers / Hubert Fol / Sonny Criss : Saxophones à Saint-Germain-des-Prés

Un 25-cm, quatre 45-tours :

autant de petites merveilles, que longtemps les collectionneurs (japonais mais pas seulement) se sont disputées, enfin disponibles en cd et qui illustrent la diversité de ce jazz "made in Paris" entre 1954 et 1956 par des souffleurs aussi originaux que Michel de Villers, Hubert Fol ou Maurice Meunier, auxquels s'ajoutera en 63 l'Américain Sonny "Mister Blues pour flirter" Criss. Magistral relecteur de Powell et Monk, Urtreger était lui aussi de la fête, avec le Gotha du piano à la française : Arvanitas, Persiany, Henri Renaud... Corcorico, certes, mais avec l'accent bebop.

JAZZ magazine

FIP

UNIVERSAL

GITANES

VENDREDI 24 AOÛT

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS	
21.00 Le Foot, roi d'Afrique. Débat.	Forum
22.00 Foot, une ville, deux clubs. Débat.	Forum
22.05 et 22.25 Docs & débats. Quand la justice se remet en question. Débat.	Odyssee
23.00 Sportifs, la gloire... et après ? Débat.	Forum
MAGAZINES	
21.50 Sagas. Les grandes réussites.	TF 1
21.00 Recto Verso. Invité : Jacques Weber.	Paris Première
21.00 Top bab. Spécial Japon. Invité : Marc Zermati.	Canal Jimmy
22.45 Paris dernière.	Paris Première
23.15 ONPP vu de la loge.	France 3
DOCUMENTAIRES	
20.00 Pilot Guides. Le Chili et l'île de Pâques.	Voyage
20.00 Les Délices des serpents.	Odyssee
20.15 Reportage. La Guerre des singes.	Arte
20.25 Hutans. [6/6]. L'orang et l'orang-outang.	Odyssee
20.30 Chroniques d'Hollywood.	Histoire
21.00 Les Mystères de la Bible. L'ennemi perpétuel : les Philistins.	La Chaîne Histoire
22.00 Sous la mer. Fidji.	Voyage
22.00 Jamel à la télé.	Canal +
22.15 Grand format. Optimum. Les pionniers du meilleur des mondes.	Arte
22.20 Dix ans, douze rounds. Rêve d'un boxeur.	Planète
22.55 Les Femmes aux J.O. [2/3]. Rapidité et grâce.	Histoire
23.05 Chambord secret.	Odyssee
23.30 Gold ! L'or en barre.	Chaîne Histoire
23.40 Gros plan sur Juliette Binoche.	Festival
0.00 Pilot Guides. Rio de Janeiro.	Voyage
0.05 Michel Piccoli, de vous à moi.	Paris Première
SPORTS EN DIRECT	
19.00 Football. Championnat de France D2. 5 ^e journée. Strasbourg - Châteauroux. Au stade de la Meinau, à Strasbourg.	Eurosport
19.45 Athlétisme. Golden League. Memorial Van Damme. Au stade Roi-Baudouin, à Bruxelles.	Canal +
20.40 Football. Supercoupe d'Europe. Bayern Munich (All.) - Liverpool (GB). Au stade Louis-II, à Monaco.	France 3
22.00 Golf. Championnat du monde professionnel. 2 ^e jour. A Akron (Ohio).	Canal + vert
DANSE	
21.55 Le « Pas de deux » du Corsaire. Chorégraphie de Marius Petipa. Musique d'Adolphe Adam. Avec Lioubov Kounakova (Méadora), Farouk Rouzimatov (le corsaire). Réalisation de Thomas Grimm.	Mezzo

Le Monde
TELEVISION

France-Culture

17.30 Le Mystère Kennedy
Certains événements historiques se prêtent mieux que d'autres à l'exercice délicat de la série radiophonique. Le meurtre de John Fitzgerald Kennedy, avec ses parts d'ombre et ses violents traumatismes, en est un parfait exemple. En dix épisodes programmés du lundi 20 au vendredi 31 août de 17 h 30 à 18 heures, Alexandre Adler revient en détail sur le crime commis à Dallas le 24 novembre 1963.

Arte

22.15 Grand format : Optimum
Les travaux de trois savants anglais : Jeremy Bentham, philosophe, Charles Babbage, mathématicien, et Francis Galton, anthropologue, ont marqué le XIX^e siècle mais ne sont pas des plus connus en France. Au moment où certains s'approprient à cloner des êtres humains, ce documentaire vient à point pour rappeler que le rêve de l'amélioration de notre espèce est ancien.

Ciné Cinémas 2

22.30 Pile ou face ■ ■
Edouard Morlaix (Michel Serrault) rentre dans son appartement pour se faire, une fois de plus, engueuler par sa femme. Celle-ci, qui accrochait des rideaux, tombe par la fenêtre. L'enquête conclut à l'accident, mais l'inspecteur Baroni (Philippe Noiret) est convaincu que Morlaix a tué sa femme. Un suspense psychologique adapté d'un roman paru dans la Série noire, dialogué, à sa manière, par Michel Audiard.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS	
12.10 et 17.10, 0.10 Le Monde des idées. Thème : L'homme des livres. Invité : Bernard Pivot.	LCI
21.00 Chorégraphie. sur la trace des pas perdus. Débat.	Forum
22.00 Carte blanche à Claude Bessy. Débat.	Forum
23.00 De l'opéra à l'opéra rock. Débat.	Forum
MAGAZINES	
14.40 Place aux livres. Invités : Maryse et Georges Wolinski.	LCI
16.50 C'est toujours l'été.	France 3
18.10 100 % politique. Invité : Michel Rocard.	LCI
18.15 Ce qui fait débat.	TV 5
19.00 Union libre. Best of.	France 2
19.00 Histoire parallèle. Semaine du 25 août 1951 : 1951 - 2001, les Etats-Unis ont-ils changé ? Invités : Nancy L. Green, Claude Fohlen.	Arte
21.05 Thalassa. Les poissons-chats du Mékong. Blanc corail.	TV 5
22.15 L'Été d'Envoyé spécial. EU.	TV 5
22.15 Metropolis. Balthus le mystérieux. Ilya Benjaminovitch Waissfeld ou le cinéma russe. Des biographies pour tous.	Arte
22.45 Tout le monde en parle. Les remix de l'été. Invités : Mimie Mathy, Julien Clerc, Audrey Marnay, Anthony Delon, Marcel Desailly, J.-Claude Van Damme, Alain de la Morandais ; Églantine Emeye ; Ari Boulogne ; Sophie Thalmann.	France 2
DOCUMENTAIRES	
17.00 Sur les chemins du monde. Les Enquêtes du National Geographic. Quand la Terre gronde. 17.30 Carnets de plongée. [10/10]. L'oasis de Sinbab.	La Cinquième
17.15 L'Actors Studio. James Caan.	Paris Première
18.10 Les Mystères de la Bible. L'ennemi perpétuel : les Philistins.	Chaîne Histoire
19.05 Les Grandes Batailles du passé. La bataille de Gettysburg, 1863.	Histoire
19.15 Seconde Guerre mondiale. Malmédy, l'odieux massacre. La Chaîne Histoire	
19.30 Jamel à la télé.	Canal +
19.40 Jay-Jay Johanson. L'homme qui aimait les femmes.	Planète
20.00 D'îles en îles. Porto Rico.	Voyage
20.00 Angola.	Histoire
20.15 Walker Evans. Photographies d'Amérique.	Arte
20.30 Sur la route. Japon, l'homme solaire.	Voyage
20.35 L'Été des docs : Samedi doc. Diana, l'enquête. [2/2].	Canal +
20.50 François Chalais, la vie comme un roman.	Odyssee
21.00 Encyclopédies. Les Foulées de la gloire. 21.55 Une histoire de la médecine. [8/8]. Médecine et médecines...	Histoire
21.10 Vamps et femmes fatales du cinéma européen.	Ciné Classics
22.00 Pilot Guides. Bolivie.	Voyage
22.05 Hollywood. Backstage 44.	Ciné Classics
22.10 De mystérieuses civilisations disparues. L'ombre du Colisée.	Planète
23.15 Music Planet. Martial Solal.	Arte
23.40 Mémoires de la télévision française. [1/2]. Jean Kerchbron.	Histoire
0.10 Civilisations. La civilisation perdue de l'Atlantide.	La Chaîne Histoire
0.55 Enigmes et tragédies maritimes. Nelson à Trafalgar, une funeste victoire.	Chaîne Histoire
SPORTS EN DIRECT	
14.50 Aviron. Championnats du monde. Finales. A Lucerne (Sui.).	France 2
17.15 Football. Championnat de France D1. 5 ^e journée. Match avancé. Bordeaux - Auxerre. Au stade Chaban-Delmas, à Bordeaux.	Canal +
20.00 Football. Championnat de France D1. 5 ^e journée. Bastia - Marseille. Au stade Armand-Césari, à Furiani.	TPS Foot
21.00 Tennis. Tournoi féminin de New Haven (Connecticut). Finale.	Eurosport
22.00 Golf. Championnat du monde professionnel. 3 ^e jour. A Akron (Ohio).	Canal + vert
MUSIQUE	
18.00 Grieg et Stravinski par Colin Davis aux Proms 1979. Par le London Symphony Orchestra, dir. sir Colin Davis. Au programme : Concerto pour piano en la mineur, opus 16, d'Edvard Grieg ; Symphonie en trois mouvements, d'Igor Stravinski. Réalisation de Roy Tipping.	Muzzik
19.10 Nuit italienne. Avec RYNE Terfel, baryton ; Sergei Larin, ténor ; Angela Gheorghiu, soprano. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. Œuvres de Verdi, Bellini et Rossini.	Muzzik
20.35 L'Été des docs : Samedi doc. Diana, l'enquête. [2/2].	Canal +
20.50 François Chalais, la vie comme un roman.	Odyssee
21.00 Encyclopédies. Les Foulées de la gloire. 21.55 Une histoire de la médecine. [8/8]. Médecine et médecines...	Histoire
21.10 Vamps et femmes fatales du cinéma européen.	Ciné Classics
22.00 Pilot Guides. Bolivie.	Voyage
22.05 Hollywood. Backstage 44.	Ciné Classics
22.10 De mystérieuses civilisations disparues. L'ombre du Colisée.	Planète
23.15 Music Planet. Martial Solal.	Arte
23.40 Mémoires de la télévision française. [1/2]. Jean Kerchbron.	Histoire
0.10 Civilisations. La civilisation perdue de l'Atlantide.	La Chaîne Histoire
0.55 Enigmes et tragédies maritimes. Nelson à Trafalgar, une funeste victoire.	Chaîne Histoire
SPORTS EN DIRECT	
14.50 Aviron. Championnats du monde. Finales. A Lucerne (Sui.).	France 2
17.15 Football. Championnat de France D1. 5 ^e journée. Match avancé. Bordeaux - Auxerre. Au stade Chaban-Delmas, à Bordeaux.	Canal +
20.00 Football. Championnat de France D1. 5 ^e journée. Bastia - Marseille. Au stade Armand-Césari, à Furiani.	TPS Foot
21.00 Tennis. Tournoi féminin de New Haven (Connecticut). Finale.	Eurosport
22.00 Golf. Championnat du monde professionnel. 3 ^e jour. A Akron (Ohio).	Canal + vert
MUSIQUE	
18.00 Grieg et Stravinski par Colin Davis aux Proms 1979. Par le London Symphony Orchestra, dir. sir Colin Davis. Au programme : Concerto pour piano en la mineur, opus 16, d'Edvard Grieg ; Symphonie en trois mouvements, d'Igor Stravinski. Réalisation de Roy Tipping.	Muzzik
19.10 Nuit italienne. Avec RYNE Terfel, baryton ; Sergei Larin, ténor ; Angela Gheorghiu, soprano. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. Œuvres de Verdi, Bellini et Rossini.	Muzzik
20.35 L'Été des docs : Samedi doc. Diana, l'enquête. [2/2].	Canal +
20.50 François Chalais, la vie comme un roman.	Odyssee
21.00 Encyclopédies. Les Foulées de la gloire. 21.55 Une histoire de la médecine. [8/8]. Médecine et médecines...	Histoire
21.10 Vamps et femmes fatales du cinéma européen.	Ciné Classics
22.00 Pilot Guides. Bolivie.	Voyage
22.05 Hollywood. Backstage 44.	Ciné Classics
22.10 De mystérieuses civilisations disparues. L'ombre du Colisée.	Planète
23.15 Music Planet. Martial Solal.	Arte
23.40 Mémoires de la télévision française. [1/2]. Jean Kerchbron.	Histoire
0.10 Civilisations. La civilisation perdue de l'Atlantide.	La Chaîne Histoire
0.55 Enigmes et tragédies maritimes. Nelson à Trafalgar, une funeste victoire.	Chaîne Histoire
SPORTS EN DIRECT	
14.50 Aviron. Championnats du monde. Finales. A Lucerne (Sui.).	France 2
17.15 Football. Championnat de France D1. 5 ^e journée. Match avancé. Bordeaux - Auxerre. Au stade Chaban-Delmas, à Bordeaux.	Canal +
20.00 Football. Championnat de France D1. 5 ^e journée. Bastia - Marseille. Au stade Armand-Césari, à Furiani.	TPS Foot
21.00 Tennis. Tournoi féminin de New Haven (Connecticut). Finale.	Eurosport
22.00 Golf. Championnat du monde professionnel. 3 ^e jour. A Akron (Ohio).	Canal + vert
MUSIQUE	
18.00 Grieg et Stravinski par Colin Davis aux Proms 1979. Par le London Symphony Orchestra, dir. sir Colin Davis. Au programme : Concerto pour piano en la mineur, opus 16, d'Edvard Grieg ; Symphonie en trois mouvements, d'Igor Stravinski. Réalisation de Roy Tipping.	Muzzik
19.10 Nuit italienne. Avec RYNE Terfel, baryton ; Sergei Larin, ténor ; Angela Gheorghiu, soprano. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. Œuvres de Verdi, Bellini et Rossini.	Muzzik
20.35 L'Été des docs : Samedi doc. Diana, l'enquête. [2/2].	Canal +
20.50 François Chalais, la vie comme un roman.	Odyssee
21.00 Encyclopédies. Les Foulées de la gloire. 21.55 Une histoire de la médecine. [8/8]. Médecine et médecines...	Histoire
21.10 Vamps et femmes fatales du cinéma européen.	Ciné Classics
22.00 Pilot Guides. Bolivie.	Voyage
22.05 Hollywood. Backstage 44.	Ciné Classics
22.10 De mystérieuses civilisations disparues. L'ombre du Colisée.	Planète
23.15 Music Planet. Martial Solal.	Arte
23.40 Mémoires de la télévision française. [1/2]. Jean Kerchbron.	Histoire
0.10 Civilisations. La civilisation perdue de l'Atlantide.	La Chaîne Histoire
0.55 Enigmes et tragédies maritimes. Nelson à Trafalgar, une funeste victoire.	Chaîne Histoire
SPORTS EN DIRECT	
14.50 Aviron. Championnats du monde. Finales. A Lucerne (Sui.).	France 2
17.15 Football. Championnat de France D1. 5 ^e journée. Match avancé. Bordeaux - Auxerre. Au stade Chaban-Delmas, à Bordeaux.	Canal +
20.00 Football. Championnat de France D1. 5 ^e journée. Bastia - Marseille. Au stade Armand-Césari, à Furiani.	TPS Foot
21.00 Tennis. Tournoi féminin de New Haven (Connecticut). Finale.	Eurosport
22.00 Golf. Championnat du monde professionnel. 3 ^e jour. A Akron (Ohio).	Canal + vert
MUSIQUE	
18.00 Grieg et Stravinski par Colin Davis aux Proms 1979. Par le London Symphony Orchestra, dir. sir Colin Davis. Au programme : Concerto pour piano en la mineur, opus 16, d'Edvard Grieg ; Symphonie en trois mouvements, d'Igor Stravinski. Réalisation de Roy Tipping.	Muzzik
19.10 Nuit italienne. Avec RYNE Terfel, baryton ; Sergei Larin, ténor ; Angela Gheorghiu, soprano. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. Œuvres de Verdi, Bellini et Rossini.	Muzzik
20.35 L'Été des docs : Samedi doc. Diana, l'enquête. [2/2].	Canal +
20.50 François Chalais, la vie comme un roman.	Odyssee
21.00 Encyclopédies. Les Foulées de la gloire. 21.55 Une histoire de la médecine. [8/8]. Médecine et médecines...	Histoire
21.10 Vamps et femmes fatales du cinéma européen.	Ciné Classics
22.00 Pilot Guides. Bolivie.	Voyage
22.05 Hollywood. Backstage 44.	Ciné Classics
22.10 De mystérieuses civilisations disparues. L'ombre du Colisée.	Planète
23.15 Music Planet. Martial Solal.	Arte
23.40 Mémoires de la télévision française. [1/2]. Jean Kerchbron.	Histoire
0.10 Civilisations. La civilisation perdue de l'Atlantide.	La Chaîne Histoire
0.55 Enigmes et tragédies maritimes. Nelson à Trafalgar, une funeste victoire.	Chaîne Histoire
SPORTS EN DIRECT	
14.50 Aviron. Championnats du monde. Finales. A Lucerne (Sui.).	France 2
17.15 Football. Championnat de France D1. 5 ^e journée. Match avancé. Bordeaux - Auxerre. Au stade Chaban-Delmas, à Bordeaux.	Canal +
20.00 Football. Championnat de France D1. 5 ^e journée. Bastia - Marseille. Au stade Armand-Césari, à Furiani.	TPS Foot
21.00 Tennis. Tournoi féminin de New Haven (Connecticut). Finale.	Eurosport
22.00 Golf. Championnat du monde professionnel. 3 ^e jour. A Akron (Ohio).	Canal + vert
MUSIQUE	
18.00 Grieg et Stravinski par Colin Davis aux Proms 1979. Par le London Symphony Orchestra, dir. sir Colin Davis. Au programme : Concerto pour piano en la mineur, opus 16, d'Edvard Grieg ; Symphonie en trois mouvements, d'Igor Stravinski. Réalisation de Roy Tipping.	Muzzik
19.10 Nuit italienne. Avec RYNE Terfel, baryton ; Sergei Larin, ténor ; Angela Gheorghiu, soprano. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. Œuvres de Verdi, Bellini et Rossini.	Muzzik
20.35 L'Été des docs : Samedi doc. Diana, l'enquête. [2/2].	Canal +
20.50 François Chalais, la vie comme un roman.	Odyssee
21.00 Encyclopédies. Les Foulées de la gloire. 21.55 Une histoire de la médecine. [8/8]. Médecine et médecines...	Histoire
21.10 Vamps et femmes fatales du cinéma européen.	Ciné Classics
22.00 Pilot Guides. Bolivie.	Voyage
22.05 Hollywood. Backstage 44.	Ciné Classics
22.10 De mystérieuses civilisations disparues. L'ombre du Colisée.	Planète
23.15 Music Planet. Martial Solal.	Arte
23.40 Mémoires de la télévision française. [1/2]. Jean Kerchbron.	Histoire
0.10 Civilisations. La civilisation perdue de l'Atlantide.	La Chaîne Histoire
0.55 Enigmes et tragédies maritimes. Nelson à Trafalgar, une funeste victoire.	Chaîne Histoire
SPORTS EN DIRECT	
14.50 Aviron. Championnats du monde. Finales. A Lucerne (Sui.).	France 2
17.15 Football. Championnat de France D1. 5 ^e journée. Match avancé. Bordeaux - Auxerre. Au stade Chaban-Delmas, à Bordeaux.	Canal +
20.00 Football. Championnat de France D1. 5 ^e journée. Bastia - Marseille. Au stade Armand-Césari, à Furiani.	TPS Foot
21.00 Tennis. Tournoi féminin de New Haven (Connecticut). Finale.	Eurosport
22.00 Golf. Championnat du monde professionnel. 3 ^e jour. A Akron (Ohio).	Canal + vert
MUSIQUE	
18.00 Grieg et Stravinski par Colin Davis aux Proms 1979. Par le London Symphony Orchestra, dir. sir Colin Davis. Au programme : Concerto pour piano en la mineur, opus 16, d'Edvard Grieg ; Symphonie en trois mouvements, d'Igor Stravinski. Réalisation de Roy Tipping.	Muzzik
19.10 Nuit italienne. Avec RYNE Terfel, baryton ; Sergei Larin, ténor ; Angela Gheorghiu, soprano. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. Œuvres de Verdi, Bellini et Rossini.	Muzzik
20.35 L'Été des docs : Samedi doc. Diana, l'enquête. [2/2].	Canal +
20.50 François Chalais, la vie comme un roman.	Odyssee
21.00 Encyclopédies. Les Foulées de la gloire. 21.55 Une histoire de la médecine. [8/8]. Médecine et médecines...	Histoire
21.10 Vamps et femmes fatales du cinéma européen.	Ciné Classics
22.00 Pilot Guides. Bolivie.	Voyage
22.05 Hollywood. Backstage 44.	Ciné Classics
22.10 De mystérieuses civilisations disparues. L'ombre du Colisée.	Planète
23.15 Music Planet. Martial Solal.	Arte
23.40 Mémoires de la télévision française. [1/2]. Jean Kerchbron.	Histoire
0.10 Civilisations. La civilisation perdue de l'Atlantide.	La Chaîne Histoire
0.55 Enigmes et tragédies maritimes. Nelson à Trafalgar, une funeste victoire.	Chaîne Histoire
SPORTS EN DIRECT	
14.50 Aviron. Championnats du monde. Finales. A Lucerne (Sui.).	France 2
17.15 Football. Championnat de France D1. 5 ^e journée. Match avancé. Bordeaux - Auxerre. Au stade Chaban-Delmas, à Bordeaux.	Canal +
20.00 Football. Championnat de France D1. 5 ^e journée. Bastia - Marseille. Au stade Armand-Césari, à Furiani.	TPS Foot
21.00 Tennis. Tournoi féminin de New Haven (Connecticut). Finale.	Eurosport
22.00 Golf. Championnat du monde professionnel. 3 ^e jour. A Akron (Ohio).	Canal + vert
MUSIQUE	
18.00 Grieg et Stravinski par Colin Davis aux Proms 1979. Par le London Symphony Orchestra, dir. sir Colin Davis. Au programme : Concerto pour piano en la mineur, opus 16, d'Edvard Grieg ; Symphonie en trois mouvements, d'Igor Stravinski. Réalisation de Roy Tipping.	Muzzik
19.10 Nuit italienne. Avec RYNE Terfel, baryton ; Sergei Larin, ténor ; Angela Gheorghiu, soprano. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. Œuvres de Verdi, Bellini et Rossini.	Muzzik
20.35 L'Été des docs : Samedi doc. Diana, l'enquête. [2/2].	Canal +
20.50 François Chalais, la vie comme un roman.	Odyssee
21.00 Encyclopédies. Les Foulées de la gloire. 21.55 Une histoire de la médecine. [8/8]. Médecine et médecines...	Histoire
21.10 Vamps et femmes fatales du cinéma européen.	Ciné Classics
22.00 Pilot Guides. Bolivie.	Voyage
22.05 Hollywood. Backstage 44.	Ciné Classics
22.10 De mystérieuses civilisations disparues. L'ombre du Colisée.	Planète
23.15 Music Planet. Martial Solal.	Arte
23.40 Mémoires de la télévision française. [1/2]. Jean Kerchbron.	Histoire
0.10 Civilisations. La civilisation perdue de l'Atlantide.	La Chaîne Histoire
0.55 Enigmes et tragédies maritimes. Nelson à Trafalgar, une funeste victoire.	Chaîne Histoire
SPORTS EN DIRECT	
14.50 Aviron. Championnats du monde. Finales. A Lucerne (Sui.).	France 2
17.15 Football. Championnat de France D1. 5 ^e journée. Match avancé. Bordeaux - Auxerre. Au stade Chaban-Delmas, à Bordeaux.	Canal +
20.00 Football. Championnat de France D1. 5 ^e journée. Bastia - Marseille. Au stade Armand-Césari, à Furiani.	TPS Foot
21.00 Tennis. Tournoi féminin de New Haven (Connecticut). Finale.	Eurosport
22.00 Golf. Championnat du monde professionnel. 3 ^e jour. A Akron (Ohio).	Canal + vert
MUSIQUE	
18.00 Grieg et Stravinski par Colin Davis aux Proms 1979. Par le London Symphony Orchestra, dir. sir Colin Davis. Au programme : Concerto pour piano en la mineur, opus 16, d'Edvard Grieg ; Symphonie en trois mouvements, d'Igor Stravinski. Réalisation de Roy Tipping.	Muzzik
19.10 Nuit italienne. Avec RYNE Terfel, baryton ; Sergei Larin, ténor ; Angela Gheorghiu, soprano. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. Œuvres de Verdi, Bellini et Rossini.	Muzzik
20.35 L'Été des docs : Samedi doc. Diana, l'enquête. [2/2].	Canal +
20.50 François Chalais, la vie comme un roman.	Odyssee
21.00 Encyclopédies. Les Foulées de la gloire. 21.55 Une histoire de la médecine. [8/8]. Médecine et médecines...	Histoire
21.10 Vamps et femmes fatales du cinéma européen.	Ciné Classics
22.00 Pilot Guides. Bolivie.	Voyage
22.05 Hollywood. Backstage 44.	Ciné Classics
22.10 De mystérieuses civilisations disparues. L'ombre du Colisée.	Planète
23.15 Music Planet. Martial Solal.	Arte
23.40 Mémoires de la télévision française. [1/2]. Jean Kerchbron.	Histoire
0.10 Civilisations. La civilisation perdue de l'Atlantide.	La Chaîne Histoire
0.55 Enigmes et tragédies maritimes. Nelson à Trafalgar, une funeste victoire.	Chaîne Histoire
SPORTS EN DIRECT	
14.50 Aviron. Championnats du monde. Finales. A Lucerne (Sui.).	France 2
17.15 Football. Championnat de France D1. 5 ^e journée. Match avancé. Bordeaux - Auxerre. Au stade Chaban-Delmas, à Bordeaux.	Canal +
20.00 Football. Championnat de France D1. 5 ^e journée. Bastia - Marseille. Au stade Armand-Césari, à Furiani.	TPS Foot
21.00 Tennis. Tournoi féminin de New Haven (Connecticut). Finale.	Eurosport
22.00 Golf. Championnat du monde professionnel. 3 ^e jour. A Akron (Ohio).	Canal + vert
MUSIQUE	
18.00 Grieg et Stravinski par Colin Davis aux Proms 1979. Par le London Symphony Orchestra, dir. sir Colin Davis. Au programme : Concerto pour piano en la mineur, opus 16, d'Edvard Grieg ; Symphonie en trois mouvements, d'Igor Stravinski. Réalisation de Roy Tipping.	Muzzik
19.10 Nuit italienne. Avec RYNE Terfel, baryton ; Sergei Larin, ténor ; Angela Gheorghiu, soprano. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. Œuvres de Verdi, Bellini et Rossini.	Muzzik
20.35 L'Été des docs : Samedi doc. Diana, l'enquête. [2/2].	Canal +
20.50 François Chalais, la vie comme un roman.	Odyssee
21.00 Encyclopédies. Les Foulées de la gloire. 21.55 Une histoire de la médecine. [8/8]. Médecine et médecines...	Histoire
21.10 Vamps et femmes fatales du cinéma européen.	Ciné Classics
22.00 Pilot Guides. Bolivie.	Voyage
22.05 Hollywood. Backstage 44.	Ciné Classics
22.10 De mystérieuses civilisations disparues. L'ombre du Colisée.	Planète
23.15 Music Planet. Martial Solal.	Arte
23.40 Mémoires de la télévision française. [1/2]. Jean Kerchbron.	Histoire
0.10 Civilisations. La civilisation perdue de l'Atlantide.	La Chaîne Histoire
0.55 Enigmes et tragédies maritimes. Nelson à Trafalgar, une funeste victoire.	Chaîne Histoire
SPORTS EN DIRECT	
14.50 Aviron. Championnats du monde. Finales. A Lucerne (Sui.).	France 2
17.15 Football. Championnat de France D1. 5 ^e journée. Match avancé. Bordeaux - Auxerre. Au stade Chaban-Delmas, à Bordeaux.	Canal +
20.00 Football. Championnat de France D1. 5	

Lionel Jospin s'adressera aux Français le 28 août

Le premier ministre parlera sur TF1 à 20 heures

LA RENTRÉE MÉDIATIQUE de Lionel Jospin, celle qu'il veut faire devant les Français, en cette année électorale majeure, aura lieu mardi 28 août sur TF1, lors du journal télévisé de 20 heures de Patrick Poivre d'Arvor. Depuis qu'il est premier ministre, c'est la première fois que M. Jospin ne fait pas sa rentrée officielle à l'université d'été du PS à La Rochelle. Comment mieux dire qu'il briguera, au-dessus des partis, la plus haute fonction de l'Etat ?

Exceptionnellement, cette rentrée s'est concentrée sur la personne du premier ministre. L'actualité du dossier corse, la vague éditoriale annoncée sur son itinéraire – cinq livres, au moins, déjà parus ou sur le point d'être publiés – la mise en œuvre de la politique fiscale et sociale, dirigent les projecteurs sur le chef du gouvernement. Comme lors de sa dernière intervention, le 9 juillet sur FR3, à l'occasion d'un déplacement en province, M. Jospin aura devancé Jacques Chirac. On était alors à cinq jours de l'intervention officielle du président de la République pour le 14 juillet.

En attendant, le chef du gouvernement a fort à faire avec sa majorité. Il doit intervenir, lors de la réunion de ministres qui se tient vendredi jusqu'en début de l'après-midi, dans le débat qui fait rage, sur les transports, entre son ministre communiste Jean-Claude Gayssot et son ministre Vert, Yves Cochet. La polémique sur la réouverture du tunnel du Mont-Blanc dure depuis une semaine entre les responsables gouvernementaux des transports et de l'environnement. Elle a connu un pic, jeudi, dans la cour de l'Elysée, après le premier conseil des ministres de la rentrée.

M. Gayssot, qui a annoncé qu'il tablait sur une réouverture du tunnel avant la fin de l'année, alors

que son collègue n'en voit pas l'opportunité et réclame un débat, a mis sur le compte de « la méconnaissance du dossier », les déclarations de M. Cochet. « Il arrive », a glissé perfidement le ministre des transports, bien décidé à ne pas laisser écorner son domaine de compétences. « Cette perspective de réouverture, qui doit se faire dans des conditions de sécurité, d'environnement et de régulations différentes par rapport à ce qui se passait avant, est absolument nécessaire, y compris par rapport aux relations internationales et à l'activité économique entre la France et l'Italie », a expliqué, de façon plus générale, M. Gayssot.

LA MAIN TENDUE

Attentif à la concertation avec « les élus, les associations et les socio-professionnels », le ministre des transports a ajouté que « la réouverture ne se fera que lorsque tous les éléments seront réunis ». En Savoie, huit conseillers généraux et trois conseillers régionaux, PS et apparentés, ont emboîté le pas au RPR Hervé Gaymard, pour critiquer M. Cochet : « La solidarité passe par le retour des camions dans la vallée de Chamonix et par le partage des nuisances : il ne saurait y avoir deux catégories de citoyens, ceux qui se dispenseraient de contraintes et ceux qui les subiraient ! », écrivent-ils.

Après l'altercation, la main tendue : tout en persistant à affirmer dans *Le Parisien* du 24 août, que les conditions ne sont pas réunies pour la réouverture du tunnel, M. Cochet assure que sa position n'était « pas agressive » à l'endroit de M. Gayssot. « A Jean-Claude, je dis donc : "discutons" », propose-t-il. Voilà qui est au programme.

Béatrice Gurrey

M. Schröder veut enrayer la remontée du chômage par un assouplissement des conditions de travail

Le chancelier allemand propose de faciliter les licenciements et d'élargir l'intérim

FRANCFORT

de notre correspondant

Récession imminente ou sortie du tunnel ? Les interrogations sur l'ampleur du ralentissement allemand semblent de plus en plus contradictoires. Jeudi 23 août, l'Office fédéral des statistiques a confirmé que le produit intérieur brut (PIB) avait stagné au deuxième trimestre de 2001, par rapport au premier trimestre. Sur un an, la croissance atteint péniblement 0,6 %, soit son plus mauvais niveau depuis quatre ans. Au deuxième trimestre 2001, le faible dynamisme des exportations (+ 0,7 % entre le premier et le deuxième trimestre) et le recul de l'investissement (- 2,7 %) n'ont pu être compensés par le regain de forme, plutôt inattendu, de la consommation privée (+ 0,9 %).

Dans ce contexte, le gouvernement est sous pression. Après avoir revu début août sa propre estimation de croissance, entre 1,5 et 2 % en 2001. S'il ne veut pas

lancer de gros chantier, à un peu plus d'un an des élections législatives, le chancelier Schröder réfléchit cependant à différentes mesures censées alléger la charge des entreprises, alors que le chômage est orienté à la hausse depuis le début de l'année (3,8 millions de personnes). Au cours de son déplacement dans les nouveaux Länder – territoires très touchés par les problèmes d'emploi –, M. Schröder a ainsi proposé, mercredi, de réformer le droit des licenciements, afin en particulier de limiter l'attribution d'indemnités de départ. Il a aussi suggéré d'assouplir la réglementation sur le travail intérimaire, dont les contrats sont pour l'instant limités à un an. Une clause que le gouvernement songe à supprimer.

Ces mesures pourraient faire partie à l'automne d'un projet de loi baptisé « Job-Aktiv ». Ces propositions ont été bien accueillies par l'opposition chrétienne-démocrate

et les milieux d'affaires, mais les syndicats demandent des précisions. Sur le fond, néanmoins, les marges de manœuvre du gouvernement sont limitées. Officiellement, M. Schröder s'en tient à la politique dite de « la main tranquille » mise en exergue depuis son retour de vacances, début août.

MEILLEUR CLIMAT DES AFFAIRES

Les principaux instituts de conjoncture ont une nouvelle fois revu à la baisse leurs pronostics de croissance pour 2001. L'institut HWWA, à Hambourg, qui tablait sur une croissance de 1,7 % cette année, estime désormais que le PIB ne devrait plus progresser que dans une fourchette comprise entre 1 % et 1,5 % en 2001. Son homologue de Halle s'attend à une progression « bien en dessous de 1,5 % ». De l'avis général parmi les six principaux instituts de conjoncture, la stagnation devrait se poursuivre au troisième trimestre.

Pour la suite, les experts les plus pessimistes craignent encore une récession, mais cette hypothèse est repoussée par les grands instituts. La plupart des observateurs attendent en effet un léger rebond d'ici à la fin de l'année ou au début de l'année prochaine.

Mercredi, l'indice du climat des affaires publié par l'institut IFO est venu conforter cette analyse, pointant à 89,8 points, soit très au-dessus des attentes. Pour la première fois après avoir perdu du terrain tout au long des mois passés, cet indicateur s'affiche en hausse. Selon les chiffres provisoires rendus publics jeudi 23 août, la détente se confirme aussi sur le plan de l'inflation : l'indice des prix à la consommation a progressé de 2,6 % en août, un rythme égal à celui enregistré en juillet (contre un pic de 3,5 % en mai).

Philippe Ricard

A Paris, la préfecture de police modifie déjà les nouveaux couloirs de bus

LA POLLUTION par l'ozone a dépassé le seuil de 180 microgrammes par mètre cube d'air et par heure, mercredi 22 août et jeudi après-midi selon les mesures d'Airparif à Paris et dans la zone rurale nord et est de l'Île-de-France. Mercredi, la forêt de Rambouillet avait été touchée. Selon les autres organismes régionaux de mesure, le seuil a également été dépassé en Seine-Maritime, près du Havre et près de Rouen, à Florange, en Moselle, et dans les Bouches-du-Rhône – où tous les records de pollution à l'ozone ont déjà été battus cette année (*Le Monde* du 22 août) – à Martigues, Fos-sur-Mer, Berre-L'Étang et Port-de-Bouc. Airparif et Air Normand ont précisé que de nouveaux dépassements étaient à craindre vendredi.

Outre la mise en garde désormais habituelle

pour les personnes particulièrement sensibles à cette pollution, la préfecture de police de Paris a demandé aux automobilistes de différer, vendredi, leurs déplacements ou de réduire de 20 km/h leur vitesse sur les routes et autoroutes de Paris et de sa région, entre 7 heures et 20 heures. Pour la même journée, une tarification spéciale dans les transports en commun a été prise dans la communauté urbaine de Strasbourg (CUS), à la suite d'un bulletin d'alerte laissant présager un pic d'ozone.

PROTÉGER LES CYCLISTES

Par ailleurs, le préfet de police de Paris a pris, jeudi, deux arrêtés à propos de la réglementation des nouveaux couloirs de bus élargis. Le premier, définitif, vise à accueillir les cyclistes sur ces voies « dans les meilleures conditions de

sécurité » ; le second, « dérogeant à titre temporaire », jusqu'au 31 décembre, aux dispositions prévues, s'adresse aux bus, taxis, véhicules de police, livreurs... Ainsi, sur les quais rive gauche, les livraisons ne seront autorisées que sur les emplacements aménagés à cet effet « hors voirie ».

Sur les autres axes, rue de Rivoli en particulier, elles seront permises, en dehors des heures de pointe, sur les aménagements prévus sur les trottoirs ou sur des aires au débouché des voies adjacentes. Les véhicules de livraison pourront ainsi, « exceptionnellement », emprunter les couloirs, à condition de s'en dégager rapidement.

La préfecture précise qu'elle va mobiliser des « moyens importants » pour faire appliquer cette nouvelle réglementation, tout en appelant les usagers à faire preuve de civisme.

Deux journalistes jugés pour avoir publié des informations sur Matra

DEUX SYNDICALISTES ET DEUX JOURNALISTES ont été renvoyés devant le tribunal correctionnel de Paris, à une date qui n'a pas été précisée, pour avoir diffusé des informations confidentielles sur le groupe aéronautique français Aerospatiale Matra, aujourd'hui intégré à EADS. Les deux militants syndicaux, élus CGT, Christian Saulnier et Jean-Pierre Jousseau, sont soupçonnés d'avoir, fin 1999, communiqué à un journaliste des documents confidentiels sur les comptes semestriels d'Aerospatiale-Matra. Les deux journalistes, Hubert Levet, pigiste, et Eric Dadier, directeur de la rédaction du quotidien économique *l'Agefi*, devront pour leur part répondre respectivement devant le tribunal des chefs de « complicité » et « recel » de diffusion d'informations privilégiées. En septembre 1999, *l'Agefi* avait publié, deux jours avant leur annonce officielle, les résultats du groupe. Le titre Aerospatiale Matra avait perdu 6,10 % dans la journée. La direction du groupe avait déposé plainte quelques jours plus tard. Ces mises en examen avaient provoqué une vive émotion dans les milieux syndicaux et journalistiques (*Le Monde* du 12 janvier 2000).

DÉPÊCHES

■ **MONDIALISATION** : le ministre de l'économie, Laurent Fabius, a indiqué qu'il travaillait sur le « projet d'une taxation des mouvements internationaux de ventes d'armes » susceptible, selon lui, de se substituer au projet de la taxe Tobin sur les mouvements de capitaux. Dans un entretien au *Nouvel Observateur* du 23 août, le ministre souligne qu'« Etats-Unis, Grande-Bretagne et France représentent à eux seuls 80 % de ces exportations » d'armes. « En liant, par une telle taxation, l'aide au développement et la paix, on ferait coup double en faveur des pays pauvres. C'est un projet très intéressant », affirme le ministre.

■ **CINÉMA** : les affiches de *Ceci est mon corps* pourront être mises en place, après que le tribunal de grande instance de Paris a débouté, jeudi 23 juin, l'Agrif (Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne), qui demandait en référé leur interdiction. L'association estimait que le titre du film de Rodolphe Marconi était « provocateur et inutile ». Le tribunal a, lui, estimé que l'emploi de la formule évangélique ne provoquait pas de « trouble manifestement illicite ». La campagne d'affichage commencera le 28 août, à la veille de la sortie du film.

Tirage du *Monde* daté vendredi 24 août 2001 : 535 546 exemplaires.

1-3

Les uppercuts d'Emmanuèle Bernheim

Romancière et scénariste, elle écrit de manière concise et rythmée. Dans « Stallone », la nouvelle écrite pour « Le Monde », ses paragraphes sont autant de frappes ajustées

« C'EST BIEN la première fois qu'on me dit que j'ai fait trop long », constate, mi-amusée, mi-angoissée, Emmanuèle Bernheim. Elle a plutôt l'habitude d'entendre, après



Gallimard
Le Monde

les compliments d'usage, des interrogations sur la minceur de ses quatre romans. Seulement quatre titres depuis 1985 ! Et rien qui atteigne 250 pages ! Ce n'est pas très bon pour le commerce. Cela a même failli lui faire rater le prix Médicis, qu'elle a obtenu en 1993 pour *Sa femme* (Gallimard, comme tous ses livres). On a su que certains jurés avaient soutenu que le roman n'était pas assez gros pour qu'on lui attribue cette récompense... Ils n'ont heureusement pas été entendus.

Oui, Emmanuèle Bernheim écrit bref, serré, rythmé. Avec tout un jeu sur les espaces, les blancs. Avec, donc, un dispositif graphique qui a son importance dans la composition du texte, dans la mise en œuvre du récit et dans la lecture. Et voilà qu'elle livre une nouvelle à un journal, répondant à une

commande précise, avec une longueur maximale impérative. Malheureusement, son ordinateur compte les caractères et ledit journal « parle » en signes (la ponctuation et les espaces sont comptabilisées). Alors on lui explique qu'il faut couper (effrayant pour un écrivain qui a clos son histoire) ou bien détruire sa construction graphique. Ou bien encore la repenser entièrement. Ce qu'elle a fait.

Cette nouvelle n'est pas la première qu'elle écrit, elle en a publié dans diverses revues dont *L'Infini* (Gallimard), mais c'est probablement celle qui lui a donné le plus de plaisir, parce qu'elle est au confluent de beaucoup de souvenirs, qu'elle résume un parcours, un pan entier de vie. « J'ai été très heureuse d'écrire ce texte, "Stallone", j'ai ressenti une espèce d'euphorie à mesurer le chemin parcouru, cela m'a procuré un sentiment nouveau, une sorte d'ouverture », dit-elle avant d'expliquer d'où vient ce Stallone (Sylvester, bien sûr, mais pourquoi ?).

Cette adepte de la boxe française, qui travaillait aux *Cahiers du cinéma* comme responsable des archives photographiques, est allée voir, en 1983, Rocky III – avec Sylvester Stallone. « C'était le premier Rocky que je voyais, et je ne saurais exactement dire pourquoi ce

film m'a touchée. » Elle confie son impression à ses collègues des *Cahiers*. « Serge Daney a tenté de me pousser à donner mon sentiment sur le film dans la revue. Mais je ne suis pas critique. En outre, en 1983, je n'avais absolument rien écrit. Ensuite j'ai publié des livres et j'ai

Cette nouvelle n'est pas la première qu'elle écrit, mais c'est probablement celle qui lui a donné le plus de plaisir, parce qu'elle résume un parcours, un pan entier de vie

oublié cette anecdote. Mais quand *Le Monde* m'a proposé de faire l'une des nouvelles de l'été, j'ai eu envie d'accepter, de chercher un sujet. J'ai alors repensé à tout cela, à Serge Daney, à ses propos, quand il m'expliquait combien il était domage de ne pas écrire sur les choses

qui vous ont touchée. Et j'ai commencé "Stallone". Curieusement, tout s'emboîte de façon presque magique, et j'éprouvais une sorte de jubilation à voir cette histoire se mettre en place. J'étais vraiment heureuse. Par rapport à cette époque des *Cahiers*. Par rapport à Daney qui est mort maintenant. »

« Si, en 1983, on m'avait dit qu'un jour je pourrais écrire enfin sur Rocky III, et pas une critique, car je suis tout sauf critique, cela m'aurait semblé loufoque. D'où sans doute ma satisfaction d'aujourd'hui. » Ce « Stallone » est donc une histoire étrange, de quelque côté qu'on se tourne. Le récit lui-même est obsédant (l'exploration minutieuse des obsessions est une constante chez Emmanuèle Bernheim), inquiétant.

La manière dont le souvenir de Rocky est revenu à la romancière, au bout de dix-huit ans, n'est pas moins singulière. Enfin, et il n'est pas certain que son éditeur soit très content de cette conclusion, Emmanuèle Bernheim, lorsqu'on l'interroge sur ses projets littéraires, avoue : « J'avais commencé quelque chose, mais je dois reconnaître que, pour l'instant, cette nouvelle l'a un peu torpillé. »

Josyane Savigneau
Lire notre cahier central

Révissez vos classiques

RÉVISEZ CET ÉTÉ AVEC LE MONDE, FRANCE INTER, LA FNAC ET UNIVERSAL 50 CHEFS-D'ŒUVRE DE LA MUSIQUE CLASSIQUE.

Le Monde UNIVERSAL

mozart | CONCERTOS POUR VENT | BÖHM

DERNIERS INSTANTS DE RÉPIT. 7 octobre 1791. Mozart achève son Concerto pour clarinette. Il lui reste à peine deux mois à vivre. Décidée au clarinettiste Anton Stadler, la partition met en valeur toute la richesse d'un instrument qui a intégré depuis peu les pupitres de l'orchestre. Mozart a réussi un chef d'œuvre car la technique instrumentale a disparu dans la poésie de la mélodie. Elle est si fragile, si délicate qu'elle ne pouvait trouver meilleur interprète que le clarinettiste soliste du Philharmonique de Vienne. La direction de Böhm lui accorde cette plénitude sonore avec des cordes qui traduisent le mystère et la profonde solitude de cette musique. Le harpiste espagnol Nicanor Zabaleta et le flûtiste Wolfgang Schulz nous offrent des interprétations bien éloignées de la galanterie habituelle du Concerto pour flûte et harpe. Leur interprétation lumineuse est déjà gorgée du romantisme naissant.

Vous découvrirez des extraits de cet album sur France Inter, à 16h dans l'émission de Caroline Ostermann "Musique Maestro"

France Inter

fnac.com